



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique



RAPPORT-2011

Les entreprises françaises & l'Afrique

LE MOCI Le moniteur du
commerce
international lemoci.com

Hors-série - Décembre 2010 - 25 euros



Afriqiyah Airways ?
ma première bonne affaire



الخطوط الجوية الأفريقية

AFRIQIYAH AIRWAYS



Des tarifs attrayants pour un service de qualité

Vols directs et quotidiens Paris/Tripoli

Vols directs Lyon/Tripoli

(Hiver : 3 vols/semaine - Été : 4 vols/semaine)

La Libye et 17 destinations en Afrique via Tripoli

Flotte Airbus flambant neuve : A 330 - A 320 - A 319

Classe Affaire & Classe Économique

Découvrez le programme RAHAL : une fidélité récompensée

Informations & réservations chez votre Agent de Voyages

www.afriqiyah.aero

Le ciel vous appartient



LE MOCI

**Directeur de la publication
et Directeur général**
Vincent Lалу

RÉDACTION

Rédacteur en chef

Christine Gilguy

Conseiller de la rédaction

Georges Rambaldi

Réalisation

Michelle Benaïm (secrétaire de rédaction)

Ont collaboré à ce numéro :

Bénédictine Châtel, Anne Guillaume-Gentil
(articles sur les perspectives et synthèses
de conjoncture par pays)

Conception graphique et maquette

amarena / www.amarena.fr

Impression

RAS

Directeur de la publicité

Pierre Bessière

Directrice du développement

Delphine Chêne

Fabrication

Robin Loison

Commission paritaire.

Publication n° 0911 K 81051



ÉDITEUR Sedec SA

11, rue de Milan, 75009 Paris

Téléphone : 01 53 80 74 00

www.lemoci.com

**CONSEIL FRANÇAIS
DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE**



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

45, rue de la Chaussée-d'Antin,
75009 Paris

Tél. : 01 45 62 55 76

Fax : 01 42 56 79 33

Courriel : relationcian@cian.asso.fr

Site : www.cian.asso.fr

Fondateur du rapport

Jean-Pierre Prouteau †

Comité de rédaction

Anthony Bouthelier

Alix Camus

André Creis

Stephen Decam

Pierre de Seauve

Qui parlait d'un désamour de l'Afrique ? 4

Avant-propos par Alexandre Vilgrain,
président du CIAN

Les faits marquants de 2010 6

Échanges franco-africains 8

Chiffres-clés et tendances marquantes

Enquête : Le savoir-faire français à l'œuvre en Afrique 10

Entretien

Nicolas Tenzer, président du Cerap et de l'Idéfie 12

Ressources naturelles

Recherche 14

Agro-industrie 16

Météo 20

Eau et énergie 22

Services

NTIC 26

Juridique 28

Formation 30

Industrie

Cosmétique 34

Santé 36

Travaux publics 38

Alimentation 40

Analyse économique par zone et par pays 42

Les résultats 2010 de l'enquête CIAN 43

Afrique du Nord 49

Afrique de l'Ouest 58

Afrique centrale 74

Afrique australe, orientale et océan Indien 82

Cahier central

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2011 DU CIAN

Les actions et les projets du CIAN

PREMIER CABINET D'AVOCATS D'AFFAIRES EN FRANCE

**UNE PRISE EN COMPTE DES BESOINS
SPÉCIFIQUES DE L'AFRIQUE**

**ACCOMPAGNEMENT ET CONSEILS
AUX ENTREPRISES AFRICAINES
ET ÉTRANGÈRES**

**ASSISTANCE TECHNIQUE ET
CONSEILS AUX GOUVERNEMENTS
AFRICAINS DANS LA MISE
EN PLACE DE CADRES
JURIDIQUES REQUIS**

**APPUI AUX INSTITUTIONS
MULTILATÉRALES DE
DÉVELOPPEMENT QUI
INVESTISSENT EN AFRIQUE**



**DROIT
FISCAL**



**DROIT
DES SOCIÉTÉS**



**DROIT
SOCIAL**



**CONCURRENCE
DISTRIBUTION**



**PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE
TECHNOLOGIES
DE L'INFORMATION**



**DROIT DU
PATRIMOINE**



**RÉGLEMENT DES
CONTENTIEUX**



**DROIT
PUBLIC**



Alexandre Vilgrain,
président du CIAN.

Qui parlait d'un désamour de l'Afrique ?

Rappelons d'abord l'originalité du Rapport CIAN qui est avant tout un témoignage du terrain, de ces centaines d'entreprises qui disent leurs résultats, leurs ambitions, leurs déceptions.

Or, année après année, ce Rapport montre que l'Afrique est un risque certes, mais un bon risque comme en attestent des activités profitables et des perspectives encourageantes. Et puis, dans cette avalanche d'interventions de pays dynamiques et puissants, comment imaginer que nos entreprises, qui ont tissé avec l'Afrique des relations singulières, puissent baisser les bras et ne pas valoriser leur expertise à l'occasion des opportunités que toute cette effervescence leur offre.

Car, et nous pouvons en témoigner, l'intérêt suscité par l'Afrique provoque souvent un questionnement sur le rôle des sociétés françaises dont la réussite interpelle et parfois agace les nouveaux intervenants. Paradoxalement, si, comme dans certains vieux couples, les Africains ne ménagent pas leurs critiques à notre égard, les comportements des nouveaux arrivants relativisent ces reproches et l'on découvre donc que ces « *maudits Français* » – comme diraient les Québécois –, ont une perception de l'Afrique forgée par le temps. Sur une terre où les termes de « traditions » et de « vieux » ne sont pas infamants, émerge maintenant un sentiment de cousinage, voire de fraternité, avec les anciens partenaires dont le savoir-faire est apprécié.

Loin des pessimistes qui ne mesurent pas que les nouvelles interventions sont à terme bénéfiques pour les intérêts français si solidaires du devenir du continent, nous sommes convaincus que l'Afrique est notre chance à tous, à la réserve près d'une bonne évolution des structures politiques.

Le Rapport CIAN, loin des pleureurs qui se complaisent dans un prétendu effacement de la France, montre bien le dynamisme de nos entreprises qui marquent le terrain africain par leur compétence dans des secteurs aussi divers que l'eau, l'énergie, les télécoms, la forêt, l'agroalimentaire, la formation, le droit...

C'est avec plaisir et reconnaissance que je termine par l'hommage traditionnel non seulement à nos adhérents mais à tous ceux, administrations, conseillers du commerce extérieur, Chambres de commerce, instances professionnelles qui contribuent à ce Rapport et lui donnent ce cachet si particulier de « *la voix du terrain* ».

Merci à tous.

Alexandre Vilgrain.
Président du CIAN

Janvier

- **Maroc** Le Roi Mohammed VI fête ses 10 ans d'accession au trône, anniversaire marqué par l'installation de la Commission consultative de la régionalisation (CCR) qui devrait donner une forte impulsion au chantier de la régionalisation et modifier profondément l'organisation administrative et territoriale du pays.

Février

- **Tchad-Soudan** Les chefs d'État du Tchad et du Soudan, Idriss Déby et Omar el-Béchir, signent un accord devant mettre fin à cinq ans de conflit entre leurs pays. Conseillers et diplomates négociaient depuis septembre 2009.

Mars

- **L'Union européenne** signe son plus important accord avec l'Ile Maurice, soit 93 millions d'euros, en soutien au programme économique décennal lancé en juin 2006, somme à décaisser en 2010 et 2011. À la clé, les autorités doivent s'atteler à la réforme du secteur sucre, la gouvernance, la stabilité macroéconomique et une stratégie énergétique de long terme.

Avril

- **Mines** Signe d'une certaine évolution de l'Afrique à l'égard de ses richesses naturelles, la Tanzanie adopte une nouvelle loi minière tendant à relever les taux de royalties, à rendre obligatoires les prises de participation étatique et à coter les entreprises minières à la Bourse de Dar es Salaam. En outre, il ne devrait plus être accordé à des entreprises étrangères des licences d'exploitation de gemmes.

Mai

- **Bois** L'État gabonais interdit l'exportation de grumes. Le défi consiste à transformer sur place les 3 millions de m³ de grumes bardées annuellement dont 1,4 million est déjà transformé sur place et 1,7 million exporté à l'état brut de grumes.



Juin Coup d'envoi de la Coupe du monde de football en Afrique du Sud qui se déroulera parfaitement. Selon les chiffres du gouvernement, l'événement aura rapporté 38 milliards de rands pour un coût total de 40 milliards de rands environ. Les dépenses des centaines de milliers de visiteurs auraient boosté le PIB de 0,4%.

Août

- **Kenya** À Nairobi, une nouvelle Constitution est adoptée tendant à rogner les vastes prérogatives du chef de l'État et consolider les libertés individuelles, des réformes jugées indispensables pour panser les plaies des divisions ethniques qui minent la vie politique, mais aussi pour booster l'économie.

Septembre

- **Madagascar** Le président malgache Andry Rajoelina organise une Conférence nationale boycottée par les trois grands partis d'opposition qui contestent le calendrier électoral. Le manque de consensus et de transparence a suscité à nouveau une ferme réprobation de la communauté internationale.

- **Chine-Ghana** Le président du Ghana, John Atta Mills, se rend en Chine où il signe deux accords de prêt pour un total de 12,87 milliards de dollars. C'est le plus important engagement financier de la Chine en Afrique.

Octobre

- **Nigeria** Avec pour objectif de rétablir la crédibilité du système financier nigérian et après avoir administré un traitement de choc aux banques en 2009, le gouverneur de la Banque centrale retire les licences de 224 institutions de microfinance sur 820, les activités de dépôt et d'investissement dans les banques universelles sont séparées et la loi Asset Management Company, tendant à absorber les prêts toxiques des banques (15 milliards de dollars), est promulguée.

Novembre

- **Guinée** Le second tour de l'élection présidentielle en Guinée a pour vainqueur Alpha Condé. Le premier tour avait eu lieu le 27 juin – la première élection présidentielle libre depuis 1958 – donnant 43,69% des voix pour l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo et 18,25% à Alpha Condé. Malgré les appels au calme lancés par les deux protagonistes, la violence éclate, les frontières sont fermées et l'État d'urgence déclaré. La Cour Suprême confirme le 2 décembre la victoire d'Alpha Condé et Cellou Dalein Diallo accepte le verdict en félicitant le nouveau président.

Décembre

- **Côte d'Ivoire** La Côte d'Ivoire a deux présidents et deux Premiers ministres. À l'issue du deuxième tour de la présidentielle, le 28 novembre, Alassane Ouattara est déclaré vainqueur avec 54,1% des voix par la Commission électorale indépendante (CEI), résultat reconnu par les organisations africaines et les Nations unies, de son côté le Conseil constitutionnel annonce la victoire de Laurent Gbagbo avec 51% des voix après avoir invalidé des centaines de votes dans le nord du pays. L'épreuve de force est engagée avec une issue incertaine.

Pour vos voyages d'affaires,
ayez le réflexe Air France.



voyageur REWARDS™

- Un programme AIR FRANCE et KLM généreux et gratuit.
- Quand les collaborateurs voyagent, c'est l'entreprise qui cumule des Points.
- Les Points se convertissent rapidement en billets d'avion.
- Une adhésion et une gestion en ligne simples dans un espace personnalisé.
- Un bonus annuel de Points avec l'option Carte Corporate Air France-American Express.
- Les collaborateurs bénéficient en parallèle du programme Flying Blue.

125 Points offerts pour l'adhésion de votre entreprise. Pour bénéficier de cette offre, communiquez le code MC110 lors de votre adhésion sur www.airfrance.fr ou dans votre agence de voyages.

Renseignez-vous sur airfrance.fr, au 36 54 (0,34 € TTC/min à partir d'un poste fixe), sur afklm-newsaffaires.fr ou dans votre agence de voyages.

Chiffres-clés et tendances marquantes

Les échanges économiques franco-africains restent importants mais ont tendance à perdre en part relative dans le commerce extérieur français. Quant aux investissements directs français, ils sont dominés aujourd'hui par les services. Panorama.

L'Afrique dans les échanges français : moins de 10 %

La part de l'Afrique dans les échanges extérieurs français s'est réduite depuis vingt ans sous l'effet du redéploiement des échanges, principalement vers l'Asie émergente, mais aussi de l'arrivée de nouveaux compétiteurs (notamment la Chine). L'Afrique pèse 7% des exportations françaises, soit environ 23,8 milliards d'euros (2009) et 5% dans ses importations, soit environ 19,2 milliards d'euros (2009) contre respectivement 10 % et 15 % pour l'Asie. Le continent reste toutefois une zone-clé pour le commerce extérieur français. Ainsi, en matière de grands contrats (part française supérieure à 3 millions d'euros), l'Afrique est devenue la première zone cliente en 2009, avec environ 40 % des grands contrats signés (pour un total de part française de 8,7 milliards d'euros), essentiellement hors aéronautique. L'Algérie a été moteur en la matière avec trois grands contrats conclus pour l'exploration et l'exploitation du gisement gazier d'Ahnet et de Timimoune par Total et pour des investissements dans le développement de champs gaziers par GDF-Suez.

Le top 15 des clients : au nord et au sud

Les premiers clients de la France sont les trois pays du Maghreb et l'Afrique du Sud, qui pèsent pour plus de la moitié des ventes françaises sur le continent : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ont absorbé à eux seuls plus de 11 milliards d'euros d'exportations françaises en 2009, soit 46 % du total, et l'Afrique du Sud, 5,5 %. En Afrique subsaharienne, le deuxième client de la France, après l'Afrique du Sud, est le Nigeria.

Le top 15 des fournisseurs : pétrole et énergie

On retrouve presque la même hiérarchie au niveau des fournisseurs africains de la France, mais elle est quelque peu bousculée par la part prise par les pays producteurs d'hydrocarbures. Ainsi, si les trois pays du Maghreb trustent les premières places et pèsent 42,7 % des livraisons (les exportations algériennes étant elles-mêmes presque totalement composées de gaz), l'Angola et la Libye se glissent dans ce panorama devant le Nigeria.

Les fournisseurs de la France

Le top 15 des clients et des fournisseurs africains de la France

Exportations et importations en millions d'euros et évolution entre 2009 et 2008

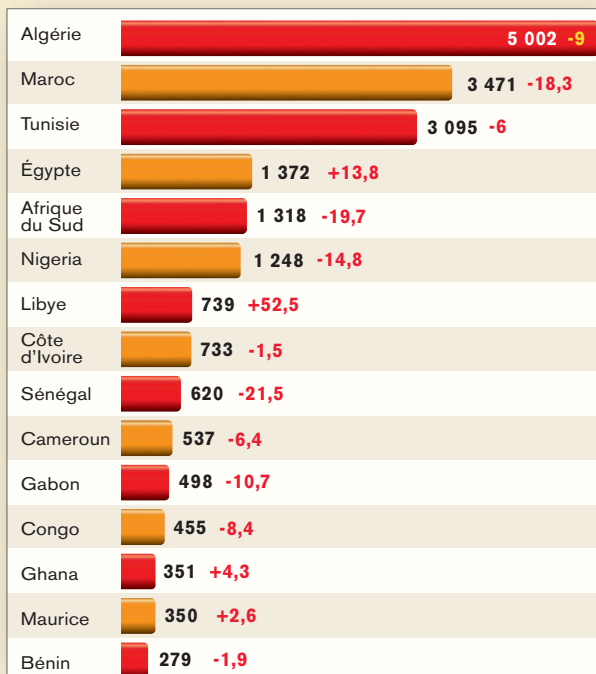


Source : direction générale des douanes françaises

Les Clients de la France

Le top 15 des clients et des fournisseurs africains de la France

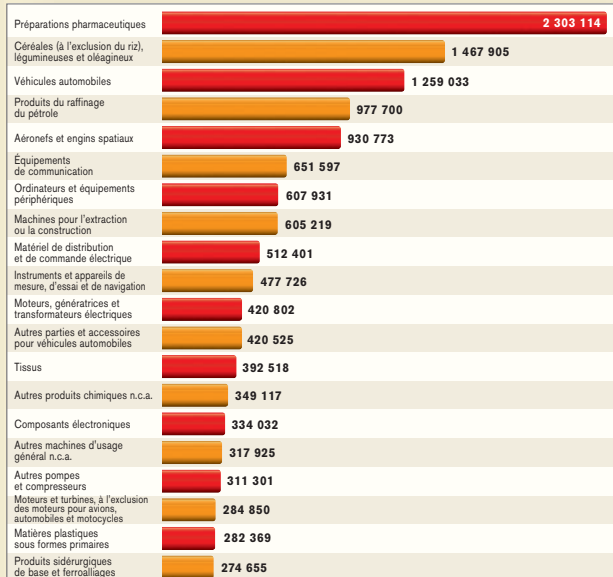
Exportations et importations en millions d'euros et évolution entre 2009 et 2008



Source : direction générale des douanes françaises

Les échanges franco-africains par produits

Le top 20 des produits exportés vers l'Afrique de la France en 2009
Montant en valeur, en milliers d'euros



Source: direction générale des douanes françaises

Les échanges franco-africains par produits

Le top 20 des produits importés d'Afrique de la France en 2009
Montant en valeur, en milliers d'euros



Source: direction générale des douanes françaises

Le top 20 des produits exportés

Trois des produits phares français à l'export tiennent la tête du top 20 des produits exportés en Afrique : les produits pharmaceutiques, les céréales et les véhicules automobiles. Ces trois produits représentent 20 % des exportations françaises sur le continent. Toutefois, les ventes françaises, dominées par les produits manufacturés, se caractérisent par une assez grande diversité.

Le top 20 des produits importés

Sans surprise, les importations françaises en provenance du continent sont dominées par les hydrocarbures : pétrole et gaz pèsent à eux seuls plus de la moitié (53,6 %) des importations en provenance d'Afrique. Les produits manufacturés reflètent les délocalisations ou sous-traitances industrielles françaises, notamment au nord et au sud du continent (pièces automobiles, textiles-habillement, chaussures).

La Chine et l'Afrique

Parmi les compétiteurs sérieux de la France en Afrique, la Chine a opéré une percée fulgurante et durable. Selon les statistiques douanières chinoises de la base de données de GTA-GTIS*, en 2009, les 4 premiers clients africains de la Chine étaient l'Afrique du Sud (5,3 milliards d'euros), le Nigeria (3,9 milliards), l'Égypte (3,6 milliards), et l'Algérie (3 milliards). Avec ces seuls pays, la Chine n'est pas loin des exportations totales de la France en Afrique (82,3%). Plus significatif, la tendance des exportations chinoises est à la hausse et donc de ses parts de marchés sur le continent. Ainsi, malgré la crise, elles ont progressé de près de 20% avec l'Algérie en 2009 et y ont presque doublé depuis 2007. Avec le Nigeria, la progression est de 44 % entre 2007 et 2009. Elles se maintiennent en Afrique du Sud et en Égypte depuis trois ans, malgré la crise...

Les flux nets d'IDE français dominés par les services

Les flux nets d'investissement directs français en Afrique ont atteint un total de 5,028 milliards d'euros en 2009, selon les données de la Banque de France. La part de ceux dont le secteur de destination est connu représente environ 2,22 milliards d'euros. Sur ce dernier montant, plus de la moitié – 1,29 milliards d'euros – sont enregistrés dans les services, l'industrie générant 930 millions d'euros de flux nets d'IDE français. Dans l'industrie, on note une répartition presque égale entre les activités extractives liées aux mines et aux hydrocarbures (478 millions d'euros). L'industrie manufacturière totalise 452 millions d'euros d'IDE nets français avec pour principaux secteurs la communication et l'électronique (138 millions d'euros), l'informatique-électronique-optique

(133 millions) et l'automobile-matériels de transports (88 millions). Les autres secteurs se répartissent le restant, aucun ne totalisant plus de 32 millions d'euros. Dans les services, le secteur phare des flux nets d'IDE français est constitué des services financiers (hors assurance), avec 556 millions d'euros, et de la finance et assurance (426 millions). On note également l'importance des secteurs de la construction (312 millions d'euros), des activités spécialisées scientifiques et techniques (240 millions), de l'immobilier (148 millions) et, enfin, de l'hôtellerie-restauration (78 millions). Le commerce-réparation auto-moto pèse pour 62 millions et le transport-entrepôt pour 46 millions d'euros dans les flux nets d'IDE.

* Groupe Global Trade Atlas (GTA-GTIS), base de données mondiales sur les statistiques officielles d'import-export.

Le savoir-faire français à l'œuvre en Afrique

Mondialisation et recherche effrénée de matières premières obligent, les acteurs internationaux se bousculent sur la scène africaine depuis une dizaine d'années avec des produits et services souvent de pointe. Les entreprises françaises ne sont pas en reste, avec une offre d'autant plus adaptée qu'elles connaissent en général bien le terrain. Enquête.

Originalité française, dans la recherche agricole, l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) sont les seuls au monde à être totalement dédiés aux questions de développement, notamment africain ; d'ailleurs, la moitié des brevets déposés par l'IRD le sont en copropriété avec un établissement africain ! N'oublions pas que ce sont deux chercheurs français, Jean-Luc Redelsperger du CNRS et Thierry Level de l'IRD, qui sont à l'origine du programme international Amma, le premier système d'information sur la mousson en Afrique. Dans l'agroalimentaire, rappelons aussi que l'IRD a travaillé main dans la main avec Nutriset pour créer le fameux Plumpy'Nut – une conception française – devenu une recommandation nutritive par les agences des Nations unies.

Ces exemples ne sont pas autant d'arbres qui cachent la forêt. Pierre angulaire du développement agricole, le titre foncier est promu par l'Association du notariat francophone qui regroupe essentiellement des pays africains et travaille de concert avec son partenaire français, le Conseil supérieur français du notariat. Dans le secteur de l'eau, les six agences françaises sont un modèle unique de gestion collective et solidaire et l'expertise française est très présente dans la gestion de chaque grand fleuve africain.

Dans l'énergie, Schneider Electric joue allègrement du BipBop tandis que Vergnet, avec

son « obsession du produit adapté », se place bien sur ce marché montant qu'est l'éolien dans un continent en mal d'énergie. Leader européen des systèmes satellitaires, Thales Alenia Space cultive sa longue tradition avec l'Afrique.

Dans un tout autre secteur, celui de la cosmétique et de la parfumerie, la renommée mondiale de la France se conjugue aussi à l'africaine, que ce soit avec la Cosmetic Valley ou avec l'illustre groupe L'Oréal. Dans la santé, sur les 32 instituts associés au célèbre Institut Pasteur, 9 sont en Afrique...

Revers de la médaille, le BTP français ne tire encore son épingle du jeu que grâce à son positionnement sur des marchés africains à haute technicité. Mais pour combien de temps encore ? La concurrence est également rude sur le segment de la formation, les grandes écoles et universités françaises jouant bien tardivement et encore frileusement la carte africaine.

Pousser un « cocorico » n'est donc pas de mise. Cependant, à l'heure où un regain d'intérêt général se manifeste à l'égard de l'Afrique, il n'est pas inutile de rappeler que le savoir-faire et les technologies français sont non seulement une tradition, mais présentent encore de réels atouts.

Enquête et fiches pays de Bénédicte Châtel et Anne Guillaume-Gentil, sous la direction de Christine Gilguy, rédactrice en chef du Moci.

Le rapport CIAN 2011 « Les entreprises françaises et l'Afrique » est le fruit d'un partenariat entre le CIAN et Le Moci.

Coordination pour le CIAN : Alix Camus, responsable Relations extérieures du CIAN.

Coordination pour Le Moci, Christine Gilguy, rédactrice en chef du Moci.

↑
(Une passion au service de l'Afrique)
↓



Concessionnaire exclusif des plus grandes marques d'équipement industriel sur le continent, nous offrons notre compétence et notre professionnalisme dans le domaine des travaux publics, des mines & carrières, de l'énergie, Oil & Gas, des moteurs industriels & marins, ainsi que dans le secteur de la manutention.

Notre croissance est le résultat d'un savoir-faire de plus de 77 ans, combiné à de nouvelles orientations stratégiques privilégiant la qualité de service, la proximité et l'accompagnement de nos clients, ainsi que l'adéquation de l'offre commerciale en fonction du besoin. Une façon d'affirmer notre indéfectible passion pour l'Afrique et de confirmer notre engagement client.

Tractaftric, c'est depuis toujours, un partenariat durable.



Tractaftric
equipment



www.tractaftric.com

W o r l d C l a s s S e r v i c e s i n A f r i c a

Trois questions à

Nicolas Tenzer,

président du Cerap et de l'Idefie

Expertise internationale : « La Maison France n'a défini aucune stratégie de conquête... »

Nicolas Tenzer, haut fonctionnaire, ancien responsable de la mission interministérielle sur le développement de l'expertise internationale, est président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (Cerap), directeur de la revue *Le Banquet* et président d'Idefie. Auteur de nombreux ouvrages, dont *Quand la France disparaît du monde* (Grasset, 2008, 2^e éd. 2010), il livre sa vision des perspectives de l'expertise française.

LE MOCI : Dans un rapport remis au gouvernement en mai 2008 – « *L'expertise internationale au cœur de la diplomatie et de la coopération du XXI^e siècle. Instruments pour une stratégie française de puissance et d'influence* » -, puis dans votre dernier livre, vous dressez un constat plutôt sévère avec une absence de stratégie globale de la France en matière d'expertise et une faiblesse de l'offre.

Nicolas Tenzer : Sur les cinq années à venir, le marché de l'expertise, issu des appels d'offres internationaux, est de 500 milliards d'euros. Si l'on prend en compte les effets induits sur les marchés de fournitures et de travaux, on arrive au chiffre de 25 000 milliards d'euros. C'est absolument considérable. Or, jusqu'à présent, la « Maison France » a sous-estimé les effets de ces marchés sur la compétitivité du pays, la richesse nationale, le développement des entreprises et, bien



Nicolas Tenzer

sûr, l'emploi. Elle n'a défini aucune stratégie de conquête de ces marchés et la veille est quasiment absente. On n'avait pas pris la mesure du fait qu'à travers ces marchés, mais aussi notre présence dans les conseils placés auprès

des organisations internationales, des forums d'experts et des think tanks, nous pouvions influencer les normes, les règles, les standards et les bonnes pratiques. Ceux-ci, déterminants en matière de développement, traduisent non seulement nos idéaux et notre conception de l'aide, mais aussi nos savoir-faire industriels et technologiques. Là aussi, nous n'avons pas organisé notre présence, moindre que celle de nos principaux partenaires. De fait, ni les organismes publics, ni les centres académiques, ni les entreprises n'ont une vision d'ensemble et une stratégie coordonnée. Si l'on demande aux principaux responsables quel est notre plan à moyen terme de développement de l'expertise dans telle zone, tel domaine ou auprès de telle organisation internationale, on observe un silence inquiétant qui nous différencie non seulement de gros partenaires, comme les États-Unis, mais aussi de l'Allemagne, du Royaume-

L'Idefie : une première réponse pour booster la « Maison France »

Dans son rapport, Nicolas Tenzer souhaitait la création d'un Haut commissariat à l'expertise internationale pour porter une véritable stratégie de l'expertise française. Cette proposition ne s'étant pas concrétisée, Initiative pour le développement de l'expertise française à l'international et en Europe (Idefie) a été créée. Elle répond à trois objectifs principaux : 1) faire gagner la « Maison France » sur les marchés internationaux d'expertise ; 2) accroître et organiser notre présence et diffuser notre pensée dans l'ensemble des lieux où elle peut être reçue et entendue ; 3) mettre en

place un réseau de réseaux, c'est-à-dire être assembleur de l'ensemble des capacités d'expertise qui sont disséminées dans une multitude d'organismes qui souvent ne communiquent pas. Pour atteindre ces objectifs, l'Idefie a ouvert des bureaux de représentation dans plusieurs pays afin d'être au plus proche des marchés et orienter les appels d'offres, créé à Paris des groupes de travail dans les grands domaines de l'expertise qui associent les mondes public, privé et académique et engagé des partenariats avec différentes institutions.

Uni, de la Corée du Sud, de la Chine, de l'Espagne, de l'Italie ou des pays nordiques.

Enfin, nous n'avons pas en France de réservoir disponible d'experts, alors que nous bénéficions d'experts de grande qualité dans plusieurs domaines, ni de moyens de prospection et d'action commerciale d'ensemble.

Le Moci : Vous semblez indiquer qu'il est urgent de remettre l'expertise au cœur de la politique ?

N. T. : Oui, car c'est maintenant que, dans de nombreux pays émergents et en développement, on met en place de nouvelles institutions, on met à niveau les administrations, on lance de grands plans d'infrastructures, on conçoit des systèmes nouveaux de développement rural et urbain et des programmes de lutte contre le réchauffement climatique. Si on laisse passer cette période cruciale de dix ans tout au plus, d'autres pays vont remplir les trous et il sera encore plus difficile de

reconquérir les marchés par la suite. Il y a une urgence de l'action si l'on veut éviter la marginalisation.

Le Moci : Quels sont à votre avis les secteurs d'expertises à mettre le plus en « avant » ?

N. T. : Ils sont nombreux. Notre expertise en matière agricole et vétérinaire est de grande qualité et le ministère de l'Agriculture se mobilise d'ailleurs sur ce sujet. Mentionnons encore, mais là aussi avec le risque de perte de savoir et d'expérience, le secteur de la santé et de la médecine, de la gestion hospitalière et de la protection sociale. Dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement, nous avons des champions mondiaux, mais il ne faut pas perdre la bataille de l'innovation. De manière générale, les grandes entreprises internationalisées ne peuvent couvrir tous les marchés. Dans le domaine des normes, l'Afnor est un atout important. Notre expertise en matière de sécurité intérieure et

civile (lutte contre l'incendie, prévision des risques sismiques et technologiques) est aussi remarquable et, en matière de réforme de l'État au sens large, nous avons une approche souvent plus respectueuse des diversités nationales et moins stéréotypée. Dans le domaine juridique, il y a beaucoup à faire pour promouvoir le système de droit romano-germanique, en accompagnement du développement commercial et économique. Notre droit est beaucoup plus prévisible et apporte plus de sécurité juridique que celui de la Common Law et le coût de transaction est moins onéreux que ce dernier. Or, sur un plan global et même en Afrique francophone, au sein notamment de l'Ohada, on assiste à une offensive anglo-saxonne très forte, coordonnée et aux moyens incomparablement supérieurs aux nôtres. La liste serait longue, mais sans plan d'action nous gâcherons nos atouts. Nous n'avons pas le droit de voir petit et de décevoir.

*Propos recueillis par
Anne Guillaume-Gentil*

**“IL Y A UNE URGENCE
DE L'ACTION SI L'ON VEUT ÉVITER
LA MARGINALISATION”**



COURTAGE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES

Le Groupe Ascoma renforce son ancrage local et ouvre 3 nouvelles filiales pour mieux servir sa clientèle



Bénin - Brésil - Burundi - Cameroun - Centrafrique - Congo
Côte d'Ivoire - France - Gabon - Ghana - Guinée
Equatoriale - Luxembourg - Madagascar - Mauritanie
Monaco - RDC - Rwanda - Sénégal - Tchad - Togo

Ressources Naturelles

Recherche

L'IRD a lancé la première pépinière d'entreprises

« L'Institut de recherche et développement (IRD) est le seul établissement de recherche au monde de cette importance qui soit dédié à la recherche sur le développement. Et un de nos territoires de prédilection est l'Afrique », souligne Stéphane Raud, directeur du Département Expertise et valorisation de l'IRD. Sur un effectif global de 2 300 salariés, 20% sont sur le terrain en Afrique.

L'IRD travaille en liaison de plus en plus étroite avec le monde de l'entreprise, même si, de l'aveu de son responsable, les partenariats pourraient être plus développés. En 2009, l'IRD a signé pour 3,2 millions d'euros de contrats avec des industriels à l'échelle de la planète, dont la moitié concerne l'Afrique.

Mais là n'est pas le projet le plus novateur. Une grande originalité de l'IRD est que 50% des brevets qu'il dépose le sont en copropriété avec un établissement africain. Mais encore faut-il que ces brevets servent à quelque chose. Parallèlement, les laboratoires de l'IRD comptent quelque 7 000 doctorants, dont moins de 2 000 soutiendront leur thèse. Sur ces 2 000, une quarantaine seulement fera de la recherche dans les institutions françaises.

Des brevets qui restent dans les tiroirs ? Des étudiants qui se détournent de la recherche ? Face à ce constat, l'IRD, en partenariat avec l'université Cheikh-Anta-Diop (Ucad), a donc décidé de

créer le tout premier incubateur d'entreprises innovantes en termes technologique, managériale ou de marketing d'Afrique de l'Ouest. Il a été inauguré à Dakar, en décembre 2009.

Trois entreprises sont déjà incubées et un premier appel à candidatures a été lancé cet été pour de nouveaux projets générateurs de technologie « made in Africa ».

« Avec l'Ucad, nous souhaitons donner des moyens aux jeunes docteurs

que nous formons. Donc dans cet incubateur, nous proposons des technologies, un accompagnement au business, au marketing, afin de développer le concept d'entreprise », explique le chercheur. « Nous mettons à disposition notre portefeuille de brevets. Tout créateur, tout porteur de projets, tout entrepreneur peut consulter la liste et nous dire ce qui l'intéresse. Nous discutons alors de l'exploitation du brevet qu'il pourra en faire, sachant que

notre objectif n'est pas tant de gagner de l'argent que de s'assurer que notre technologie est utile et utilisée par l'ingénieur du développement et qu'elle crée de l'emploi. »

Un projet similaire existe pour la Méditerranée : le Paceim. Le Maghreb est déjà très en avance dans l'accompagnement des créateurs d'entreprises –

incubateurs, financements, technologies, etc. –, mais le lien reste à créer entre ces

docteurs et doctorants en France et ces infrastructures qui attendent à bras ouverts ces jeunes diplômés. Le Paceim consiste à tisser ce lien et à donner les moyens pendant deux ans à un jeune docteur afin qu'il puisse mûrir son projet à cheval entre les deux pays et, qu'à terme, il puisse s'établir dans son pays d'origine, dans un incubateur, avec des financements et en relation avec un laboratoire scientifique de son pays.

**“NOUS METTONS
À DISPOSITION NOTRE
PORTEFEUILLE DE BREVETS”**

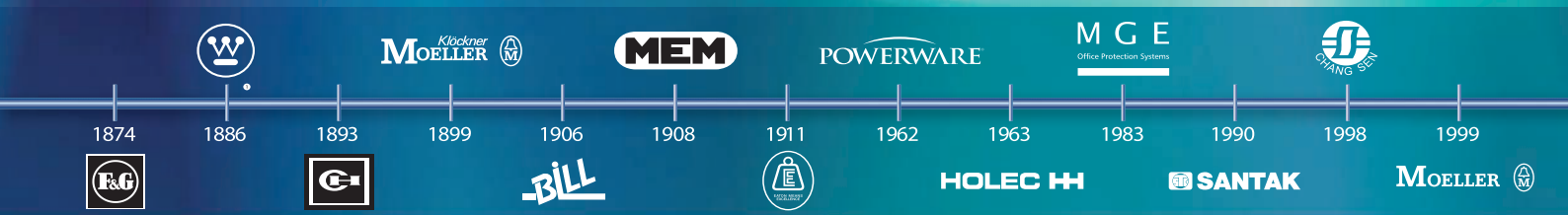
L'After du Cirad vise des solutions concrètes pour moderniser l'alimentation

Le Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), autre grand organisme de la recherche française dédié au développement mais centré sur l'agriculture et le développement rural, est coordinateur du projet After (African Food Tradition Revisited by Research), un programme qui implique sept pays africains – Bénin, Cameroun, Égypte, Madagascar, Sénégal, Ghana et Afrique du Sud – et quatre européens – France, Italie, Portugal et Royaume-Uni –, ainsi que de nombreuses institutions. Son objectif : mieux connaître les technologies alimentaires liées aux produits fermentés à base de céréales, de viande,

de poissons séchés et des produits à base d'extraits de plantes, afin d'améliorer un produit ou une technologie intéressante à la fois les entreprises européennes et africaines. Par exemple, la fermentation d'aliments a d'incontestables vertus comme une meilleure sécurité sanitaire, une meilleure conservation ou encore une amélioration des valeurs nutritives. Ceci a un effet positif sur la santé humaine. Toutefois, le manque de maîtrise du processus rend difficile l'obtention de produits de qualité pouvant satisfaire la demande des consommateurs urbains en Afrique ou en Europe. After compte, à terme, déboucher sur des solutions concrètes.

EAT•N

The power of fusion.



EAT•N

Powering Business Worldwide

There's a certain energy at Eaton. It's the power of uniting some of the world's most respected names to build a brand you can trust to meet every power management need. The energy created supports our commitment to powering business worldwide.

From generation and distribution to protection and control, Eaton allows you to proactively manage your complete power system by providing electrical solutions that make your applications safer, more reliable, and highly efficient. Visit www.eaton.com/electrical

Eaton Electrical - Head Office for Africa
110 rue Blaise Pascal - 38334 St Ismier Cedex - France
Tel: +33 (0)4 76 00 65 00 - Email: Africa@eaton.com

Ressources naturelles

Agro-industrie

Les entreprises s'engagent dans l'exploitation raisonnée

Défis écologiques, économiques, voire politiques – en tous les cas sociétaux –, ont conduit à inscrire le développement durable, ou encore l'exploitation raisonnée, en tête des priorités des entreprises françaises travaillant en Afrique. Ce qui a conduit nombre d'entre elles à modifier leur approche et à partir davantage du terrain pour adapter au mieux leur production. Un véritable défi technologique.

En matière agricole, ceci est flagrant. Sous la pression de la réglementation européenne, et « *dans un souci environnemental, de protection des travailleurs et du consommateur* », la Compagnie fruitière réfléchit actuellement à l'introduction de rotations culturales afin de réduire la consommation de nématocides et de pesticides, explique son vice-président Olivier Chassang. Jusqu'alors, la société avait essentiellement recours à la jachère pour combattre maladies et parasites, mais avec des résultats jugés non optimaux.

Or des recherches ont révélé que la culture en alternance de produits comme la canne à sucre, le greengrass, la papaye, mais aussi l'ananas lorsqu'il s'agit de bananeraies, faisait disparaître encore plus efficacement ces nuisibles. L'expérimentation est en cours depuis cinq ans au Cameroun, où la Compagnie fruitière a réintroduit de ce fait la culture de l'ananas ; jusque-là, la société n'avait des plantations d'ananas qu'en Côte d'Ivoire.

« *On constate aujourd'hui une réduction des nématodes : sur certaines plantations, on faisait un traitement, voire deux, par an. Or, après replantation, on est parvenu à ne pas faire de traitement du tout pendant un an, voire trois ans. C'est un vrai progrès et on commence à avoir des résultats* », souligne Olivier Chassang. « *Pour nous, l'idéal serait de faire une alternance ananas-banane car alternativement, la culture de l'une détruit les nuisibles de l'autre. Mais on ne peut pas tout mettre en banane et ananas. Nous faisons donc des essais avec la canne à sucre.* »

Avec également pour objectif une optimisation de ses pratiques agricoles, la Sosucam, filiale de Somdiaa (groupe Vilgrain), a recours aujourd'hui à une technique innovante de caractérisation des sols, basée sur des mesures électriques de résistivité. En d'autres termes, un engin tracté, équipé d'électrodes, sillonne les terrains, injectant du courant électrique et enregistrant la résistivité à différentes profondeurs. Ce travail étant effectué à grande échelle, toutes ces données sont géoréférencées automatiquement. « *Grâce aux cartes de résistivité (plus de 15 000 ha à ce jour), il devient possible d'approcher de manière fiable et rapide la variabilité spatiale des propriétés des sols* », souligne Benoît

OBJECTIF DES ENTREPRISES : OPTIMISER LEURS PRATIQUES AGRICOLES

Coquelet, directeur général de Somdiaa. Une technologie de pointe est également utilisée pour lutter contre la dégradation des sols en saison des pluies.

Avec l'appui d'un agropédologue camerounais et le concours de l'Institut géographique

français (IGN), la Sosucam se sert de photos aériennes ortho-rectifiées et d'un modèle numérique de terrain avec courbes de niveau, pour, là encore, géoréférencer sa parcelle et mettre en place un Système d'information géographique. « *Il devient alors possible, de concevoir sur ordinateur les plans et aménagements des parcelles à replanter, prenant en compte la topographie et les caractéristiques des sols avant de les réaliser.* »

Les cartographies de l'IGN balisent le continent

Quelque 60% de l'activité de la filiale France international de l'Institut géographique national (IGN FI) sont réalisés en Afrique où d'ailleurs se situe à Madagascar une de ses deux filiales. La cartographie et le foncier représentent environ les trois quarts de ses secteurs d'intervention avec, récemment, la réalisation d'une cartographie numérique de l'ensemble du Sénégal, avec pour base des images Spot et Landsat, sans oublier l'établissement d'un nouveau réseau géodésique de premier ordre, et la mise en ligne du logiciel Circe de transformation de coordonnées. Au Burkina Faso, il a refondu la cartographie nationale et a également équipé l'Institut géographique local. Dans le domaine agricole, l'IGN FI a réalisé à la demande de l'Égypte, l'inventaire des surfaces et des petits systèmes d'irrigation avec un suivi de leur contamination éventuelle par les jacinthes d'eau sur la vallée du Nil et le Delta, ainsi que le relevé des rendements agricoles (blé et coton). L'objectif étant de permettre au ministère de l'Agriculture de piloter sa politique agricole au vu des potentialités ainsi mises en exergue. Le secteur minier n'est pas en reste avec la réalisation au Niger d'une cartographie d'une concession sur 60 000 ha.

Structurer l'organisation de votre entreprise, pour vous c'est essentiel, pour nous c'est naturel.



Comptabilité / Finance / ERP / CRM / Paie / RH / Logistique

Fort de son expérience aux côtés des entreprises, Sage innove avec des **solutions ERP rapides à déployer, simples à utiliser et économiques**. Du clé en main au sur-mesure, Sage s'adapte naturellement aux exigences de chaque société, de la PME au groupe international.

Pour plus d'information, contactez-nous :

- par téléphone : **+33 (0)5 56 18 01 34**
- par email : **mkgclients.export@sage.com**
- ou rendez-vous sur **www.sage.fr**

sage

Autre champ de forte innovation dans le domaine de l'exploitation durable : la forêt. Entreprises, organismes de recherche, sans oublier l'administration dans le cadre des négociations internationales et européennes, les acteurs français font plutôt bonne figure aujourd'hui, et sont même en pointe sur la scène internationale de l'exploitation durable des forêts tropicales, notamment dans le Bassin du Congo.

LES ACTEURS FRANÇAIS EN POINTE DANS L'EXPLOITATION DURABLE DES FORÊTS

En effet, deuxième poumon planétaire après l'Amazonie, cette forêt tropicale est devenue aujourd'hui leader de l'exploitation durable certifiée. « On est passé en cinq ans de zéro à 4,45 millions d'hectares de certification », souligne Hervé Bourguignon, secrétaire général d'Ifia (Interafrican Forest Industries Association). Et les entreprises forestières françaises impliquées dans cette région ne sont pas en reste : trois parmi les plus importantes – Rougier, Pallisco-Pasquet, CBG-Gabon/Chanzy Bois – sont certifiées FSC (Forest Stewardship Council). En juin 2010, le groupe Rougier obtient son certificat de légalité et de traçabilité au Congo, ce qui parfait sa palette africaine certifiée avec ses exploitations au Gabon et au Cameroun. Son prochain objectif est d'être certifié FSC sur l'ensemble de ses concessions en Afrique.

Côté recherche, le Cirad a été très actif dans le programme triennal CarboAfrica

qui vient de s'achever. Il avait pour objectif de décrypter le cycle du carbone dans divers écosystèmes africains.

« Au départ, on ne savait même pas si les écosystèmes africains étaient des puits de carbone ou des sources, notamment à cause des feux réguliers qui

parcourent le continent », explique Laurent Saint-André, spécialiste des écosystèmes forestiers au Cirad. En réalité, les écosystèmes du continent stockeraient plus de CO₂ qu'ils n'en rejettent. Pour la première fois, on peut mesurer les émissions de carbone du continent, grâce à des dispositifs appelés « tous à flux » : ils calculent la quantité de gaz échangée entre un écosystème et l'atmosphère.

Le rôle du Cirad a été de coordonner le groupe de travail tendant à évaluer le potentiel de séquestration de carbone via des mécanismes de développement propre (MDP) ainsi que les possibilités de réduction des émissions dues au déboisement et à la déforestation (REDD). Pour ces deux outils de la finance carbone, les chercheurs ont élaboré des procédures standard pour quantifier les stocks et les flux de carbone dans les écosystèmes forestiers. Un pas en avant majeur car « les MDP sont plutôt rares en Afrique à cause du manque de connaissances sur le bilan carbone des milieux », précise Laurent Saint-André.

Les mines, le maillon faible

Alors que les opérateurs internationaux, majors et juniors confondus, se bousculent pour s'implanter en Afrique, les opérateurs français sont certes de taille impressionnante mais se comptent sur les doigts d'une seule main : Areva, Total, Eramet. Le BRGM, à une époque fleuron français du secteur minier en tant qu'opérateur, s'est recentré sur des opérations de cartographie géologique et de prestation pour des tiers sur la scène africaine comme son opération de prospection pour Mitsubishi en Guinée sur le fer ou encore de supervision d'exploration en Côte d'Ivoire, également sur le minerai de fer, pour l'Indien Tata.

Parmi les opérateurs, Areva développe cette année un projet-phare en Namibie, la mine d'uranium de Trekkopje qui

sera, lors de sa mise en production en 2012, sa prochaine mine à ciel ouvert en Afrique australe, la plus grande de ce type. Le minerai devant être rincé à l'eau douce pendant une quarantaine de jours, ce qui représente une utilisation massive d'eau douce, Areva Resources Namibia a recours à l'eau de mer. Elle fait construire une usine de dessalement et une infrastructure de distribution de l'eau à Wlotzkasbaken, à environ 30 km au nord de Swakopmund. L'eau sera transportée à travers le désert jusqu'à la mine de Trekkopje dans un pipeline de 48 km de long, fonctionnant à l'aide de trois stations de pompage. À terme, l'usine devrait produire 20 millions de mètres cubes d'eau potable par an, une première dans la région.

SUCRE - FARINE - COTON ALIMENTATION ANIMALE - ÉLEVAGE en Afrique



Chaque jour la SOMDIAA cultive son savoir-faire agro-alimentaire

La SOMDIAA, Société d'Organisation de Management et de Développement des Industries Alimentaires et Agricoles, acteur majeur du secteur agro-alimentaire en Afrique francophone, a construit, depuis sa création, une vingtaine de complexes agro-industriels en partenariat avec les Etats Africains.

Présente en Afrique Francophone et dans l'Océan Indien depuis plus de 40 ans, la SOMDIAA y développe ses produits et ses métiers de l'agro-alimentaire : sucre, farine, coton, aviculture, alimentation animale... au profit des marchés domestiques.

Ses filiales produisent et commercialisent des produits en conformité aux standards des pays développés en terme de qualité, d'éthique, de rentabilité, de technicité et de respect de l'environnement.

Les personnes qui y sont employées sont assurées de bénéficier de la responsabilité sociale et des formations techniques et managériales qui constituent les valeurs historiques de notre Groupe.

39 rue Jean-Jacques Rousseau - bp 2122 - 75001 Paris
Tél : 01 40 39 55 00 - Fax : 01 40 39 55 01
www.somdiaa.com - e-mail : info@somdiaa.jlv.com



Ressources naturelles

Météo

Amma a généré 90 projets couvrant 18 pays

« Pour s'adapter aux changements climatiques, il faut déjà avoir une idée précise de quel est le climat actuel. On l'ignore dans certaines régions du monde, notamment en Afrique de l'Ouest, et de ce fait, on ne peut pas étudier son évolution probable », explique Marc Gillet, directeur des Affaires internationales à Météo France. C'est de ce constat que deux chercheurs français, Jean-Luc Redelsperger du CNRS et Thierry Level de l'IRD, tous deux travaillant à Météo France, ont lancé en 2002 à Niamey ce qui deviendra le programme international Amma (Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine).

Jusqu'alors, il n'y avait jamais eu de recherche sur la mousson en Afrique de l'Ouest. Il n'existait pas de système d'information en tant que tel ; on ignorait tout de son cycle, de son impact. Aujourd'hui, plus de 140 laboratoires français (Météo France, CNRS, IRD, CNES, Ifremer, etc.), européens et américains travaillent avec plus de 70 organismes africains, dont de nombreuses directions météorologiques nationales, dans le cadre de ce programme international pluridisciplinaire. Soutenu par l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM), l'International Council for Science (ICSU), l'International Geosphere-Biosphere Programme (IGPB) et le World Climate Research Programme (WCRP), Amma a déjà fédéré plus de 90 projets de recherches couvrant 18 pays.

« On ne va pas pouvoir changer le temps mais on va au moins mieux pouvoir l'anticiper et en prévenir les conséquences », souligne Aude Sonnevillle du Centre national de recherche météorologique

(CNRM), le centre de recherche de Météo France. Au démarrage du projet, pendant un an, des moyens importants – 4 navires, 3 avions, 600 personnes déployées sur le terrain – ont été consacrés à la collecte d'information. Puis en 2004 a commencé la période d'observation sur dix ans. Le CNRM est très impliqué sur le terrain aux côtés des chercheurs africains, des services météorologiques nationaux, des universités afin d'analyser les données au fur et à mesure qu'elles sont collectées. Le volet formation des météorologues, actuels et futurs, est majeur : le nombre d'étudiants africains engagés en doctorat est de 79 dont 28 ont déjà soutenu leur thèse dans le cadre d'Amma.

Aujourd'hui, on estime que ce programme permet d'ores et déjà de mieux modéliser les phénomènes dangereux comme les inondations, les sécheresses, etc. grâce à une meilleure prévision météo, une meilleure connaissance de l'atmosphère et des aspects du

changement climatique en Afrique. Émanation d'Amma, le projet Ripiesca, lancé en 2007-2008, a pour objectif quant à lui d'étudier l'impact des variabilités climatiques sur les populations et leur adaptation.

La météo est un secteur porteur en Afrique : sa place dans les activités internationales de Météo France est majeure, sans doute plus importante que celle accordée à ce jour par ses homologues, notamment européens. Toutefois, la concurrence s'active. Ainsi, après le sommet du G8 à Gleneagles en 2005 en Écosse, les Britanniques ont créé tout un service météo s'intéressant à l'Afrique sur financement de leur ministère des Affaires étrangères. Parallèlement, les Coréens sont de plus en plus impliqués dans ce secteur, notamment en Afrique de l'Est. Les Finlandais, quant à eux, sont traditionnellement très actifs à travers leur société privée Vaisala qui détient une part importante du marché sur l'instrumentalisation météo.

Deux projets sur le changement climatique : Acclimate et Vigirisk

En 2008 a été lancé le projet ACCLimate (Adaptation au changement climatique) par la Commission de l'océan Indien (COI), sur des financements du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), le ministère des Affaires étrangères et européennes et la région Réunion. « L'océan Indien est une des régions les plus mal connues au niveau météo alors que c'est une zone à cyclones, qu'il y a des pluies torrentielles et des sécheresses. C'est moins connu que le Pacifique, la mer de Chine ou l'Atlantique », note Marc Gillet. ACCLimate a

permis, notamment, de mieux faire travailler ensemble les services météo des pays impliqués afin d'améliorer la connaissance du réchauffement climatique dans cette région.

Le projet Vigirisk (Systèmes de vigilance face au changement climatique en Afrique) est, pour sa part, en train de démarrer. Il s'agit davantage d'un projet de démonstration sur des risques précis dans des zones précises, comme par exemple le cas de Nouakchott, en Mauritanie, dont certains quartiers ont été bâtis en dessous du niveau de la mer.

Connexion directe

Et si énergies nouvelles et énergies fossiles
étaient en fait complémentaires ?



Pour répondre à la demande croissante en énergie et préparer l'avenir, Total contribue à l'essor des énergies nouvelles, complémentaires des énergies fossiles. Une des priorités est le développement de l'énergie solaire. Présent depuis plus de 25 ans dans la filière photovoltaïque, Total intervient sur une grande partie de la chaîne industrielle avec ses filiales Tenesol (fabrication de panneaux solaires, conception de systèmes) et Photovoltech (fabrication de cellules). Au cours des 4 prochaines années, Total consacrera 100 millions d'euros par an à son effort dans le solaire. www.total.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Services

Eau et énergie

Des développements d'avenir

Seul un Africain sur quatre a accès à l'électricité, et si l'accès à l'eau potable a fortement progressé ces dernières années, beaucoup de chemin reste à faire pour l'assainissement. La promotion de nouvelles sources d'énergies renouvelables est une solution, qui a l'avantage de préserver l'environnement. Les entreprises françaises jouent leur carte.

C'est la même approche qui guide l'entreprise Vergnet dans l'éolien que celle qui a accompagné la création en 1969 au Burkina Faso de la pompe hydraulique manuelle. « *C'est toujours l'obsession du produit adapté au contexte africain de technicité, de logistique, de moyens mobilisables* », affirme Marc Vergnet, « l'Africain » comme il aime à se définir, P-dg du groupe Vergnet basé à Ormes.

Depuis vingt ans, le groupe Vergnet a développé des éoliennes capables d'être transportées dans de simples conteneurs, d'être installées dans des conditions extrêmes – cyclones, vents de sables, relief difficile, températures élevées –, d'être démontables et accessibles en termes de maintenance. « *Toute la philosophie Vergnet c'est l'approche du roseau souple qui plie mais ne rompt pas alors que c'est l'approche du chêne qui a été adoptée par les grands fabricants européens et américains, une machine tripale avec un mat très costaud, ancré dans un massif en béton* », indique Marc Vergnet.

Le groupe, inspiré de la technologie des hélicoptères, a créé des éoliennes bipales avec des mats très fins où sont fixés en haut des haubans qui absorbent et reprennent les efforts du vent. Ceci a pour avantage de très rapidement – il suffit de lâcher un hauban – descendre l'éolienne, en cas de cyclone, par exemple, ou pour assurer sa maintenance ou encore réparer les pales en cas de vent de sable. Autre atout : ces machines bipales sont faciles à transporter, contrairement aux tripales qui nécessitent une logistique lourde. La maintenance des machines Vergnet est en outre assurée localement. Dans ses filiales au Pacifique, dans l'océan Indien



Une éolienne Vergnet en Érythrée.

ou dans les Caraïbes, 90% du personnel est local, des techniciens et des ingénieurs sont formés et assurent l'entretien des machines.

Au départ, sont les alizés des îles Caraïbes et de l'océan Indien, cheval de bataille du groupe Vergnet pour les éoliennes. Petit à petit, des sites se sont ouverts un peu partout, en Ethiopie, au Nigeria, et au Kenya pour l'Afrique. Des projets sont en cours au Sénégal, en Namibie, au Botswana et au Cap-Vert. Le marché va se développer, estime-t-il, non pas pour des préoccupations environnementales – « c'est la cerise sur le gâteau » – mais économiques. « En Ethiopie, nous produisons un kilowatt d'électricité à 6 centimes d'euro, alors qu'à Ouagadougou, il est de l'ordre de 25 centimes d'euro. »

Aujourd'hui, Vergnet songe à diversifier ses applications. « Avec l'éolien, je voudrais que l'on fasse du dessalement de l'eau de mer. C'est très important car

l'Afrique va manquer d'eau avant d'énergie. D'ici deux à trois ans, on aura des unités de production de plusieurs milliers d'unités m³ par jour », affirme-t-il. Outre le traitement de l'eau, les applications de l'éolien portent aussi sur le pompage en grande profondeur et la production de froid.

Autre secteur des énergies renouvelables où les entreprises françaises commencent à se distinguer, le solaire. Transgreen, Desertec, Africasol, les projets se multiplient pour capter le soleil en Afrique et couvrir les besoins en électricité des Africains mais aussi des Européens. Ces derniers se sont fixé comme objectif de disposer de 20% d'énergie renouvelable en 2020. Un défi qu'ils peuvent relever en partie par des importations en provenance d'Afrique.

En juillet 2010, sur l'initiative du gouver-

nement français et dans le cadre du Plan solaire méditerranéen (PSM), a été lancé officiellement le projet Transgreen. Regroupant plusieurs industriels européens (Siemens, EDF, RTE, Alstom, Areva, Nexans...), Transgreen se concentre sur la création de liaisons sous-marines transméditerranéennes de transport d'électricité entre les rives sud et nord de la Méditerranée.

Ces projets ne sont qu'à la phase de conception et devront encore résoudre de nombreux problèmes techniques, juridiques, réglementaires et financiers. Leur précurseur a été le projet Desertec, impulsé par les Allemands et qui réunit à ce jour 18 membres. Il entend fournir jusqu'à 15% de la consommation d'électricité de l'Europe d'ici à 2050 à partir de capacités de production solaires et éoliennes installées

TRANSGREEN, DESERTEC, AFRICASOL : LES PROJETS SOLAIRES SE MULTIPLIENT



L'alternative mondiale en accessoires de levage

Fabricant et fournisseur d'accessoires Grade 80, Grade 100 et Inox tels que :

- Crochets
- Mailles de tête
- Maillons de jonction
- Anneaux de levage mâles et femelles
- Anneaux articulés
- Et autres accessoires pour chaînes



Bureaux de vente en France, aux Pays-Bas, en Allemagne et aux Etats-Unis

Tél : +33 4 73 51 89 51
Fax : +33 4 73 51 56 15
E-mail: sales@vanbeest.fr
Website: www.vanbeest.fr

Membre de Van Beest International

EXCEL®

Un produit garanti made in France!

en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Le Maroc, qui a lancé cette année un plan solaire avec l'objectif de produire 2GW d'électricité à partir de cinq centrales solaires entre 2015 et 2019, semble être le plus prêt pour participer au PSM. Ce dernier vise à développer les échanges d'électricité à partir d'énergie renouvelable pour une production additionnelle de 20 GW d'ici à 2010, dont 5 GW seront exportés vers l'Europe.

Enfin, dans le domaine de cette ressource rare qu'est l'eau, l'expertise française creuse son sillon depuis longtemps. « *La France a un véritable savoir-faire dans l'eau avec les agences de l'eau* », affirme Christophe Bachet, chef de projet à la direction de la coopération internationale de l'Office international de l'eau (OIEau). Les six agences françaises de l'eau ont été créées par la loi sur l'eau de 1964 correspondant aux six grands bassins hydrologiques de France et sont un modèle unique de gestion solidaire de l'eau fondée sur la concertation et la participation de tous les acteurs concernés (élus, usagers, industriels...) dans un cadre décentralisé.

Ce modèle a été largement diffusé notamment par l'OIEau et le Réseau international des organismes de bassins à partir des années 90. Depuis 1996 s'est développée une coopération institutionnelle entre les agences de l'eau, dans un cadre bilatéral (France-pays étranger) ou multilatéral (France-organi-



Le barrage de Diama, sur le fleuve Sénégal

sation internationale-plusieurs États riverains d'un même fleuve, comme l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal-OMVS). Ainsi au Maroc les sept agences de bassin hydraulique sont jumelées avec trois agences françaises. La France est également très présente sur la gestion des grands fleuves en Afrique, partagés par plusieurs pays riverains et où chaque décision prise impacte les autres pays. Un assistant technique est présent sur chaque grand fleuve (Niger, Congo, Nil, Sénégal, Volta).

Quatrième bailleur de fonds bilatéral au niveau mondial dans le secteur de l'eau, la France, outre la Gestion intégrée des ressources en eau (Gire), est aussi impliquée dans l'eau potable et l'assainissement à travers la coopération décentralisée – la loi de décentralisation de 2005 permet aux communes de s'engager dans des actions de coopération, d'aide d'urgence avec les collectivités étrangères –, les ONG, l'AFD, le MAE et les entreprises, notamment les géants mondiaux Veolia Water et Suez Environnement.

Le BipBop de Schneider Electric vise le « bas de la pyramide »

Développer un kit de pompage d'eau alimenté par des panneaux solaires au Sénégal et optimisé à l'aide d'un variateur de vitesse, sans recours au réseau électrique, ou apporter l'électricité aux 120 habitants du village de Marovato à Madagascar grâce à une installation solaire photovoltaïque et hors réseau, tels sont les premiers résultats concrets du programme BipBop (Business, Innovation & People at the Base of the Pyramid) de Schneider Electric. Avec ce programme, le spécialiste mondial de la gestion d'énergie veut favoriser l'accès à une énergie fiable, abordable et verte aux plus défavorisés (« au bas de la pyramide »). Le programme s'articule sur trois axes avec comme cible les populations défavorisées et l'implication forte des acteurs locaux :

concevoir et mettre à disposition des solutions en distribution électrique (objectif d'un million de foyers dans le monde d'ici fin 2011) ; former des jeunes aux métiers de l'électricité (10 000) et soutenir la création d'entreprises dans le domaine de l'électricité (500). Dans le domaine de la formation, des projets ont été lancés au Congo et Cameroun avec l'Institut supérieur de Technologie d'Afrique centrale (IST-CA) et en Tanzanie avec Action-Développement-Éducation-International (Adei).

Le programme BipBop couvre tous les continents. En février dernier, Schneider Electric a présenté en Inde une offre innovante, In-Diya, solution d'éclairage Led basse consommation, qui permettra d'éclairer 500 millions d'Indiens.

TechniPrint S, distributeur officiel **Printronix TallyGenicom**



Matériel neuf
Consommables
Maintenance



Imprimantes professionnelles.

Matrielles ligne
Laser
Thermiques

PRINTRONIX

tg TallyGenicom

TechniPrint S

TECHNIPRINT SERVICES

Tél: +33 1 56 83 72 30 - E-mail: info@techniprint.fr - www.techniprint.fr

Services

NTIC

La French Touch prend une longueur d'avance

« Cet été, en l'espace de deux mois, nous avons lancé 4 satellites sur l'Afrique. Pour la région, c'est phénoménal. Au mois d'août, sur le même lanceur Ariane 5 ECA, il y avait deux de nos clients : RascomStar-QAF1R et Nilesat. En juin, avec Astrium, 2 satellites ont été livrés à Arabsat. Et YahSat, c'est pour le début de l'année prochaine. » Christophe Lanovsky, vice-président responsable de l'Afrique et du Moyen-Orient chez Thales Alenia Space, ne cache pas sa satisfaction.

Son groupe bénéficie pleinement de l'explosion de la demande africaine. « La seule spécificité africaine en matière de demande en capacités de télécommunications est qu'il y a un marché en plein boom, quels que soient les utilisateurs : particuliers, entreprises, administrations. » Leader européen des systèmes satellitaires et acteur majeur des infrastructures orbitales, Thales Alenia Space (chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros en 2009, part de marché mondial de 22%) est l'héritier d'une longue tradition avec l'Afrique. Depuis 1981, le groupe a déjà participé à la réalisation de 11 satellites pour Arabsat (22 pays de la Ligue arabe) qui couvre à la fois le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Il est également fournisseur historique de l'Égyptien Nilesat pour lequel il a fourni 3 satellites.

En Afrique subsaharienne, Thales Alenia Space est au capital de l'Organisation régionale africaine de communications par satellite, Rascom, qui regroupe 45 sur 53 pays du continent et a permis à ces derniers de mutualiser leurs moyens. Face à la rareté des fréquences disponibles, Rascom projette de lancer un satellite qui pourrait réutiliser les fréquences non utilisées des différentes parties de l'Afrique. Thales Alenia Space met en avant son expertise en la matière, ayant réalisé un satellite à peu près similaire aux États-Unis.

Mais la fierté de Thales a surtout été de remporter le contrat de construction

de satellites pour l'opérateur O3b Networks (« Other 3 Billion »), société fondée par Greg Wyler avec pour partenaires financiers Google, HSBC et le magnat de la télévision câblée John Malone. Il a pour objectif de connecter à la Toile les 3 milliards de personnes ne l'étant pas encore. La volonté de Thales Alenia Space, ces dix dernières années, à devenir un acteur, voire l'acteur de référence dans les constellations de télécommunications, a visiblement payé : il fournira les 8 premiers satellites.

Ce service Internet à haut débit sera délivré par une constellation de satellites en orbite moyenne à une altitude de seulement 8 063 km, ce qui permet

de décaler le signal à moins d'un vingtième de seconde, à la vitesse de la lumière, au lieu d'une demi-seconde depuis une orbite géostationnaire. « Là, nous avons vraiment une position unique dans l'industrie spatiale car toutes les grandes constellations du moment en télécommunications, que ce soit Globalstar, Iridium et O3b, ont cette spécificité d'adresser toutes les zones tropicales, donc de très grands marchés : l'Afrique, l'Inde, le Brésil, le Bassin pacifique, etc. », conclut Christophe Lanovsky. Un projet d'avenir quand on sait que, fin 2009, selon l'Union internationale des télécommunications, en Afrique, la pénétration du mobile cellulaire était de 37,5%, celle d'Internet de 8,8% et l'accès au haut débit de 0,1% seulement.

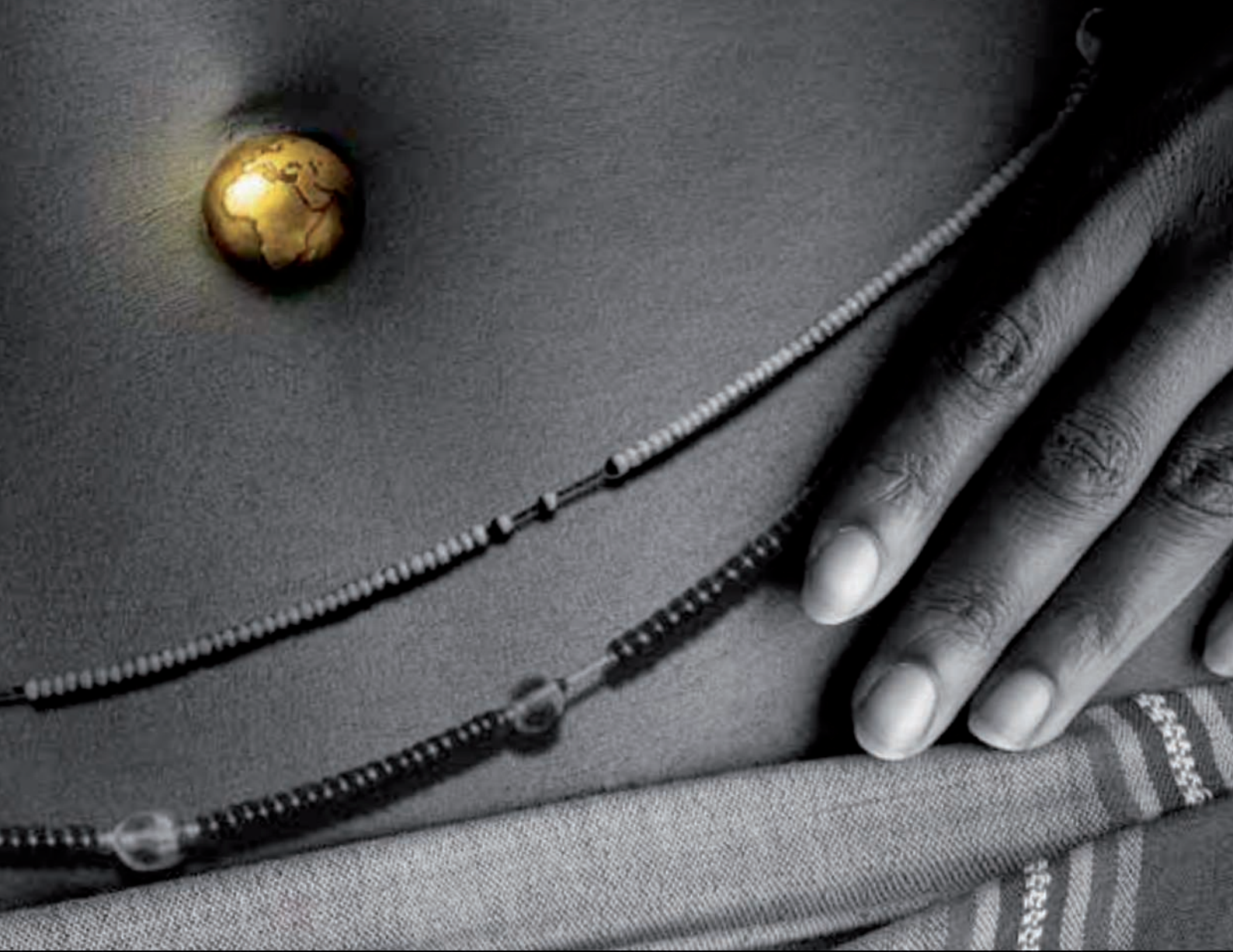
LE PROJET O3B OU 3 MILLIARDS D'INTERNAUTES À CONNECTER

Alcatel-Lucent aussi...

Le groupe franco-américain Alcatel-Lucent a lancé en février 2009 son programme Énergies Alternatives permettant aux opérateurs de télécommunications de déployer des stations de base mobiles, alimentées en énergie alternative (dont le solaire). Objectif : répondre à la demande croissante en équipements de réseaux mobiles autonomes et « verts », notamment dans des zones non couvertes en électricité. Près de 400 stations de base vertes ont déjà été déployées, essentiellement en Afrique.

En parallèle, Alcatel-Lucent est largement partie prenante dans le déploiement du réseau de câble sous-marin pour le consortium West Africa Cable System (Wacs) qui regroupe Angola Cables, Broadband Infraco, Cable & Wireless, Congo Telecom, MTN, l'Office congolais des Postes et Télécommunications, Portugal Telecom/Cabo Verde Telecom, Tata Communications/Neotel, Telecom Namibia, Telkom SA, Togo Telecom et Vodacom. Long de 14 000 km, celui-ci devrait à partir de 2011 créer la première liaison directe entre l'Afrique du Sud et le Portugal, avec des points d'atterrissage prévus en Namibie, Angola, RD Congo, Congo Brazzaville, Cameroun, Nigeria, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Cap-Vert et Canaries.

Alink Telecom fait de l'Afrique le centre du monde



Présent dans plus de 12 pays d'Afrique, le Groupe Alink Telecom est un opérateur panafricain de solutions IP convergentes spécialisé depuis 1994 dans les solutions de Connectivité, Interconnexion de Sites, Téléphonie IP, Convergence IP et Wholesale Carrier services

Performantes, économiques et fiables, nos solutions conçues sur mesure s'adaptent aux besoins spécifiques de nos marchés et de chacun de nos clients.



sales@alinktelecom.net • www.alinktelecom.net • Tél. : +225 20 31 14 30

Afrique du Sud | Bénin | Burkina Faso | Cameroun | Congo | Côte d'Ivoire | Ghana | Guinée | Libéria | Mali | Niger | Tanzanie

Services

Juridique

Le triomphe français du notaire sur l'avocat

Le notaire, concept éminemment de droit latin, pierre angulaire du système juridique français, se trouve au cœur de toute la problématique foncière de l'Afrique, du moins de l'Afrique francophone. Non seulement le notaire a pour fonction d'établir et de conserver les actes via l'enregistrement, mais l'acte notarié a une force probante, égale à un jugement rendu en dernier ressort. Ce qui tend à réduire le nombre de conflits.

« En Afrique, les budgets de nos États sont trop faibles pour consacrer 3 à 4% à la justice comme aux États-Unis », souligne maître Abdoulaye Harissou, président honoraire de la Chambre des notaires du Cameroun et président de la Commission stratégie à l'Union internationale du Notariat (UINL). « Dans les pays où il y a un notariat, on évite des conflits, des frais d'avocat : on fait de la prévention avec impartialité. C'est le triomphe du notaire sur l'avocat. »

Dans ce contexte, l'Association du notariat francophone (ANF), qui regroupe 26 pays ayant épousé le droit latin, dont la plupart des pays africains francophones, travaille main dans la main avec le Conseil supérieur du notariat (CSN), organisme français fédérateur. Un des dossiers majeurs en cours est celui du « titrement ». Globalement en Afrique, 20% des terres seulement ont un titre de propriété. À Abidjan, Douala, Kinshasa, etc., plus de 80% des propriétés dans les quartiers populaires et périphériques n'en ont pas, selon maître Harissou, également membre de l'Association du notariat francophone.

Or, qu'il s'agisse de cession ou de concession de vastes terres agricoles, de résolution de conflits entre éleveurs et agriculteurs locaux, d'acquisition par la diaspora de biens immobiliers « au pays », ou encore de lever des fonds bancaires via l'hypothèque, l'existence d'un acte de propriété en bonne et due forme est incontournable. « C'est la théorie économique du capital mort : lorsqu'on a un droit d'occupation, c'est un potentiel », explique Jean-Paul Decorps, président honoraire du Conseil supérieur du notariat et président d'honneur de l'Association du notariat francophone. « Mais pour exploiter ce potentiel, il faut justifier de son droit et le matérialiser par un titre. L'opération de titrement consiste à valoriser par un titre ce capital mort que représente un droit d'occuper. » Deux opérations relatives au « titrement » sont en cours au Togo et à Madagascar. Il s'agit de recenser les études de notaires, leur fonctionnement, la conservation foncière, l'archivage, etc. Un travail que l'ANF réalise aussi au Vietnam en partenariat avec l'Institut géographique national (IGN) pour les plans, fiches et photos satellitaires,

avec Bull et avec l'Association des géomètres libres de France.

Toutefois, cette garantie inébranlable que représente l'acte de propriété est un véritable frein à l'investissement car il est toujours difficile et coûteux de l'obtenir. C'est pourquoi l'ANF avec l'appui du CSN et du Notariat africain travaille à l'utilisation en Afrique d'un titre simplifié et sécurisé, moins coûteux et procédurier que l'acte authentique classique. « Lorsque nous sortirons les premiers titres simplifiés, nous demanderons aux notaires d'appliquer un tarif faible pour leur attribution, précise maître Harissou. Nous demandons aussi à ce que ces titres ne puissent être mutés qu'entre les populations rurales. Par ce titre simplifié, nous voulons que coexistent deux systèmes dans un premier temps : le titre foncier tel qu'il existe maintenant, inattaquable, intangible, etc. surtout utilisé par les grandes entreprises et les grands commerçants et le titre simplifié, sécurisé, qui concernera dans un premier temps les petites villes, les villages, la micro propriété. On verra, à terme, lequel dominera l'autre. »

L'acte authentique : un sésame pour sécuriser les transferts financiers

L'ANF avec le soutien du CSN se penche sur la sécurisation des flux financiers entre la diaspora et les pays africains. Ce thème a fait l'objet d'un colloque le 9 novembre 2010 qui s'est tenu au CSN, à Paris. « Nous sommes face à un problème sérieux : tout le monde parle de transfert d'argent de la diaspora, mais en réalité, cette diaspora connaît d'énormes difficultés pour investir en toute sécurité dans son pays d'origine. Les gens envoient de l'argent pour acheter un bien immobilier ou pour créer une entreprise, mais l'argent bien souvent n'atteint pas son destinataire ni son but. »

D'où l'importance de recourir à l'acte authentique en matière de mandat, de sécurisation des investissements immobiliers, de financements, de création d'entreprises. « C'est précisément le domaine que couvre l'Ohada. Et qui est chargé d'appliquer le droit Ohada ? C'est essentiellement le notariat grâce auquel les actes uniformes Ohada sont les mieux appliqués. C'est dire que nous avons un rôle social utile grâce notamment à notre maillage géographique dans l'ensemble des pays soumis au droit Ohada », selon Abdoulaye Harissou.

Changer l'avenir



B-Web



Distributeurs



Transferts

Le Groupe BANK OF AFRICA vous accompagne au quotidien et contribue à améliorer votre avenir.

Nos banques proposent de nombreux services, pour les particuliers comme pour les entreprises. Renseignez-vous dans nos agences.



La vie en couleurs



GRUPE BANK OF AFRICA

Services

Formation

Les grandes écoles françaises peuvent mieux faire

Les étudiants africains représentent une grande partie des étudiants étrangers en France, mais la majorité des grandes écoles françaises (GEF) est tournée vers l'Asie, la Chine et l'Inde. « La présence active, en termes d'implantation ou de délocalisation de cursus ou de filières de formation, des GEF est plutôt discrète », souligne François Tsobnang, président de la Commission Afrique subsaharienne (ASS) à la Conférence des Grandes écoles (CGE).

Deux raisons peuvent expliquer cette timidité. « Depuis 2000, le nombre de nouveaux étudiants dans l'enseignement supérieur dans le monde croît pratiquement de 7 millions par an. Et sur ces 7 millions, environ 3/4 proviennent de Chine et d'Inde. » Incontestablement, la demande de formation est plus importante en Asie, et si on y ajoute la croissance économique et l'attrait des multinationales, l'Asie est très attractive et les GEF se doivent d'être présentes.

Néanmoins, souligne François Tsobnang, « c'est une analyse à court terme et pas assez approfondie. Les démographes nous disent aussi qu'en 2050 il y aura près de 2 milliards d'Africains, c'est un potentiel à ne pas sous-estimer. Deuxièmement, la réussite d'une implantation passe, entre autres, par une bonne connaissance de la structure des pays et souvent les principaux supports sont les ressortissants qui ont été formés à l'étranger. Or les écoles françaises ont formé beaucoup d'Africains. C'est une ressource qui est là et qu'il faut juste canaliser ».

Quelques grandes écoles ont tout de



D. R. - Pasteur

Les besoins en formation sont immenses (ici dans un laboratoire Pasteur)

même intégré l'Afrique subsaharienne dans leur stratégie de développement. C'est le cas du consortium Euro Graduation Access (EG@), créé à l'initiative de l'Institut supérieur des matériaux et mécaniques avancées (ISMANS) du Mans, réunissant 10 écoles supérieures, actif en Afrique depuis une dizaine d'années.

Pour la rentrée 2011-2012, devrait être créé au Cameroun l'Institut universitaire d'Afrique centrale (IUDAC). Le projet est porté par l'ISMANS, l'École nationale Polytechnique, la Mission de Promotion des matériaux locaux et l'Institut supérieur de Technologie et du Design industriel, toutes trois basées au Cameroun, et s'appuiera fortement sur la diaspora

L'exception marocaine

Ambitieux programmes de développement et dynamisme du secteur de l'enseignement privé attirent les écoles françaises au Maroc dans un marché très concurrentiel et qui sera amené à se structurer. Partenariat, implantation en dur, coproduction de diplômes, les projets se multiplient. Le dernier en date est porté par l'ESG Grenoble et l'ESCA de Casablanca pour créer un Campus euro-africain de management (CEAM), qui devrait proposer ses premières formations dès janvier

2011. « Avec notre partenaire l'ESCA, nous avons 400 étudiants en commun et forts de cette réussite, nous nous sommes aperçus que le Maroc devenait un pays à enjeux politiques à la fois de conquête vers le Sud et d'accueil des leaders régionaux, indique Jean-François Fiorina, directeur de l'ESC Grenoble et président de la Commission Maghreb à la CGE. Nous avons donc créé une nouvelle école qui s'adresse aux étudiants purement africains. »

africaine. Soutenues par le ministère français des Affaires étrangères et le Cameroun, plusieurs écoles ont marqué leur intérêt (les INSA de Lyon, Rennes et Strasbourg, l'ISMANS, l'ENSIETA de Brest, l'École des Mines de Douai...). En outre, de plus en plus de sollicitations sont faites aux écoles d'agricultures, ajoute François Tsobnang, comme l'École supérieure d'Agriculture de Lille ou l'ESITPA de Rouen.

Le Maroc est une exception (voir encadré). Mais si la France se positionne fortement au Maroc (EIGSI, ESIA, ESC Toulouse, etc.), Jean-François Fiorina, directeur de l'ESC Grenoble et président de la Commission Maghreb à la CGE ne mâche pas ses mots, observant que « nous sommes dans une guerre totale de l'enseignement au niveau mondial » avec plusieurs niveaux de concurrence. Et d'ajouter : « Si nous, Français, ne faisons rien et sans le soutien des entreprises, il est certain que l'on verra échapper un certain nombre de contrats car



michaeljung - Fotolia

Les grandes écoles françaises peuvent mieux faire en Afrique

les gens auront été formés par des Chinois avec des méthodes chinoises, entre autres. C'est un enjeu important sur toute la planète et c'est vrai aussi de l'Afrique où il y avait un lien privilégié. » C'est aussi prendre la mesure de l'évolution du continent avec le développement du secteur privé, de l'entreprena-

riat et l'émergence d'Africains qui souhaitent avoir une bonne formation mais aussi rester et travailler en Afrique. Ce qui d'ailleurs se traduit par l'essor des écoles privées africaines de management ou d'ingénieur, ainsi que le développement de quelques pôles d'excellence, fortement soutenus par les entreprises.



Delphicom International, communiquez différemment

Nos références clients :

Côte d'Ivoire – Ministère du Tourisme et de l'Artisanat ; Société de Développement Touristique de la Région des Lacs ;
Burkina Faso : SIAO ; Office National du Tourisme Burkinabè ; Africallia ; Présidence de la République Cameroun, Togo, Ouganda : Ministère du Tourisme ;
Mais aussi des grands comptes comme l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Nos points forts : un bureau à Ouagadougou, un bureau à Abidjan, un bureau à Paris.

Nos métiers : Conseil en communication et en organisation, Événementiel, Relations publiques, Relations presse, Renforcement des capacités, Web et e-marketing, Appui technique à l'artisanat et au tourisme.

Forte disponibilité des ressources techniques dans toute l'Afrique.



Nos coordonnées :

Delphicom International
contact@delphicominternational.com
Paris : +33612415356
Ouagadougou : +22674376496
Abidjan : +22507732794
www.delphicominternational.com





Trois questions à Richard Descoings, directeur de Sciences Po Paris

« Il est stratégique que l'Europe et la France soient encore capables de former les futures cadres africains. »

Science Po va lancer un Campus Afrique en 2011 avec une première promotion de 50 étudiants dont environ 40% en provenance d'Afrique. La moitié des Africains seront aidés par des bourses. Explications.

LE MOCI : Vous allez créer pour la rentrée 2011, un Campus Afrique de Sciences Po. Pourquoi un réveil si tardif sur l'Afrique ?

Richard Descoings : Sciences Po entretient des liens anciens avec plusieurs universités en Afrique. Mais nous voulons désormais « changer de braquet ». Nous souhaitons ouvrir dès la rentrée de septembre 2011 un premier cycle de Sciences Po intégré à notre Collège universitaire et entièrement consacré à l'Afrique. La maquette pédagogique sera celle du Collège universitaire de Sciences Po : on y fait donc de l'économie, de la sociologie, du droit, de l'histoire et de la science politique. Il y aura en outre, à travers ces disciplines, une orientation spécifique sur le continent africain, ses réussites et ses problématiques actuelles et futures, à commencer par l'extraordinaire développement des relations Sud-Sud (...). Et de ce point de vue-là, les entreprises ont un rôle majeur à jouer.

LE MOCI : De quelle manière ?

R. D. : Les entreprises voient le monde tel qu'il est. C'est un point central pour nous que d'être aidés par les professionnels dans l'élaboration du cursus. Il y a une deuxième exigence très importante qui rend le concours des entreprises indispensable : nous ne voulons pas participer à ce fameux *brain drain*, qui chacun sait est une

des difficultés du développement de beaucoup de pays en Afrique. Comment faire ? Agir concrètement avec le concours de partenaires. Premièrement, pour déployer un programme de bourses ambitieux afin de ne pas sélectionner nos étudiants sur une base sociale trop étroite. Deuxièmement, pour favoriser l'insertion des jeunes diplômés dans des entreprises situées en Afrique. Sous ce regard, la troisième année du cursus à Sciences Po se passe toujours hors de France et offre une opportunité stratégique : une des façons de lutter contre le *brain drain* pourrait être que les étudiants africains, mais aussi français et européens, passent cette année en Afrique dans les entreprises. De la même manière, ces jeunes qui feront leur master à Sciences Po seront encouragés à effectuer leur semestre hors les murs, dans des entreprises en Afrique. Cela leur démontrera que le développement de l'Afrique est entre les mains des jeunes Africains, qui sont les responsables de demain.

LE MOCI : Pourquoi n'avez-vous pas fait le choix d'une implantation ou d'une délocalisation d'un cursus en Afrique ?

R. D. : Il ne faut pas l'exclure. Mais nous ne nous sommes jamais, jusqu'à présent, projetés hors de France. C'est en effet compliqué car avant tout extrêmement coûteux. Or, si nous voulons rattraper notre retard vis-à-vis du continent africain, il faut aller au plus vite et au plus urgent. Je pense aujourd'hui qu'il est plus important pour Sciences Po de se battre pour financer des bourses que pour construire des murs en Afrique.

Propos recueillis par Anne Guillaume-Gentil

La formation, une préoccupation du CIAN

Que notre pays dynamise son offre de formation des élites africaines nous paraît indispensable quand on dit souvent que celles-ci sont toujours plus nombreuses à se diriger vers l'Amérique du Nord.

L'objet de la Commission Éducation-Formation du CIAN présidée par Didier Acouetey, P-dg d'Africsearch, est de répondre à un double défi. D'abord, identifier les formations de qualité à tous les niveaux qui, à l'exemple de l'Asie, seront le moteur du développement. Ensuite, éviter que ces bonnes formations

soient l'accélérateur d'une perte de cerveaux qui chez les jeunes filles et garçons prend déjà des proportions inquiétantes.

L'initiative de Sciences Po Paris s'inscrit dans cette double préoccupation et Richard Descoings a raison de souligner la responsabilité des entreprises pour offrir à ces jeunes des perspectives qui les encourageront à exercer leurs talents en terre africaine. Le CIAN entend apporter tout son concours à cette aventure.

Anthony Bouthelier, président délégué du CIAN

2010 : une Nouvelle Voie

Le leader logistique au Maroc ouvre un nouveau hub en Zone Franche à Tanger Med

Porte du Monde sur l'Afrique

*TIMAR est un groupe logistique indépendant
multispécialiste, implanté au Maroc depuis 30 ans
et membre du réseau MTO.*



- TIMAR TANGER MEDITERRANEE : une plateforme logistique de 3000m² au sein de la Zone Franche du port de Tanger Med, prête à recevoir, stocker et consolider vos marchandises destinées à l'Afrique du Nord et de l'Ouest.
- Un réseau de partenaires locaux performants implantés en Afrique depuis plus de vingt ans
- Profitez des nouvelles lignes maritimes directes depuis Tanger Med vers :
 - Dakar (Sénégal) : 5 jours*
 - Abidjan (Côte d'Ivoire) : 6 jours*
 - Lomé (Togo) : 10 jours*
 - Tema (Ghana) : 8 jours*
- ...qui vous ouvrent les portes du Mali, du Burkina Faso ou du Niger
- Un service routier depuis tout le Maroc jusqu'à la Mauritanie

() Transit time bord/bord communiqué à titre indicatif*

Industrie

Cosmétique

La Cosmetic Valley est devenue un centre de ressources mondial

C'est sans doute à travers l'industrie cosmétique et la parfumerie, l'excellence même en matière de savoir-faire français, que transparait le plus la richesse africaine. Nombreuses sont les petites et grandes maisons de renom à être présentes sur la scène africaine, que ce soit à travers la recherche de plantes, d'essences, de savoir-faire locaux, ou par la création de gammes de produits adaptées aux demandes toujours nouvelles d'une clientèle occidentale, issue de la diaspora ou non.

« C'est en Afrique que nous avons le plus de contacts à l'international », souligne Jean-Luc Ansel, directeur général de la Cosmetic Valley. Créé en 1994 sous le parrainage de Jean-Paul Guerlain et labellisé Pôle de compétitivité en 2005, ce cluster réunit quelque 550 établissements : les plus grandes maisons au niveau mondial – Guerlain, Dior (LVMH), Hermès, Chanel, L'Oréal, Shiseido, Paco Rabane... ; de nombreuses PME ; 200 laboratoires de recherche en partenariat avec six universités et une quinzaine d'établissements de formation. Cosmetic Valley se déclare aujourd'hui l'un des premiers, sinon le premier centre mondial de ressources en parfumerie et cosmétique, avec pour objectif de sortir des produits d'innovation et de recherche. Actuellement, 54 projets de recherche sont en cours, ce qui représente quelque 90 millions d'euros.

En Afrique, la Cosmetic Valley a entrepris un travail important de recensement des produits, mais aussi des traditions de la cosmétique et de la parfumerie,

UNE GAMME D'HUILES AFRICAINES DÉNOMMÉE UBUNTU NATURAL

par exemple au Togo, notamment en association avec l'Université de Lomé. Un recensement qui reste propriété de l'université. Au Niger, une convention semblable démarre et les premiers contacts ont été établis au Burkina Faso. « *Tout ceci, avec l'idée de développer une économie locale de la cosmétique pour ensuite en faire aussi, peut-être, des principes actifs ou d'extraction qui seront vendus au secteur de la Cosmetic Valley* », note le patron du cluster français. Des travaux similaires sont réalisés également en Colombie et au Vietnam.

Ce travail de recensement et d'identification, Aldivia le connaît bien. Dès 2002, ce fabricant lyonnais d'ingrédients d'origine végétale a identifié en Namibie, mais aussi au Mozambique, en Zambie, Afrique du Sud, Malawi, Swaziland, des plantes dont sont extraites des huiles de marula, de ximénia, de melon du Kalahari, de mongongo (un arbre du Kalahari en Namibie), de baobab ou encore le beurre de Mafura. En partenariat avec

une association locale, ils ont créé la gamme d'huiles africaines commercialisées sous le nom d'Ubuntu Natural. Quelque 8 000 personnes récoltent et réalisent sur place les premières étapes de la transformation, de façon souvent traditionnelle, jusqu'à en extraire les premières huiles.

Des huiles qui, toutefois, subissent en Europe des procédés de purification mis au point par Aldivia afin de se conformer aux normes et exigences européennes. « *Si nous n'avions pas mis en œuvre ces processus, nous n'aurions pas pu promouvoir ces matières venant d'Afrique*, souligne François Schall, en charge du sourcing. *Un raffinage industriel permettrait aussi d'obtenir aisément une huile conforme. Mais ces systèmes très génériques ne préservent pas tous les actifs que ces huiles exotiques nous apportent comme les vitamines, les phytostérols, etc.* » Aldivia a de plus développé des procédés de chimie verte appliqués à ces huiles végétales. Ils permettent d'étendre les possibilités d'utilisation de ces dernières à un plus grand nombre de produits cosmétiques, en leur conférant de nouvelles propriétés.

Un marché « ethnique » en plein essor pour L'Oréal

Pour le monde industriel du cosmétique, l'Afrique évoque aussi un marché géographique mais aussi ethnique en plein essor. L'Oréal, par exemple, dès 2003, a ouvert à Chicago un centre de recherche spécialement dédié à la recherche fondamentale sur le cheveu et la peau. Regroupant des chimistes, physiciens, biologistes et dermatologues, il combine recherche fondamentale, développement de produits et essais. Il est certain que l'acquisition par L'Oréal de la marque Soft-Sheen

Carson, un des leaders mondiaux du soin de la peau et des cheveux pour femmes noires, a considérablement développé les activités du groupe sur ce segment de marché. Un des tout premiers travaux scientifiques réalisés a notamment abouti à ne plus classer les cheveux selon un critère ethnique mais selon des critères intrinsèques au cheveu, ce qui permet d'attribuer un type de frisure à toute nouvelle chevelure sans être enfermé dans une classification ethnique.

Présent dans plus de pays africains qu'aucune autre banque, le groupe Ecobank offre à ses clients une connaissance inégalée du continent ainsi que l'expertise d'une banque de détail, commerciale et d'investissement, avec une prise en charge des opérations de change, de gestion de trésorerie et de financement.

Expert de l'Afrique

Présent dans plus de pays africains qu'aucune autre banque au monde

Bénin • Burkina Faso • Burundi • Cameroun • Cap-Vert • Congo (Brazzaville) • Congo (République Démocratique) • Côte d'Ivoire • Gabon • Gambie • Ghana • Guinée • Guinée-Bissau • Kenya • Libéria • Malawi • Mali • Niger • Nigéria • Ouganda • République Centrafricaine • Rwanda • São Tomé e Príncipe • Sénégal • Sierra Leone • Tanzanie • Tchad • Togo • Zambie

Présence internationale : Dubaï • Johannesburg • Paris

www.ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine

Industrie

Santé Une stratégie de terrain

Lorsqu'on pense recherche médicale et Afrique, le nom de l'Institut Pasteur vient vite à l'esprit. En effet, sur ses 32 instituts associés, 9 sont en Afrique et sur l'ensemble des recherches menées dans ses 130 laboratoires en France et à travers le monde, la moitié de cette recherche porte sur les maladies infectieuses intéressant quasi exclusivement les pays de l'hémisphère Sud.

« La moitié de notre recherche porte sur des pathologies qui ne nous intéressent pas en direct, nous en France », souligne-t-on à l'Institut à Paris. En effet, la vocation de ce dernier, depuis sa création, a toujours été de s'implanter à proximité des zones de pandémie. Témoin de cette volonté, l'Institut Pasteur de Dakar a récemment changé de statut pour devenir, le 29 septembre 2009, une Fondation de droit sénégalais.

Deux exemples caractérisent tout particulièrement ce savoir-faire de l'Institut à la renommée mondiale.

Tout d'abord, une méthode. Dans le cadre de l'Appui à la recherche sur les méningites bactériennes aiguës en Afrique sahélienne, programme financé par le ministère français des Affaires étrangères dans le cadre du Fonds de solidarité prioritaire (FSP), Pasteur à Paris travaille main dans la main avec huit autres organismes, notamment ses instituts associés en Afrique comme le Centre Pasteur du Cameroun, les Instituts Pasteur de Côte d'Ivoire et de Centrafrique, le Cermes de Niamey, le Centre Muraz de Bobo-Dioulasso ou encore l'INRSP de Bamako. Un programme tendant à renforcer les capacités locales en matière de recherche en biologie moléculaire et en épidémiologie mais aussi à effectuer une veille des différents agents de méningites bactériennes.

Deuxièmement, des résultats. Un pas

Eric Leroy, prix Christophe Mérieux pour ses recherches sur Ebola

Eric Leroy, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), et directeur-fondateur de l'Unité des maladies virales émergentes au Centre international de recherches médicales de Franceville, au Gabon, s'est vu décerner en juin 2009 le Prix Christophe Mérieux pour ses travaux de recherche sur les maladies virales émergentes infectieuses et les grandes arboviroses de l'Afrique centrale, notamment le virus Ebola. Rappelons que le taux de mortalité de ce virus est de 80%. Cette unité de recherche, qui compte une petite vingtaine de chercheurs gabonais et français, a découvert le réservoir du virus Ebola et de celui du virus de Marburg chez des chauves-souris frugivores. Pour la première fois sur le continent africain, ces recherches ont mis en évidence des cas de co-infections par les virus du chikungunya et de la dengue, impliquant le moustique *Aedes albopictus* comme vecteur principal de ces deux virus lors d'une double épidémie

majeur vient d'être fait dans la recherche sur le paludisme, maladie qui tue chaque année de un à trois millions de personnes, notamment en Afrique. Début octobre, l'unité de Biologie et génétique du paludisme de l'Institut, dirigée par Robert Ménard, a ainsi annoncé avoir découvert que le parasite du paludisme est capable de se développer et de produire des formes infectieuses non seulement dans le foie, mais également dans la peau. Contrairement à ce que l'on croyait jusqu'alors, la peau n'est pas pour le parasite un simple lieu de passage, mais un site de développement de la maladie.

« Jusqu'à présent, la communauté scientifique pensait que les parasites injectés

par le moustique dans la peau gagnaient très rapidement le foie. Celui-ci était considéré comme le seul site de l'organisme où ils devaient subir l'étape indispensable de leur transformation en parasites capables d'infecter les globules rouges, explique l'Institut. Grâce à des techniques d'imagerie in vivo en temps réel développées au laboratoire, ils ont suivi chez la souris le devenir des parasites injectés dans la peau, et ont constaté que 50% d'entre eux y demeuraient. Dans 10% des cas, les parasites poursuivent même leur cycle de développement en forme infectieuse dans le derme, l'épiderme et les follicules pileux, sans passer par le foie. »

La Fondation Mérieux au chevet des laboratoires

En février 2009 et pour une durée de trois ans, la Fondation Mérieux et l'AFD (Agence française de développement) ont signé un accord pour développer ensemble un réseau de laboratoires d'analyses biomédicales au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal (Resaolab) et assurer une formation adéquate. « Le tribut payé pour des diagnostics médicaux non ou mal portés est particulièrement lourd en Afrique, notamment pour les

maladies infectieuses. Dans les trois pays du projet, environ 300 000 personnes vivent avec le VIH et plus de 80% l'ignorent. La tuberculose touche annuellement 100 000 personnes dont un tiers n'a pas accès au diagnostic. Le paludisme est la seconde cause de décès, tous âges confondus, au Sénégal et la troisième au Burkina Faso et au Mali », avait déclaré alors Benoît Miribel, directeur général de la Fondation Mérieux.

Industrie

Travaux publics

Face à la concurrence chinoise, Vinci mise sur l'innovation et la qualité

Signe des temps, le groupe Vinci a perdu cette année sa place de premier groupe mondial de construction. Selon le classement mondial de la revue américaine *Engineering News Record* (ENR) en termes de chiffre d'affaires des 225 premiers groupes, c'est China Railway Construction Corporation (CRCC) qui figure au premier rang, suivie d'une deuxième entreprise chinoise China Railway Group LTD. Vinci rétrograde donc à la troisième place, suivie par Bouygues. Cinq entreprises chinoises sont dans le top 10 !

Si sur les marchés européens, on commence à voir de plus en plus d'entreprises de l'Empire du Milieu, la Chine s'était en quelque sorte rodée en faisant ses armes dans les pays émergents, notamment en Afrique. Incontestablement, la France a perdu des parts de marché dans le BTP en Afrique, en particulier dans son pré carré. « *Depuis dix ans, il y a une pression multipliée par 10. En dix ans, l'Afrique a été envahie par les pays émergents et ceux-ci commencent malheureusement à faire mal aux entreprises européennes. Ils ont une démarche différente de la nôtre, très capitalistique. La Chine débarque avec des moyens et des hommes* », souligne Gérard Sénac, P-dg d'Eiffage Sénégal.

Présents sur presque tous les appels d'offres, ils remportent de plus en plus de marchés dans une majorité de pays africains et dans des domaines variés : bâtiments publics, logements, routes, barrages... Une recette connue : des coûts inférieurs de 30% avec un très faible coût de la main-d'œuvre chinoise, exportée en masse au détriment de la main-d'œuvre locale. Sans compter qu'à l'inverse des pays de l'OCDE, l'aide chinoise est liée et que la Chine ne ménage pas ses financements – lors du dernier sommet Chine-Afrique à Charm El Cheick en novembre 2009, 10 milliards de dollars de prêts bonifiés sur trois ans ont été offerts à l'Afrique –, et la Chine multiplie les contrats d'échange de matières premières contre des infrastructures.

Comment les entreprises françaises et européennes peuvent-elles s'en sortir dans un tel contexte ? « *Je crois que ce*



L'autoroute Dakar-Diamniadio, fruit d'un partenariat public-privé remporté par le groupe Eiffage.

qui donne aujourd'hui un avantage aux entreprises françaises, c'est la RSE (Responsabilité sociale et environnementale). Et toujours dans le même domaine : la QHEC (Qualité hygiène sécurité et environnement). Les entreprises françaises ont des certifications ISO 9001, ou ISO 14001, et les donneurs d'ordre demandent de plus en plus à ce que les entreprises possèdent ces qualifications, qui sont aujourd'hui pour moi deux avantages concurrentiels importants pour les entreprises françaises ou européennes. C'est un domaine où les pays émergents n'ont pas encore atteint cette recherche », affirme le P-dg d'Eiffage.

Les bailleurs de fonds – Banque mondiale, Banque africaine de développement (BAD), Agence française de développement... –, les exigent de plus en plus ainsi que la composante environnementale des projets. Gérard Sénac estime aussi que les chantiers complexes

au niveau technique reviennent fréquemment aux entreprises françaises. À l'image de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio, remportée par Eiffage en 2009.

Mohamed H'midouche, représentant régional de la BAD, déclarait à l'hebdomadaire *Les Afriques* en marge du troisième Forum africain des infrastructures en Afrique :

« Au Sénégal, la BAD, en partenariat avec d'autres bailleurs de fonds

publics et le groupe Eiffage, est en train de mener la première expérience du genre dans le secteur des transports en Afrique subsaharienne avec la mise en œuvre du projet de construction de l'autoroute Dakar-Diamniadio, dont le coût total est de 370 millions d'euros, dans lequel la BAD intervient à hauteur de 51 millions d'euros pour le guichet public et 12 millions d'euros pour le guichet

privé. » Estimant qu'il est normal que l'Afrique accepte l'argent de la Chine ou travaille avec des entreprises chinoises ou indiennes, Gérard Sénac précise qu'« aujourd'hui, je crois qu'il faut dépassionner le débat, avoir une approche prospective et que l'on choisisse vraiment de vivre dans un

environnement variable, concurrentiel. Et puis, il nous faut résolument en finir avec nos vieux

démons de privilèges, de "pré carré" et autres monopoles, pour nous jeter vaillamment dans la bataille afin de mesurer les enjeux et perspectives de l'offre française face aux nouvelles concurrences ». Car si l'on parle fréquemment de la Chine, depuis trois ans, on voit aussi des entreprises portugaises, espagnoles, italiennes mais aussi marocaines et turques sur le marché africain...

“EN FINIR AVEC NOS VIEUX DÉMONS DE PRIVILÈGES, DE PRÉ CARRÉ...”

DEMIMPEX

Tel: +32 2 724 90 90
www.demimpex.com
info@demimpex.com



VEHICULES NEUFS TROPICALISES ET VEHICULES CUSTOMISES

Demimpex vous offre le choix de plus de 3.000 véhicules tropicalisés en stock à Anvers. Demimpex est également spécialisé dans les transformations et adaptations de véhicules.

Tel: +32 2 724 20 15 | vehicles@demimpex.com

PIECES DETACHEES, PNEUMATIQUES ET EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

Demimpex vous fournit en pièces d'origine et pneumatiques pour vos engins de construction, engins miniers mais aussi pour vos véhicules, camions, grues mobiles et autres équipements industriels.

Tel: +32 2 724 20 48 | parts@demimpex.com

ENGINS MINIER, DE CONSTRUCTION, FORESTIERS ET AGRICOLES

Demimpex est le distributeur officiel de Hitachi, John Deere Construction et Forestier et John Deere Agriculture pour un grand nombre de pays africains.

Tel: +32 2 724 20 93 | equipment@demimpex.com

« A votre service, partout dans le monde »



« At your service, everywhere in the world »

Industrie

Alimentation

La success story Nutriset

Nutriset, c'est avant tout le Plumpy'Nut, pâte nutritive prête à l'emploi à base de lait en poudre, d'arachides, d'huiles végétales et de sucre, créé en 1996 et qui a révolutionné la prise en charge de la malnutrition sévère.

Il est le produit de la rencontre de deux hommes, Michel Lescane, ingénieur agroalimentaire et fondateur en 1986 de Nutriset et Andrien Briend, médecin nutritionniste et chercheur à l'IRD. C'est le fruit d'une collaboration entre

un organisme public de recherche (IRD) et une entreprise privée. L'innovation réside dans le conditionnement en sachet d'aluminium pouvant être ainsi administré aux enfants à la maison, en ne nécessitant plus de moyens

médicaux importants : le *ready-to-use food*. Les processus technologiques de la préparation des aliments nutritionnels à base de pâte sont protégés par deux brevets enregistrés en 1997. Si aujourd'hui, le Plumpy'Nut est recommandé par les agences des Nations unies, il n'a véritablement acquis une visibilité qu'à partir de 2005.

L'évolution du chiffre d'affaires de la société atteste de ce développement à environ 90 millions d'euros en 2010 contre 25 millions en 2007, un résultat en hausse de 8 à 10% depuis deux ans. Les volumes produits sont passés de 1 400 tonnes en 2004 à environ 30 000 tonnes en 2010.

Un développement qui a suscité des critiques au premier rang desquelles le quasi-monopole de Nutriset dans la fabrication du produit. Mais celle-ci semble sereine : elle a fait le choix, dès le départ, de produire localement, dans les pays du Sud, via des transferts de technologie dans un premier temps puis sous forme de franchise. Aussi considère-t-elle que l'offre est actuellement suffisante, non pas par rapport aux besoins qui sont immenses, mais par rapport aux programmes et donc aux financements internationaux.



© Michaël Zumstein/Agence Vu

Pratique d'emploi, le Plumpy'Nut est recommandé par les agences des Nations unies.

L'Afrique, nouvelle priorité de l'Adepta

« On assiste à un grand courant de développement des entreprises et des affaires entre la France et l'Afrique. En quatre ans, l'intérêt pour ces marchés a presque doublé », affirme Caroline Thulliez, responsable Afrique de l'Association pour le développement des échanges internationaux de produits et techniques agroalimentaires (Adepta), organisme de promotion internationale des secteurs agricoles et agro-industriels français. Signe des temps, l'Adepta a ouvert à l'automne son premier bureau régional en Afrique à Dakar.

Objectifs : être au plus près des besoins des entreprises africaines et leur permettre de trouver auprès des sociétés françaises les solutions techniques qu'elles recherchent, et développer les échanges des produits agricoles et agro-industriels dans la région.

Pour les adhérents de l'Adepta, soit 210 entreprises, l'Afrique est une zone prioritaire. Cette année, quelque 60 sociétés françaises ont participé au salon Siagro au Sénégal et une centaine au salon Djazagro en Algérie.

La première unité de production a vu le jour en Ethiopie. Aujourd'hui, le réseau « PlumpyField » compte onze membres. Néanmoins, l'entreprise et l'IRD ont franchi une nouvelle étape dans le libre accès à ces savoir-faire avec la mise en ligne « d'un accord d'usage de brevets », disponible en quelques clics sur Internet. Il permettra aux entreprises et/ou ONG de fabriquer dans des unités de production, dont les actionnaires des pays du Sud devront être majoritaires (au moins 51% du capital), des produits similaires avec leurs propres formules et recettes et qui seront distribués sous leur propre marque. 1% de leur chiffre d'affaires sera reversé à l'IRD. Le champ d'application de l'accord d'usage est tout de même limité aux seuls pays dans lesquels Nutriset et l'IRD ont enregistré leur brevet. L'accord d'usage concerne 26 pays africains.

Si, potentiellement, l'offre pourrait se développer avec cette facilité d'accès aux brevets, Nutriset a aussi opté pour un plan de développement à l'international sur sept ans. Elle est appuyée par la Proparco, filiale de l'AFD, avec qui une convention de financement de 2 millions d'euros sous forme d'obligations convertibles a été signée le 15 octobre.

Ce seront 15 nouveaux sites qui seront ouverts à travers le monde en Inde, au Bangladesh, au Ghana, en Tanzanie, en Amérique du Sud... L'objectif est de porter la production locale (*dans les pays du Sud, ndr*) d'environ 8 000 tonnes à près de 45 000 tonnes en 2014, soit plus de la moitié des capacités mondiales.



Un dispositif d'accès au brevet permet la production du produit par plusieurs pays africains.



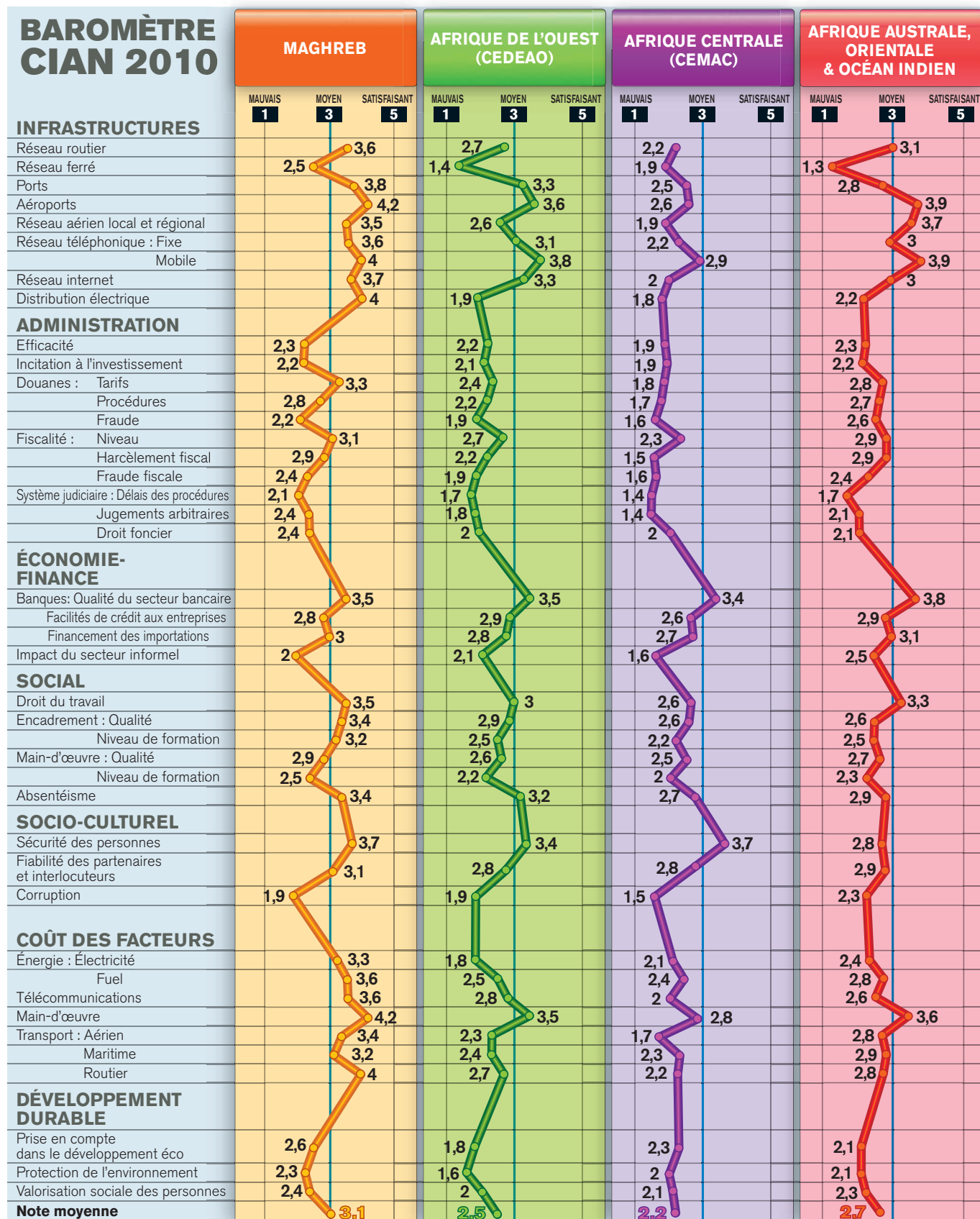
Exportation de produits agro-alimentaires, vins, spiritueux et liquides ; sur l'Afrique et les DOM-TOM depuis plus de 50 ans.

Exportation of foodstuffs, wines, spirits and non-alcoholic beverages; in Africa and French Overseas Territories since more than 50 years.

4 rue Jean Cocteau – 33150 Cenon – France - ☎ : +33 5 57 54 30 30 – Fax : +33 5 57 54 30 40

✉ : sofradis@sofradis.com – www.sofradis.com

ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS



Les résultats 2010

de l'enquête Cian

Ce 22^e Baromètre CIAN sur la conjoncture et l'environnement des affaires en Afrique porte sur la période 2010-2011 et couvre plus de trente pays. Il innove cette année en introduisant, notamment, une comparaison sur douze ans de l'évolution de son indice global, permettant ainsi de mettre en perspective les résultats de cette année.

Pour la 22^e année consécutive, le CIAN a réalisé une enquête auprès des entreprises françaises investies en Afrique afin de recueillir leur appréciation dans deux domaines : leurs perspectives d'activités et l'environnement des affaires dans leur pays d'implantation (31 pays évalués cette année).

L'enquête se divise en deux parties :

- la première, conjoncturelle, porte sur les perspectives d'activités : chiffre d'affaires, investissements, résultats ;
- la seconde, plus structurelle, porte sur l'appréciation des diverses composantes de l'environnement des affaires : infrastructures, administration, économie-finance, social, socio-culturel, coûts des facteurs ou encore le développement durable.

Nous présentons ici l'analyse des tendances globales qui se dégagent des résultats de l'enquête. Les résultats détaillés pour chaque pays sont présentés dans les notes de conjoncture qui suivent. Soulignons qu'à la différence de beaucoup d'autres, l'enquête CIAN reflète l'opinion des opérateurs de terrain. Pour les autorités concernées, cette source est importante car elle détermine l'attitude d'investisseurs potentiels.

1. L'activité des entreprises 2009-2011

Methodologie

L'enquête porte sur la tendance de quatre indicateurs sur les exercices 2009, 2010 et 2011 :

- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse
- investissements : croissance, stagnation, baisse
- résultats : nettement bénéficiaires, faiblement bénéficiaires, équilibrés, faiblement déficitaires, nettement déficitaires
- niveau des créances sur l'État : élevé, normal, faible.

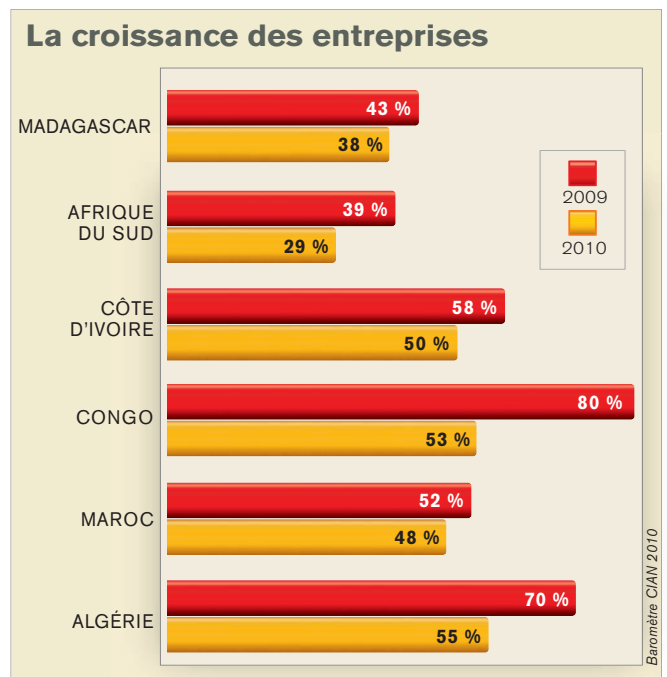
Chiffre d'affaires : une tendance positive

Globalement, la tendance est bonne puisqu'une majorité d'entreprises constate ou prévoit une croissance positive de leur

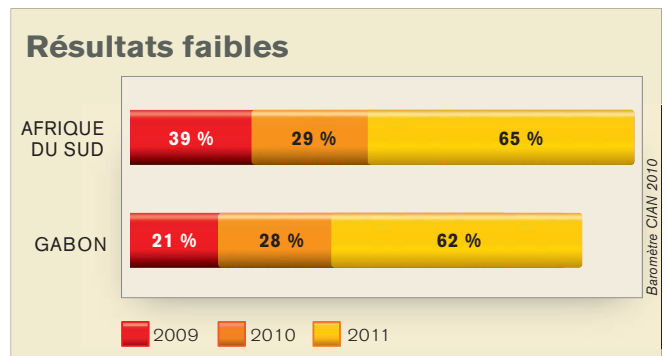
Le CIAN remercie l'ensemble des entreprises qui ont répondu à son enquête 2009-2011 ainsi que les divers intermédiaires – conseillers du commerce extérieur, chambres françaises de commerce locales, organismes patronaux, missions économiques – qui ont relayé cette enquête. La répartition des 493 réponses reçues reflète, à l'instant du sondage, l'attrait exercé par chaque grande région sur les entreprises : 144 pour le Maghreb, 159 pour l'Afrique de l'Ouest, 84 pour l'Afrique centrale, 106 pour l'Afrique australe, orientale et océan Indien.

chiffre d'affaires pour chacun des exercices sous revue avec des perspectives 2011 encore plus favorables : 52% en 2009, 57% en 2010, 61% en 2011. L'analyse par pays apporte toutefois quelques nuances, pour certains :

- l'activité 2010 a été moins bonne qu'en 2009, la proportion d'entreprises se déclarant en croissance diminuant :

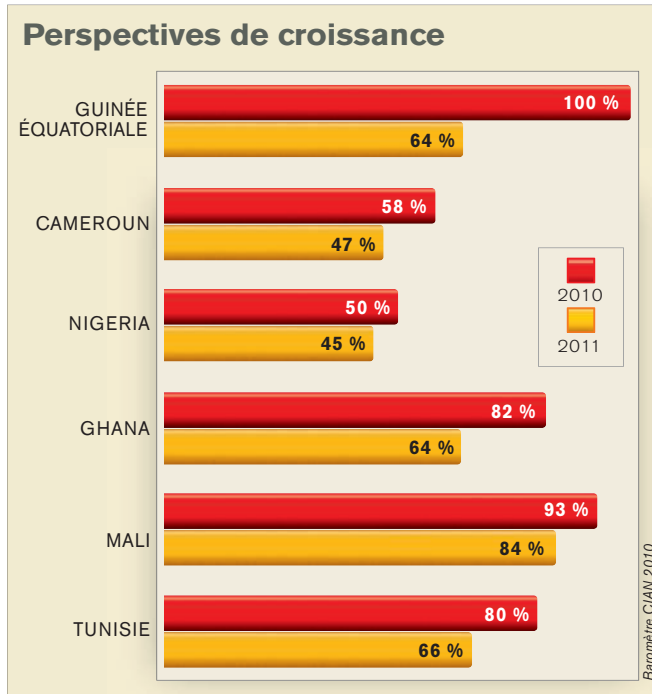


- les résultats sont faibles à l'exception de l'année 2011 où une large majorité d'entreprises prévoit une hausse de leur activité :



ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS

- les entreprises sont moins nombreuses à afficher des perspectives de croissance pour 2011 comparé à l'année 2010 :

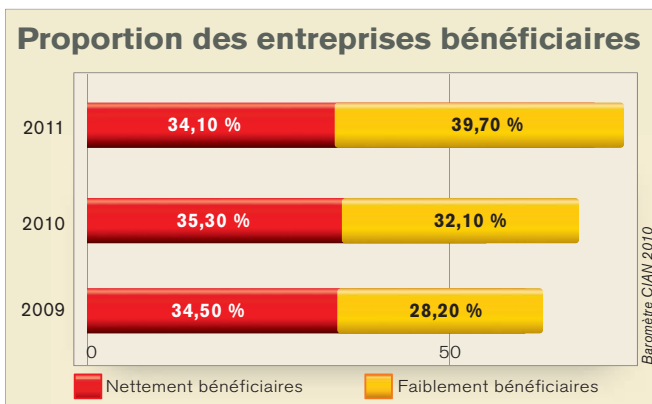


Investissements : une hausse très nette

Globalement, la tendance des investissements est positive puisque l'on constate une forte progression du nombre des entreprises ayant investi ou projetant d'investir lors des trois exercices sous revue : 37% en 2009, 51% en 2010 et 56% en 2011. Toutefois, si cette moyenne est encourageante, les écarts entre les résultats obtenus par pays sont importants, notamment en 2010 : le score est de 27% seulement en Afrique du Sud mais il atteint 92% au Mali !

Rentabilité : un très bon niveau

Les résultats de l'enquête sont très bons et ils s'améliorent à chaque exercice, la proportion d'entreprises se déclarant bénéficiaires grimpe d'une moyenne de 62,7% en 2009 à une moyenne de 73,8% en 2011 :



Les résultats par pays pour l'exercice 2010 sont assez homogènes. Si l'on prend l'échantillon des 18 pays ayant reçu le plus grand nombre de réponses, le Ghana est en tête avec 100% d'entreprises bénéficiaires. Six pays comptent 80% ou plus d'entreprises bénéficiaires, dix pays affichent 50 à 80% et deux pays ne comptent que 44% (la Guinée équatoriale et le Gabon). Au regard de ces résultats, il convient de saluer les efforts permanents de gestion auxquels se livrent les entreprises.

Créances sur l'État : une situation qui s'estompe

Globalement, ces créances ne semblent plus être une difficulté au vu des résultats de l'enquête. La proportion moyenne des entreprises considérant leur niveau comme élevé tombe à 20%. Mais il existe encore quelques pays difficiles. De 2010 à 2011, le pourcentage d'entreprises considérant ces créances élevées passerait de : 40 à 50% au Maroc, 30 à 50% en Tunisie, 18 à 44% au Nigeria ; stagnerait à 50% en Guinée équatoriale et diminuerait de 40 à 30% en Tanzanie. Remarquons, pour ces pays, la concomitance d'un niveau élevé de leurs dettes vis-à-vis des entreprises avec un état de corruption fort.

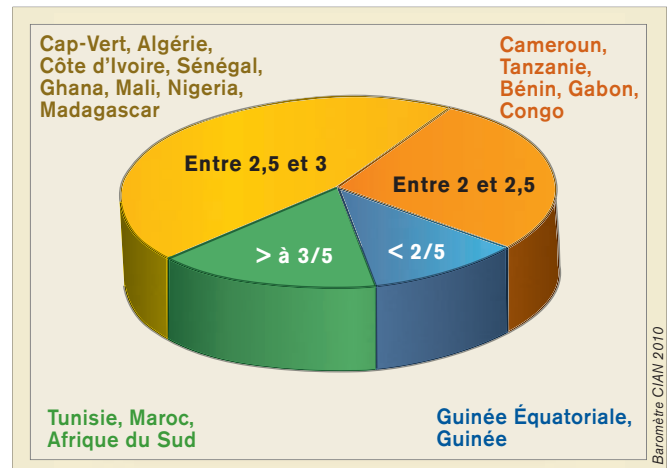
2. L'environnement des affaires

Méthodologie

Le chef d'entreprise est invité à porter un jugement sur l'environnement des affaires du pays dans lequel opère son entreprise, en qualifiant 43 postes répartis en grandes catégories de mauvais (1), moyen (3) ou satisfaisant (5) : 9 postes pour les infrastructures ; 11 postes pour l'administration ; 4 postes pour l'économie-finance ; 6 postes pour le social ; 4 postes pour le socio-culturel ; 7 postes pour le coût des facteurs et 3 postes pour le développement durable. Le graphique général du Baromètre CIAN présente les résultats par grandes zones géographiques.

Tendance générale : un environnement qui demeure difficile

La tendance 2010 diffère peu de celle de 2009 et l'on ne relève qu'une faible amélioration de l'environnement des affaires. Sur les 18 pays ayant reçu le plus grand nombre de réponses de la part des entreprises, la répartition des notes est comme suit :





BNP PARIBAS

VOTRE PARTENAIRE FINANCIER EN AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD
BNP PARIBAS

ALGÉRIE
BNP PARIBAS EL DJAZAÏR

BURKINA FASO
BICIAB

CÔTE D'IVOIRE
BICICI

GABON
BICIG

GUINÉE
BICIGUI

MADAGASCAR
BMOI

MALI
BICIM

MAROC
BMCI

SÉNÉGAL
BICIS

TUNISIE
UBCI



BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change

ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS

Infrastructures : des progrès insuffisants

Le réseau routier n'apparaît correct qu'au Maroc, Tunisie, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud.

Le réseau ferré ne satisfait personne.

Le réseau portuaire a encore des progrès à faire, exception faite de la Côte d'Ivoire.

Les aéroports ont une meilleure appréciation.

Les réseaux téléphoniques (fixe et mobile) sont satisfaisants sauf en Guinée, Gabon, Congo.

Le réseau Internet progresse partout, mais l'Afrique du Sud et le Gabon restent en retard.

Le réseau électrique est fortement critiqué, sauf au Maroc.

Administration : d'importants dysfonctionnements

L'efficacité de l'administration reste médiocre, sauf en Tunisie et au Cap-Vert où elle est jugée « moyenne » (note supérieure à 3).

Dans le domaine douanier, le Maghreb (spécialement le Maroc et la Tunisie) est en tête, suivi de l'Afrique australe.

En matière fiscale, l'Afrique australe conteste la première place au Maghreb, grâce à une appréciation meilleure pour les postes de la fraude et du harcèlement.

Le système judiciaire est toujours jugé sévèrement, la note moyenne étant de 1,93 pour le poste Jugements arbitraires (allant de 1,1 au Cameroun et au Congo à 3,3 en Tunisie).

Économie-finance : des systèmes bancaires bien perçus

Le système bancaire est généralement bien perçu de 4,5 au Maroc, à 2,5 en Algérie et 2,3 en Guinée équatoriale. En revanche, les facilités de crédit aux entreprises et le financement des importations sont jugés insuffisants.

Quant au secteur informel, partout il continue d'impacter lourdement l'économie et surtout en Afrique centrale.

Social : des niveaux d'encadrement et de formation hétérogènes

Le droit du travail est en général jugé favorablement, sauf en Afrique centrale.

La qualité et le niveau de formation de l'encadrement sont considérés comme satisfaisants au Maghreb (note supérieure à 3).

En revanche, des progrès sont à réaliser sur le reste du continent tant au niveau de l'encadrement que de la main-d'œuvre. C'est une des raisons du lancement par le CIAN d'une étude lourde sur les outils de formation en Afrique.

Socio-culturel : amélioration de l'environnement sécuritaire

La sécurité des personnes s'améliore d'année en année. L'appréciation est large : de 4,6 en Guinée équatoriale, 4,3 en Tunisie à 1,6 en Afrique du Sud.

Le niveau de corruption, lui, reste élevé avec une moyenne générale de 1,91 et une appréciation allant de 1 au Nigeria à 2,8 en Afrique du Sud et 3,9 au Cap-Vert.

Coût des facteurs : une situation dans l'ensemble satisfaisante

Si l'on prend l'indice moyen du poste Coût des facteurs, le Maghreb affiche la situation la plus favorable, suivi par l'Afrique australe. Ainsi, l'Algérie est notée 4,13, le Maroc et l'Afrique du Sud 3,43, et la Tunisie 3,35. Notons cependant que des coûts de facteurs attractifs ne suffisent pas à évaluer la force d'une économie.

Développement durable : stabilité d'un score très moyen

Les résultats sont très moyens et ne montrent pas de progression sensible d'une année sur l'autre.

3. L'évolution du Baromètre CIAN sur 12 ans

La comparaison des résultats du Baromètre CIAN sur l'environnement des affaires entre 1999-2000 et 2010-2011, soit douze ans, montre une progression de l'indice global, ce qui est encourageant pour les entreprises. Quinze pays ont été évalués sans interruption sur cette période et peuvent donc faire l'objet d'une comparaison.

Toutefois, la progression est parfois de faible ampleur. Rien de surprenant : il ne faut pas s'attendre, en effet, à des bouleversements. L'amélioration de l'environnement des affaires est un lourd chantier et les résultats quantifiables sur le long terme : délai de construction des infrastructures, d'instauration d'un État de droit et surtout d'évolution des comportements.

De fait, la progression moyenne ces douze dernières années de l'indice global en Afrique n'est que de 1 à 2%, grâce notamment à une forte avancée au Maghreb (plus de 5%) et un peu plus faible en Afrique australe (environ 2%).

Analyse par pays

L'analyse par pays donne des résultats plus diversifiés :

Dix pays progressent :

Congo	+ 37%
Maroc, Mali, Nigeria	+ 20%
Cameroun	+ 14%
Algérie, Tunisie	+ 6%
Côte d'Ivoire, Sénégal,	
Afrique du Sud, Madagascar	+ 2 à 3%

Deux pays stagnent : le Gabon et le Bénin.

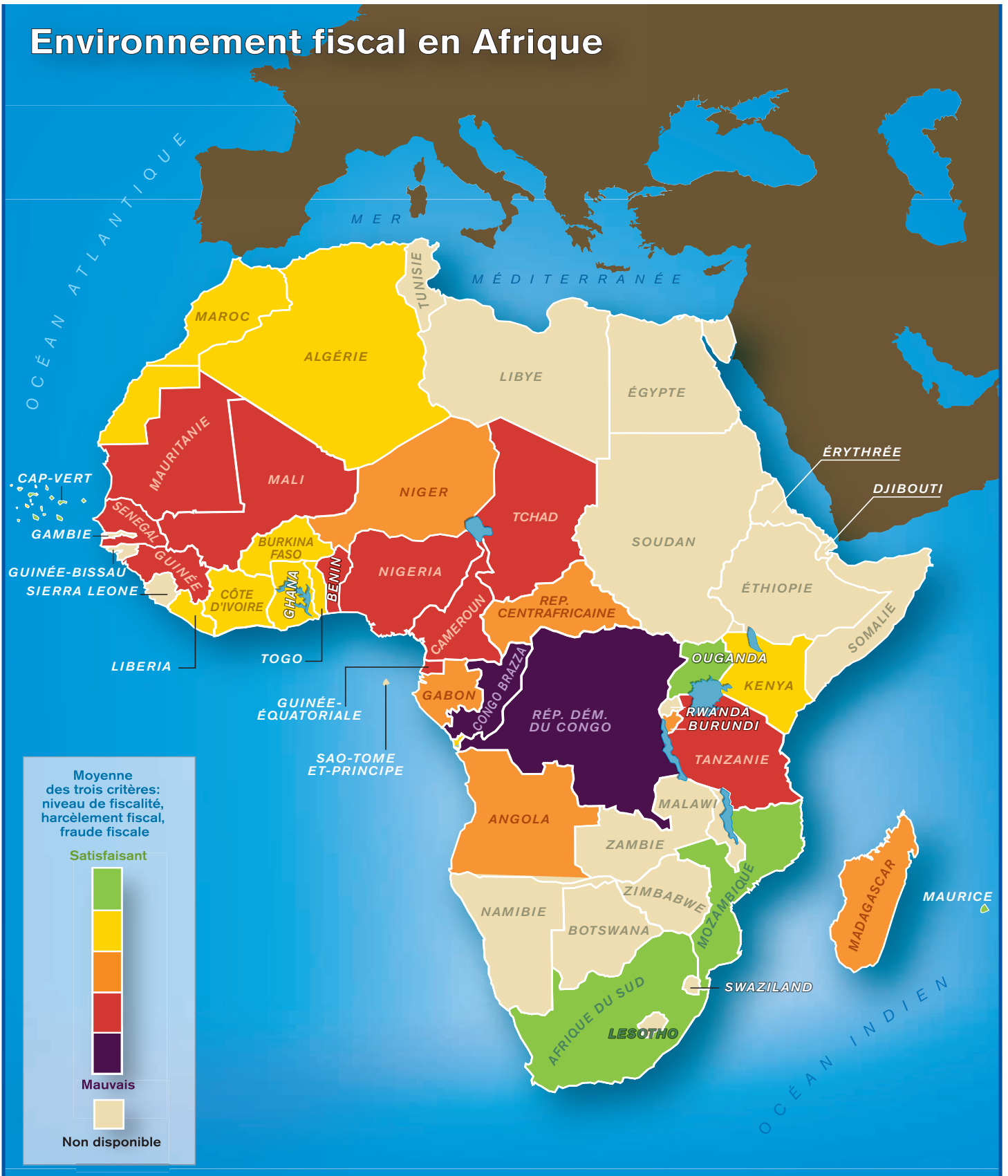
Trois pays régressent : le Togo, la Guinée et le Ghana.

Analyse par poste

Les principales variations sont :

- amélioration : + 8% pour la sécurité, +3% pour la qualité du système bancaire ;
- détérioration : -12% pour le système juridique malgré l'Ohada, -72% pour le poids du secteur informel et -4% pour l'état de corruption ;
- stabilisation de l'environnement fiscal et du coût des facteurs.

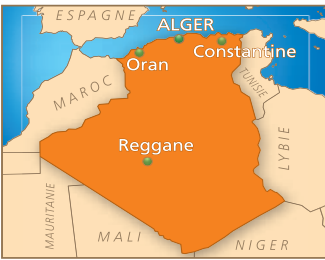
Environnement fiscal en Afrique



Cinq zones pour un continent



	Afrique du Nord dont UMA		Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale - CEMAC		Southern Africa Development Community - SADC
	Union du Maghreb arabe UMA		Pays appartenant à la Zone franc		Afrique orientale et océan Indien
	Communauté économique d'Afrique de l'Ouest CEDEAO dont UEMOA				



Algérie

Chef de l'État : Abdelaziz Bouteflika • Premier ministre : Ahmed Ouyahia • Population (millions) : 34,9 • Superficie (km²) : 2 381 740 • PIB/hab 2009 (USD) : 4 420 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 2,4 • Inflation 2009 (%) : 5,7 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 84

Avec la reprise des cours du pétrole, le ralentissement de 2009 n'est qu'un mauvais souvenir. La croissance devrait se situer en 2010 autour de 4 %, et plus de 5 % hors secteur des hydrocarbures, avec une inflation contenue à 4,6 %. La croissance est un peu moins forte que prévue en raison de la chute de la demande mondiale de gaz provoquant une baisse des prix et des volumes exportés. Lors de sa visite à Alger en novembre, Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, a estimé que « malgré un contexte international incertain, l'Algérie continue d'enregistrer une bonne performance économique tirée par les dépenses publiques. Les politiques macroéconomiques prudentes suivies par le passé ont permis à l'Algérie de constituer une position financière confortable. Cependant, malgré des progrès importants, le taux de chômage reste relativement élevé, particulièrement chez les jeunes ». Le déficit budgétaire est attendu à 4 % du PIB en 2010 (6,8 % en 2009).

Sur le premier semestre 2010, la Banque centrale d'Algérie a indiqué que les réserves du Trésor se sont élevées à 292,3 milliards de dinars*, permettant de réduire le déficit à 61,3 milliards de dinars (228,7 milliards au premier semestre 2009) ; les réserves officielles de change ont atteint 146,23 milliards de dollars avec une dette extérieure évaluée à 4 milliards de dollars. La balance des paiements a enregistré un solde positif de 7,1 milliards de dollars à la faveur de l'accroissement des exportations d'hydrocarbures en valeur, qui sont passées à 27,6 milliards de dollars, soit une hausse de 38,3 % par rapport à la même période l'année précédente. Les volumes sont restés quasi stables.

Ambitieux programme d'investissements publics 2010-2014

Fort de cette consolidation financière et de ses réserves importantes, le gouvernement algérien a adopté en mai un nouveau plan d'investissements publics sur 2010-2014 d'un montant de 21 000 milliards de dinars (plus de 211 milliards d'euros). Ambitieux programme qui sera financé par des ressources nationales, notamment celles du Fonds de régulation des recettes (FRR), estimées à plus de 4000 milliards de dinars. Ce plan prévoit deux grands axes bénéficiant respectivement de 40 % de l'enveloppe : le développement humain et les infrastructures.

Dans le domaine de l'habitat, sont programmés 2 millions de nouveaux logements, dont 1,2 million livrables à la fin 2014. Sur le plan de la santé, sont prévues 1 500 infrastructures nouvelles, dont 172 hôpitaux et 377 polycliniques ainsi qu'un renforcement des personnels de la santé publique. La gratuité des soins dans le secteur public est maintenue.

Dans le domaine de l'eau, plusieurs projets sont programmés (35 barrages), dont celui prévoyant l'adduction d'eau sur

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,91 sur 5 ▲

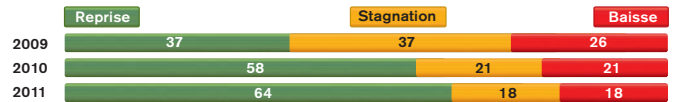
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau téléphonique mobile	▲	Efficacité de l'administration	▲
Distribution électrique	▲	Incitation à l'investissement	▲
Droit du travail	▲	Droit foncier	▲
Coût du fuel	▼	Impact du secteur informel	▶
Coût de la main-d'œuvre	▶	Protection de l'environnement	▲

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



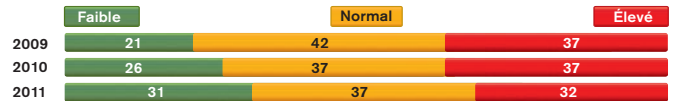
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



800 km à partir du bassin de Mekmen Ben Ammar de la wilaya de Naâma pour approvisionner le sud des wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, et d'autres régions des wilayas de Saïda. D'un coût de 40 milliards de dinars, le projet devrait démarrer avant la fin de l'année. Le barrage de Koudiat Acerdoune, d'une capacité de 220 millions de m³, a été réceptionné cette année. Quelque 278 milliards de dinars seront aussi consacrés au raccordement au gaz naturel et à l'électrification.

Pour les infrastructures, une enveloppe de près 10 000 milliards de dinars est prévue pour l'achèvement des grands projets en cours (rail, route, eau) et un peu plus de 11 000 milliards dans de nouveaux.

Par secteur, la répartition est la suivante :

- agriculture : 1 000 milliards de dinars ;
- promotion des PME : 150 milliards ;

Algérie (suite)

- développement industriel : 2 000 milliards de crédits bancaires bonifiés par l'État pour la réalisation de centrales électriques, le développement de l'industrie pétrochimique et la modernisation des entreprises publiques ;
- transport : 2 800 milliards avec notamment le développement du rail (6 500 km de voies ferrées prévus) et des transports publics (lignes de tramways dans 14 villes) ;
- emploi : environ 350 milliards avec l'objectif d'en créer 3 millions à l'horizon 2014.

Le projet de loi de Finances 2011 adopté fin novembre par les députés a entériné le plan quinquennal. Élaborée sur la base d'un taux de croissance de 4 % et d'une inflation de 3,5 %, il prévoit un déficit en partie comblé par le FRR. Outre les dépenses d'investissements, le budget de fonctionnement progresse aussi avec la hausse des salaires ainsi que le recrutement prévu de 50 000 fonctionnaires.

Frilosité de l'investissement étranger

Sont-ce les mesures prises depuis deux ans en faveur de l'économie nationale, notamment dans la loi de Finances complémentaire de 2009, ou la conjoncture internationale ? Sûrement un mélange des deux. Mais la tendance est nette : les investissements directs étrangers (IDE) ont chuté de 60 % en 2009 par rapport à 2008, selon le FMI. Et pour 2010, aucune amélioration semble se dessiner : ils seraient même en recul de 5 %, à 271 millions de dollars, pour le premier semestre 2010 par rapport à la même période en 2009.

Selon l'observatoire méditerranéen Anima-Mipo, les IDE baisseraient de plus de 25 % en 2010. Le réseau remarque que « l'Algérie est le seul pays méditerranéen où la baisse du nombre de projets d'investissement se double d'une diminution du nombre de partenariats, en l'occurrence très marquée : seulement 8 projets détectés en neuf mois contre 35 en 2009 ».

La loi de Finances complémentaire 2010 confirme pourtant l'orientation de 2009, avec notamment un renforcement du droit de préemption de l'État algérien sur la cession d'actifs détenus en Algérie par les investisseurs étrangers. Une mesure qui fait écho au désaccord entre Orascom Telecom (et sa filiale Djizzy) et l'Algérie, et la possible nationalisation de l'opérateur de téléphonie mobile alors que l'opérateur russe Vimpelcom espérait acquérir Djizzy pour 4,7 milliards d'euros. Un article de la loi prévoit aussi que toute modification de l'immatriculation au registre du commerce entraîne, au préalable, la mise en conformité de la société aux règles de répartition du capital, où le partenaire étranger ne peut plus être majoritaire...

En outre, l'Algérie a adopté en juillet un nouveau code des marchés publics, dont l'objectif est d'assurer une plus grande trans-

parence dans les procédures de passation des marchés publics, encadrant le recours au marché de gré à gré, qui devrait être exceptionnel, et en précisant les opérateurs économiques exclus de ce type de marché. Il prévoit également que les soumissionnaires étrangers doivent impérativement « *investir dans le cadre d'un partenariat [...] avec une entreprise de droit algérien, dont le capital est détenu majoritairement par des nationaux résidents* ». Une nouvelle mesure pour favoriser le développement de l'économie nationale.

Dans sa déclaration de politique générale le 21 octobre, le Premier ministre Ahmed Ouyahia a réaffirmé vouloir renforcer le rôle des opérateurs algériens, orientation politique qu'il justifie à partir de quatre constats : une croissance hors hydrocarbures substantielle mais fragile car alimentée par la dépense publique ; une politique de dépenses publiques qui a certes fait progresser le développement humain et créer des emplois mais aussi bénéficie à l'extérieur avec des importations élevées ; la faiblesse du poids de l'industrie nationale ; un niveau d'investissement étranger décevant. Et d'ajouter : « *L'Algérie n'a pas prioritairement besoin actuellement de capitaux étrangers, mais elle est cruellement en manque de savoir-faire, de technologie, de management moderne et de partenaires à même d'ouvrir demain d'autres marchés à des productions en association.* »

En dépit de ce climat d'investissement incertain, Alstom créera avec l'Entreprise du métro d'Alger (EMA) et Ferroviario une société mixte pour l'assemblage et la maintenance de rames de tramway en Algérie. Le tramway d'Alger devrait être opérationnel mi-2011, et serait suivi de ceux d'Oran et de Constantine, qui accusent aussi des retards. De même, l'assureur Axa devrait s'installer prochainement après avoir obtenu l'agrément du Conseil national de l'investissement (CNI) en novembre. Le constructeur automobile Renault aurait repris les négociations avec les autorités algériennes, au point mort depuis plusieurs mois, pour l'implantation d'une usine de montage puis de fabrication de véhicules.

Enfin, dans les hydrocarbures, un troisième appel d'offres pour l'exploitation de 10 blocs d'hydrocarbures répartis sur 5 bassins du sud algérien a été lancé le 2 septembre par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft). Dans l'agriculture, après une récolte record de céréales en 2009 à 6,1 Mt, l'Algérie devrait produire environ 4,56 Mt de céréales en 2010. À noter que cette année, le pays a procédé à sa première exportation d'orge depuis plus de quarante ans. En outre, il envisage pour la première fois de lancer la production commerciale de maïs afin de réduire les importations de céréales.

* Au 14 décembre 2010,
1 euro = 98,8437 dinars algériens.

Appelez vos partenaires en Afrique à prix discount !

Sans engagement - **Utilisable immédiatement** - Pas d'installation particulière



ALGERIE FIXE

0,09 € TTC/mn*

☎ **0821 615 600**



ALGERIE Mobile MOBILIS (213-66/69/96)



CAMEROUN Mobile



RDC Fixe & Mobile



COTE D'IVOIRE Fixe & Mobile



GABON Mobile



MALI Fixe & Mobile



CAMEROUN Fixe & Mobile

0,12 € TTC/mn*

☎ **0821 235 600**

0,225 € TTC/mn*

☎ **0891 655 600**



BENIN Mobile



RDC Mobile VODACOM (243-81)



MAURICE Fixe & Mobile



SENEGAL Fixe

0,15 € TTC/mn*

☎ **0826 105 600**



ALGERIE Mobile



CONGO BRAZZA Fixe & Mobile



MADAGASCAR Fixe & Mobile



MAROC Mobile



SENEGAL Mobile



TUNISIE Mobile

0,337 € TTC/mn*

☎ **0892 237 757**

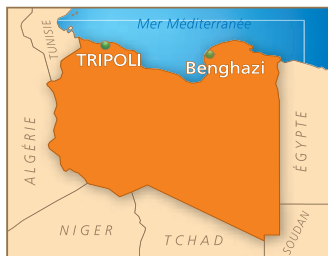
* Tarifs valables depuis une ligne France Télécom.
Toutes les communications sont facturées par l'opérateur de la ligne appelante.



- 1** COMPOSEZ LE NUMERO D'ACCES DIRECT CORRESPONDANT A LA DESTINATION
- 2** + NUMERO DE VOTRE CORRESPONDANT (00 + indicatif du pays appelé + N° + #)

Téléplanète®
www.teleplanete.com

Appels internationaux à prix discount



Libye

Chef de l'État : Mouammar Kadhafi • Premier ministre : Badhdadi Mahmoudi • Population (millions) : 6,4 • Superficie (km²) : 1 759 540 • PIB/hab (USD) : 12 020 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : -2,3 • Inflation 2009 (%) : 2,8 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 53

L'année 2010 a été marquée par une vigoureuse reprise de l'économie, avec un taux de croissance prévu de 10,6 % et une inflation contenue à 4,5 %. Elle a été tirée par la forte augmentation de la production pétrolière, à 1,85 million de barils par jour (b/j), mais aussi des autres secteurs soutenus par les dépenses publiques. Hors pétrole, l'économie croît à un rythme d'environ 7 %. Les investissements publics s'élèveront à environ 84 milliards de dinars libyens* en 2010 et le pays dispose de confortables réserves en devises (estimées à 150 milliards de dollars fin 2010, soit 160 % de son PIB).

À moyen terme, la production de pétrole pourrait atteindre 2,5 millions b/j grâce aux investissements étrangers et à l'utilisation de technologies avancées. L'activité d'exploration est intense (65 nouvelles découvertes de gaz et pétrole en 2009 et 21 sur le premier semestre 2010 !) et les réserves prouvées de pétrole ont grimpé à 46 milliards de barils. Cependant, certaines compagnies n'ont pas prolongé leurs licences, accordées pour cinq ans en 2005, comme Chevron, Oxy, Woodside Petroleum ou Liwa Energy. D'autres, Medco Energi, Oil India Ltd et Sonatrach, l'ont fait. À noter que les majors comme BP, Exxon Mobil et ENI ne sont pas concernés par ce renouvellement de licence.

En janvier 2010, le pays a adopté une nouvelle loi sur l'imposition des revenus, en ramenant à deux le nombre de taux

(10 % pour les particuliers, 20 % pour les entreprises). Le programme de privatisations s'annonce chargé : début 2011, devraient être mis en Bourse 30 % du capital des deux opérateurs de téléphonie mobile, al Madar et Libyana, ainsi que 10 % d'Iron and Steel Compagny. La National Commercial Bank est aussi sur la liste mais la récente affaire de la Bank Sahara, dont BNP Paribas est actionnaire depuis 2007, pourrait ralentir le processus.

À l'extérieur, la Libye demeure très active, notamment en Afrique. Son bras armé, la Libya Arab Africa Investment Company (LAAICO), avait déjà investi près de 2 milliards de dinars en 2008 dans des secteurs très variés (tourisme, agriculture, industrie, mine...). En 2010, la LAP Green Network (Lybia Africa Portfolio), notamment, a acquis 60 % du capital de la Société des télécommunications du Tchad pour 90 millions de dollars.

Si la Libye est de retour au sein de la communauté internationale, les relations sont toujours fluctuantes et non à l'abri de tensions. Cela a été le cas avec l'Union européenne, notamment la Suisse, concernant les mesures de restriction de visas, depuis résolues.

* Au 24 novembre 2010, 1 dinar libyen = 0,6076 euro ;
1 euro = 1,6457 dinar libyen.

COMMUNIQUEZ POUR EXPORTER

Exporter, c'est savoir se vendre

C'est pourquoi Amarena vous propose, en France, les outils de communication qui vous seront utiles là-bas.

amarena
agence de communication

Contact / Tél. : 01 45 26 66 79 ou contact@amarena.fr

OilLibya
Feel Africa's energy !

Libya Oil vous offre des produits de haute qualité, qui améliorent la performance de vos moteurs et allongent leur durée de vie tout en protégeant l'environnement.

- Industrie
- Réseau
- Aviation
- Lubrifiants

06 BP 9146 Ouagadougou, Burkina Faso
Tél. : 50 33 51 68/69 • Fax : 50 30 77 64
E-mail : info@libyaoil.bf • www.libyaoil.bf



La Compagnie Fruitière

produit, transporte, mûrit et distribue une large gamme de fruits : bananes, ananas, exotiques et produits issus du maraîchage, en provenance notamment d'Afrique de l'Ouest, et à destination du marché européen. Les plantations du Groupe ont mis en place une politique sociale et environnementale volontariste, comme l'attestent les nombreuses certifications qui leur ont été délivrées.



Site internet : www.compagniefruitiere.com



COMPAGNIE
FRUITIERE



Maroc

Chef de l'État : Mohammed VI • Premier ministre : Abbas El Fassi • Population (millions) : 32 • Superficie (km²) : 446 550 • PIB/hab (USD) 2009 : 2 790 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 2010 : 4,9 • Inflation 2009 (%) : 2010 : 1 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 114

Après avoir bien résisté à la crise en 2009, le Maroc devrait enregistrer en 2010 un taux de croissance de 4 %, légèrement en dessous de celui de 2009. La campagne céréalière 2009-10 est moindre, à 75 millions de quintaux, en retrait de plus de 26 %, mais elle demeure supérieure à la moyenne des cinq dernières années. Pour la campagne 2010-11, le gouvernement a pris un train de mesures parmi lesquelles la subvention des semences céréalières. Mais, globalement depuis le 4^e trimestre 2009, la reprise est amorcée dans de nombreux secteurs avec une évolution favorable. Les exportations ont progressé de près de 16 % sur les neuf premiers mois de 2010, à un rythme plus élevé que les importations.

Le groupe de l'Office chérifien des phosphates (OCP), qui cherche à se développer à l'international en gardant un œil sur d'éventuelles acquisitions, a réalisé une excellente année avec une progression de près de 61 % de sa production sur les neuf premiers mois de 2010 (après une baisse de 42 % en 2009), et de 32 % de ses exportations (26 milliards de dirhams*). Dans le secteur industriel, on observe une reprise, encore timide, des industries de l'habillement, du cuir, des chaussures, des machines d'équipement et d'automobiles. Le secteur des télécommunications est toujours très dynamique, porté par la téléphonie mobile et Internet, ainsi que le secteur financier. Il représente plus du quart de la valeur ajoutée créée.

Quant au tourisme, la dynamique a été aussi réamorcée au 4^e trimestre 2009 et à la fin septembre 2010 : les arrivées touristiques et les nuitées ont augmenté en glissement annuel d'un peu plus de 10 % (7,5 millions de touristes) avec une hausse des recettes voyage de 6,4 % (42,6 milliards de dirhams). 2011 verra le démarrage de la réalisation du plan Vision 2020.

La reprise des IDE n'est pas encore au rendez-vous : ils se situent, comme en 2009, à environ 18 milliards de dirhams. Cependant, ils devraient, selon le ministre de l'Industrie Ahmed Chami, rebondir en 2011 avec des projets importants dans les engrais et l'automobile (Renault et Valéo, mais aussi le Japonais Denso). Et l'effort d'investissement de l'État, depuis trois ans déjà, s'est poursuivi en 2010 avec 162 milliards de dirhams. **Pour 2011**, le gouvernement a fait le choix de maintenir les dépenses dans les infrastructures et les secteurs sociaux ainsi que de soutenir les grands plans structurants du Maroc (plan Émergence, Vision 2020, plan Maroc Vert, etc.). Ainsi ont été lancés en juin 2010, les travaux de la ligne TGV entre Casablanca et Tanger, qui devrait entrer en service en 2015.

Le pays a pris une orientation résolument « verte » et « durable » avec l'ambition de porter à 20 % sa part d'énergies renouvelables dans la production d'électricité en 2012 et de 42 % en

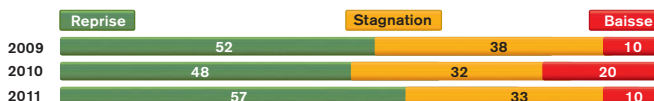
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,2 sur 5 ▲

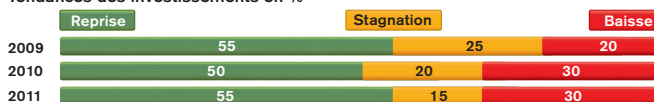
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures aéroportuaires	▲	Délais des procédures judiciaires	▼
Réseau téléphonique mobile	▲	Jugements arbitraires	▼
Distribution électrique	▲	Impact du secteur informel	▼
Qualité du secteur bancaire	▲	Corruption	▼
Coût du transport routier	▲	Valorisation sociale des personnes	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



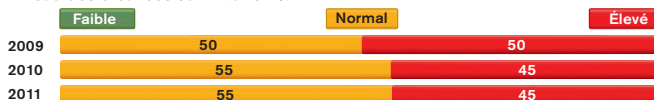
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



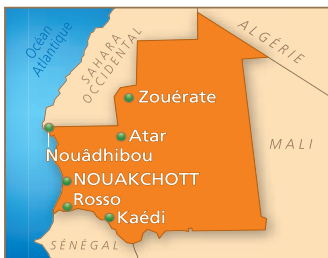
Niveau des créances sur l'État en %



2020 avec l'éolien, le solaire et l'hydroélectricité. D'ici à la fin de l'année devrait être lancé l'appel d'offres pour la construction de la première centrale solaire de 500 mégawatts à Ouarzazate. Le projet d'énergie solaire, d'un coût de 9 milliards de dollars, prévoit la construction de 5 centrales au total et s'inscrit dans le cadre du Plan solaire méditerranéen (PSM).

L'année 2010, durant laquelle le Roi Mohammed VI a fêté ses dix ans d'accession au trône, a été aussi marquée par l'installation, en janvier, de la Commission consultative de la régionalisation (CCR), qui devrait donner une forte impulsion au chantier de la régionalisation et modifier profondément l'organisation administrative et territoriale du pays.

* Au 24 novembre 2010, 1 dirham = 0,0895 euro ;
1 euro = 11,1788 dirhams.



Mauritanie

Chef de l'État : Mohamed Ould Abdelaziz • Premier ministre : Moulaye Ould Mohamed Laghdaf • Population (millions) : 3,3 • Superficie (km²) : 1 025 520 • PIB/hab (USD) 2009 : 960 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : -1,1 • Inflation 2009 (%) : 2,2 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 136

Les chocs externes et la situation politique ont contraint la croissance en 2009 (-1,1 %), accru le déficit courant (13 % du PIB) et réduit les réserves de change (238 millions de dollars, soit 2,2 mois d'importation). Le retour à la paix ainsi que des baillleurs de fonds internationaux, la hausse des cours des minerais (fer et cuivre), ont permis un retour de la croissance (estimée à 4,7 % en 2010). Mais la situation demeure fragile avec un taux de pauvreté estimé à 42 % de la population par le PNUD. En mars 2010, le pays a conclu une Facilité élargie de crédit (FEC) de 77,28 millions de DTS (environ 118 millions de dollars) sur la période 2010-2012. Le programme s'articule autour de la consolidation fiscale avec la réduction de la dette publique, une politique monétaire prudente, une plus grande flexibilité du taux de change, le renforcement du système financier et de l'intermédiation avec, notamment, la réforme du système bancaire et l'amélioration du climat des affaires.

Les espoirs formulés dans l'exploitation pétrolière du champ de Chinguetti ont été bien en dessous des attentes. La production, estimée à 75 000 barils par jour (b/j) en 2006, est tombée à 10 000 b/j en 2009 et pourrait encore baisser à 7 500 b/j en 2010. Et le tourisme est sinistré depuis deux ans en raison des menaces d'Al Qaïda dans la région.

Dès lors, le pays se recentre sur le secteur minier, second poste d'exportation après la pêche. En novembre dernier, s'est ainsi tenue à Nouakchott la première conférence-exposition sur les mines réunissant près d'une quarantaine de sociétés internationales. L'intérêt des investisseurs étrangers ne se dément pas : le Suisse Xstrata a pris le contrôle de l'Australien Sphere Minerals, qui travaille en joint-venture avec la Société nationale industrielle et minière de Mauritanie (Snim) dans trois projets d'exploitation du fer. Le plus important est celui de Guelb El Aouh, qui devrait produire dans trois ans entre 4 et 5 millions de tonnes (Mt) de fer. Si Xstrata n'a pas confirmé les chiffres donnés par le ministre mauritanien de l'Industrie et des mines, Mohamed Abdellahi Ould Oudaa (qui a parlé d'un investissement de 6 milliards de dollars pour porter la production de fer à 50 Mt par an), elle s'est néanmoins engagée « à créer une activité de minerai de fer de premier ordre et la Mauritanie va jouer un rôle clé dans cet objectif ».

La production de fer a chuté de 9 % en 2009 à 10,3 Mt (11,2 Mt en 2008). En revanche, la production de cuivre, opérée par First Quantum à Guelb Moghrein, a progressé de près de 9 % à 36 000 t, et celle d'or, opérée par Red Back à Tasiast, de 26 % à 7,8 t. Selon la Snim, la production de fer devrait remonter à 11,4 Mt en 2010 et 12,3 Mt en 2011. En

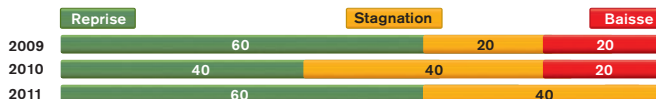
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,54 sur 5 ▲

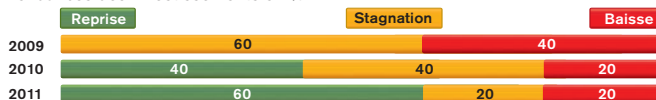
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures portuaires	▲	Réseau ferré	▼
Réseau téléphonique mobile	▲	Fraude fiscale	▲
Tarifs douaniers	▲	Délais des procédures judiciaires	▼
Droit foncier	▲	Facilités de crédit aux entreprises	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Corruption	▲

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



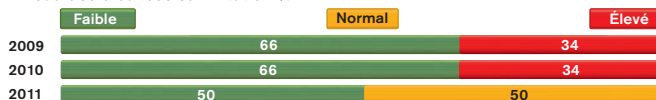
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



outre, en novembre dernier, elle a créé en partenariat avec la Chine (qui détient 20 % du capital), une nouvelle filiale, Tazadit-Souterrain, spécialisée dans l'exploitation des mines souterraines. Les travaux pour l'expansion du port minéralier de Nouadhibou (1 milliard de dollars d'investissements), propriété de la Snim, ont démarré en avril.

Dans l'or, la société canadienne Kinross, qui a augmenté sa participation dans la société Red Back à 63 % et qui possède une mine au Ghana (Chirano Gold) et en Mauritanie (Tasiast), pourrait doubler la production d'or dans les trois ans à venir. En outre, le pays pourrait devenir à moyen terme un producteur d'uranium avec la confirmation par la Canadienne Forte Energy de la découverte de 1,33 Mt d'uranium dans le nord du pays, à Bir En Nar.



Tunisie

Chef de l'État : Zine El Abidine Ben Ali • Premier ministre : Mohamed Ghannouchi • Population (millions) : 12,9 • Superficie (km²) : 163 610 • PIB/hab 2009 (USD) : 3 720 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 3,1 • Inflation 2009 (%) : 3,5 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 98

La Tunisie, bien que très dépendante des pays européens pour son commerce extérieur, a surmonté la crise mondiale en 2009. Avec la reprise des exportations et le soutien de la demande intérieure, elle devrait enregistrer un taux de croissance de 3,8 % en 2010 avec une inflation contenue à 4,5 %. En revanche, le déficit du compte courant se creusera en 2010 (4,1 % du PIB à fin octobre), suite à la détérioration de la balance commerciale, entraînant une baisse des réserves extérieures (5 mois d'importations à fin novembre 2010). Pour financer son budget 2011, la Tunisie devrait avoir recours au marché financier international au début de l'année prochaine pour près de 4 milliards de dinars*.

Au plan agricole, la production a diminué fortement avec une récolte céréalière en retrait de plus de 50 % à 10,8 millions de quintaux (24,5 millions la campagne précédente). Les besoins en importations devraient être de plus de 2 Mt de blé en 2010, soit une facture élevée compte tenu de la hausse des cours mondiaux.

L'industrie se porte mieux. La Banque centrale de Tunisie observe une reprise de la production, notamment les industries mécaniques et électriques, qui s'est traduite par une hausse des exportations de 7,5 à 35 % selon les secteurs. Le tourisme en revanche n'est pas parvenu à redécoller. Sur les neuf premiers mois de l'année, les arrivées sont en légère baisse (- 0,9 %) à 5,5 millions de visiteurs, avec une forte régression des touristes maghrébins. Les recettes touristiques sont néanmoins restées stables.

Les investissements directs étrangers (IDE) sont orientés favorablement, avec une progression de 6,5 % sur les neuf premiers mois de l'année (1 700 millions de dinars), et concernent pour moitié le secteur énergétique très dynamique. Dans les télécommunications, le troisième opérateur, Orange, a démarré en mai. Il a bénéficié d'un atout face à ses concurrents Tunisie Telecom et Tunisiana : une licence 3G. Par ailleurs, l'Égyptien Orascom a cédé en novembre ses parts dans Tunisiana (pour 1,2 milliard de dollars) à un consortium composé de la filiale de Qatar Telecom, Wataniya, qui détenait déjà 50 % du capital, et emmené par le Tunisien Princess Holding.

Le pays ambitionne de devenir un pôle de services bancaires et une place financière régionale avec notamment la convertibilité du dinar avant la fin 2014 (sont déjà libéralisées la plupart des opérations financières des entreprises avec l'étranger), l'accroissement du capital minimum des banques à 100 millions de dinars et le développement du marché financier. À cet égard, a été adopté en juin un projet de loi encourageant les entreprises à s'introduire en Bourse : un allègement fiscal pendant cinq ans leur est offert si elles ouvrent au moins 30 % de leur capital au public.

De fait, la Bourse de Tunis est très active. Elle a accueilli 4 nouvelles sociétés en 2010 (Tunis Re, Carthage Cement, Ennakl Automobiles et Modern Leasing), portant le nombre d'entreprises cotées à 46. La capitalisation totale atteignait 15,8 milliards de dinars au

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,54 sur 5 ▲

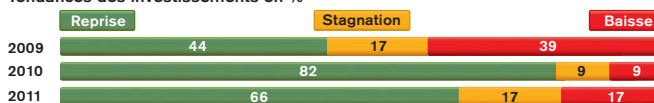
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures portuaires	▲	Réseau téléphonique fixe	▼
Infrastructures aéroportuaires	▼	Efficacité de l'administration	▶
Niveau de la fiscalité	▲	Délai des procédures judiciaires	▲
Sécurité des personnes	▼	Droit foncier	▲
Coût de la main d'œuvre	▲	Coût du transport maritime	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



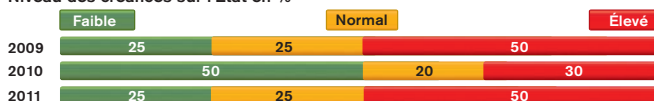
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



30 novembre, en hausse de 23 % par rapport à 2009, et les transactions ont progressé de 50 % en 2010. Le projet de port financier, porté par Gulf Finance House (3 milliards de dollars), s'inscrit dans cette perspective et sa construction devait démarrer à Tunis en décembre. Dans le secteur bancaire, la banque koweïtienne Burgan Bank a finalisé en juin l'acquisition de tous les actifs que la United Gulf Bank (UGB) détenait dans Tunis International Bank (TIB) pour 750 millions de dollars. En outre, le gouvernement étudie la fusion de la Société tunisienne de banque (STB) et de la Banque de l'habitat (BH).

Si la Tunisie ne cherche pas à se détourner de l'Europe – sa demande de candidature à un statut « avancé » dans ses relations avec les pays de l'UE a été déposée en mars 2010 –, elle avance ses pions pour une diversification de ses partenaires, en particulier en Afrique. Un accord commercial préférentiel a été signé avec l'Uemoa et des négociations sont en cours pour des accords de libre-échange avec la Cemac et certains pays en Afrique du Nord.

* Au au 5 décembre 2010, 1 euro = 1,92767 dinar tunisien.

Business Pack



* Conditions disponibles sur demande.

Notre nouvelle solution pour vos voyages d'affaires

Pour faciliter vos déplacements en Afrique subsaharienne, nous vous avons conçu ce package sur mesure. Le forfait **Business Pack*** inclut **Chambre, petit déjeuner & accès Internet** dans un **hôtel du groupe Accor + Voiture** (avec ou sans chauffeur).

Réervations exclusivement sur www.accorhotels.com • Contact : Martine.Alamelou@accor.com

Europcar

accorhotels.com

Bénin



Chef de l'État : Thomas Boni Yayi • Population (millions) : 6,75 • Superficie (km²) : 112 622 • PIB/hab 2009 (USD) : 359 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 2,5 • Inflation 2009 (%) : 2,2 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 134

La croissance sera encore modeste en 2010, à 2,8 %. Contrairement à la majorité des pays de la sous-région, le Bénin ne parvient pas à retrouver son rythme de croissance de 5 % de 2008. La politique de relance initiée en 2009 pour amortir les effets de la crise mondiale a dû être stoppée pour ne pas accumuler les arriérés. Le déficit budgétaire (hors dons) devrait s'établir à 6 % du PIB et le solde extérieur courant à -9,6 % en 2010. En juin, le pays a bénéficié d'un accord triennal pour une Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI de 109 millions de dollars. Une certaine volonté d'assainissement du climat des affaires semble se manifester dans le pays. En août 2010, l'Inspection générale de l'État (IFE) a ainsi mis en exergue plusieurs affaires de corruption de grande ampleur touchant le sommet de l'État (plusieurs anciens ministres impliqués) avec le transfert de certains dossiers à la Haute cour de justice. Les dossiers suivants sont cités : la collecte et placements illégaux de fonds avec la faillite d'ICC Services et d'autres ONG (environ 100 milliards FCFA) ; un détournement de plus de 2 milliards FCFA à la Société béninoise d'énergie électrique (SBEE) ; le non-respect de plusieurs dispositions dans des marchés de gré à gré passés pour les travaux réalisés dans le cadre de la tenue de la Conférence des pays sahélo-sahéliens (Cen-sad) à Cotonou en 2008 (mise en cause de la responsabilité de l'ex-ministre de l'Économie et des finances, Soule Mana Lawani).

L'agriculture est plutôt bien orientée. La campagne 2009-2010 s'est soldée par une production totale de 8,8 Mt, en hausse de 3,8 % par rapport à 2008-09, selon le ministère de l'Agriculture. Les céréales ont enregistré de belles performances (+19 %), en particulier le maïs (+23,2 %), le riz (+37,7 %) et le manioc (+10,7 %). En revanche, le coton, les cultures maraîchères et l'igname reculent. Quant à la production halieutique, principalement la pêche continentale, elle progresse de 6,5 % à près de 40 000 t en 2009.

La campagne 2010-11 est placée sous le sceau de la mécanisation. Après plusieurs années de marasme, on devrait assister à une légère reprise de la production de coton (173 000 t prévues), mais bien en dessous des objectifs fixés (220 000 t). En mai dernier, le gouvernement a approuvé la proposition de l'Association interprofessionnelle du coton (AIC), de réformer la filière avec notamment la création des Coopératives villageoises de producteurs de coton (CVPC), et le renforcement du personnel d'encadrement et des capacités des élus des nouvelles coopératives.

Quelques investissements étrangers notables ont été enregistrés cette année. La participation de l'État dans le capital de la société des ciments d'Onigbolo (51 %) a ainsi été cédée à SCB-Lafarge en mars tandis que la privatisation de Bénin

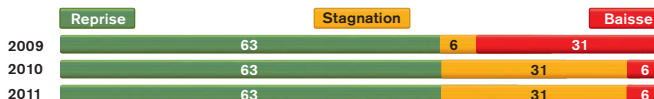
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,38 sur 5 ▼

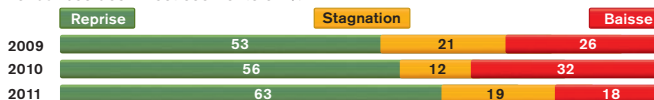
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures aéroportuaires	▶	Réseau ferré	▶
Réseau téléphonique mobile	▲	Fraude fiscale	▼
Qualité du secteur bancaire	▶	Impact du secteur informel	▼
Sécurité des personnes	▲	Coût de l'électricité	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



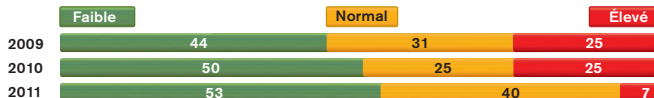
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Télécom, qui provoque des remous sociaux, a pris du retard mais le processus est lancé. Le Port autonome de Cotonou (PAC) n'a pas encore installé son guichet unique, mais il bénéficie d'importants financements pour sa modernisation tant du MCA (Millennium Challenge Account) que du groupe Bolloré, qui a obtenu la concession du port en août 2009. Dans le secteur bancaire, la Banque gabonaise et française d'investissement (BGFI) a obtenu en avril l'agrément des autorités monétaires pour implanter une filiale dans le pays dotée d'un capital de 10 milliards FCFA. C'est la première incursion de cette banque en Afrique de l'Ouest.

Au plan politique, se tiendront l'année prochaine des élections présidentielles qui s'annoncent serrées et délicates pour le président actuel, s'il se représente.



INTER EQUIPEMENT
FRANCE

L'équipement médical dans son ensemble !



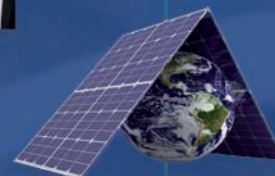
OXYGENE



AMBULANCE



EAU POTABLE



ENERGIE SOLAIRE



HOPITAL EN KIT



INCINERATION

La référence qualité prix

www.inter-equipement.com



France :
INTER EQUIPEMENT
FRANCE

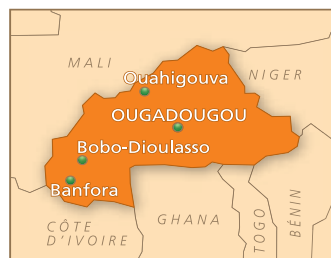
BP 81 - F 33293 Bordeaux-Blanquefort Cedex
Tel: +33 (0) 556 352 398 - info@inter-equipement.com



Madagascar :
INTER EQUIPEMENT
MADAGASCAR

Zone Galaxy - Andraharo - BP 685 - CP 101 Antananarivo
Tel: +261 (0)20 23 320 42 - iem@inter-equipement.com

Burkina Faso



Chef de l'État : Blaise Compaoré • Premier ministre : Tertius Zongo
• Population (millions) : 15,7 • Superficie (km²) : 274 122 • PIB/hab 2009 (USD) : 296 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 3,2 • Inflation 2009 (%) : 2,6 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 161

Côté politique, la stabilité est confirmée. Le président Blaise Compaoré a été réélu le 21 novembre dernier dès le premier tour à plus de 80 % des voix. Au plan économique, la croissance a rebondi en 2010 et devrait atteindre 5,5 % avec une bonne campagne agricole, des termes de l'échange améliorés et un secteur minier dynamique. Bien que la situation financière reste fragile, le taux d'inflation devrait être contenu à 1 %.

En janvier a été adoptée la stratégie de réforme de la fiscalité avec l'instauration d'un impôt sur les sociétés et la rationalisation des exonérations fiscales accordées dans le cadre du Code des investissements. Au niveau des privatisations, l'État a renoncé en mars dernier à confier la gestion de l'électricité (Sonabel) et de l'eau (Onea) au secteur privé. Elles seront néanmoins assujetties à une gestion de « type privé », assortie d'un contrat de performance. L'ouverture du capital de la Société nationale burkinabè des hydrocarbures (Sonabhy) au privé est maintenue ainsi que la vente du segment commercial du Bureau des mines et de la géologie du Burkina (Bumigeb) et de la Société d'exploitation hôtelière Silmandé (SEHS). La privatisation partielle du Centre de contrôle des véhicules automobiles (CCVA) a été réalisée avec la cession de 51 % de son capital à Burkina Contrôle SA pour 2,04 milliards FCFA.

Mais c'est le secteur minier, en pleine ébullition, qui tient la vedette actuellement. Deux nouvelles mines d'or se sont ajoutées cette année aux 4 existantes (Taparko, Youga, Mana, Falsaka). En avril, a été inaugurée la mine d'Inata opérée par la Société des mines de Belahourou (SMB), détenue à 90 % par la Britannique Avocet Mining TLC (125 milliards FCFA d'investissement). D'une durée de vie de sept ans, elle devrait produire 30 t et dégager 6 milliards FCFA de revenus fiscaux pour l'État. En octobre, c'était au tour de la mine d'Essakane, opérée par le Canadien lamgold (228 milliards FCFA d'investissements). D'une durée de vie de douze ans, elle devrait produire 130 t et rapporter quelque 20 milliards FCFA par an au Trésor burkinabè. Enfin, l'ouverture de la mine de zinc de Perkoa, opérée par l'Australien Blackthorn Resources, a redémarré après avoir été interrompue en 2008 (premiers minerais attendus en 2012) et la mine de manganèse de Kiérest est en construction.

Une nouvelle déclaration de politique minière et un Code minier sont en cours d'élaboration, prévoyant notamment la création d'un Fonds minier de développement local (FMDL). Selon le ministre des Mines, Abdoulaye Kader Cissé, le Burkina Faso devrait produire 22 t d'or en 2010, soit près du double de 2009 (11,7 t) et quatre fois plus qu'en 2008 (5,5 t). L'or est devenu en 2009 le premier produit d'exportation, détrônant le coton avec 180 milliards FCFA, contre 120 mil-

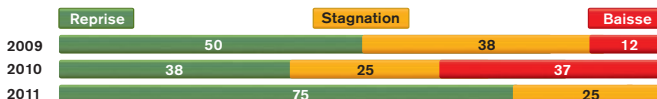
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,74 sur 5 ▶

Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau routier	▼	Délais des procédures judiciaires	▲
Efficacité de l'administration	▲	Corruption	▶
Droit du travail	▶	Coût de l'électricité	▲
Sécurité des personnes	▲	Réseau Internet	▼
Fiabilité des partenaires	▲	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises

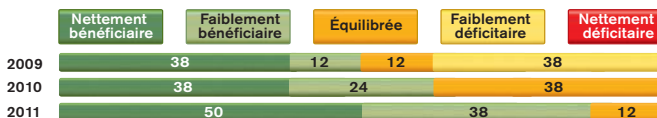
Tendances du chiffre d'affaires en %



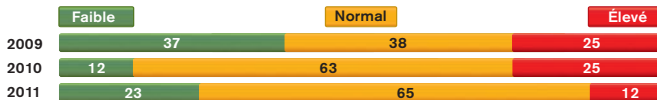
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



liards pour le coton. Les recettes devraient augmenter à 300 milliards FCFA en 2010.

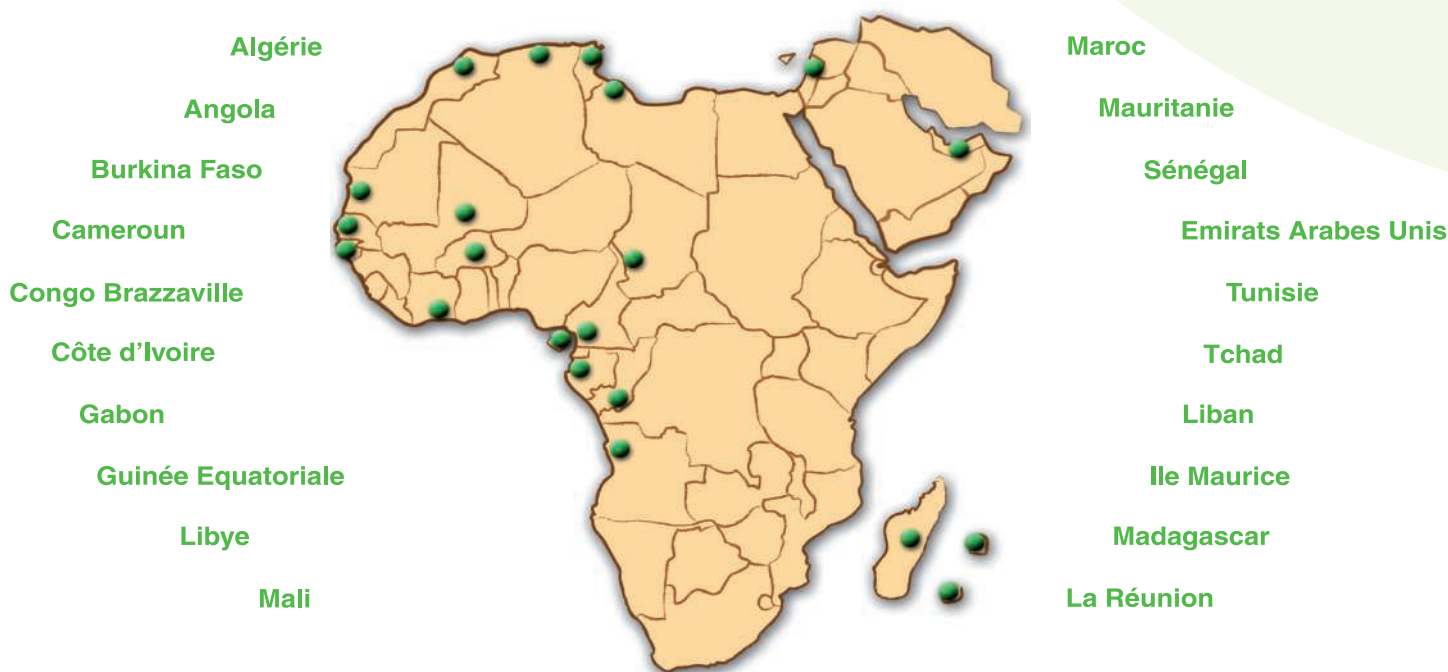
Si le coton a perdu sa première place parmi les exportations, sa contribution à l'économie du pays demeure majeure, notamment en termes d'emploi (3 millions de personnes). Avec la reprise des cours – ils ont gagné plus de 60 % depuis début 2010 –, la production est en hausse : elle devrait atteindre 500 000 t en 2010-11, avec 80 % des superficies emblavées en coton Bt. La restructuration de la principale société cotonnière, la Sofitex, est en cours. Par ailleurs, la campagne agricole 2010-11 se présente sous les meilleurs auspices avec une production céréalière estimée à 4,5 Mt, soit 23 % de plus que celle de 2009-10. Un excédent céréalière de près de 1 Mt serait dégagé.

LA PUISSANCE D'UN GRAND GROUPE...

NOS MÉTIERS

Inspection Tierce Partie - Assistance Technique
Formation-Laboratoire / Essais / Mesures
Conseil : Organisation, QSE, Ressources Humaines

LA REACTIVITE DE NOS IMPLANTATIONS PROCHES DE VOS PREOCCUPATIONS



**...UNE SYNERGIE PERMETTANT DES POSSIBILITES D'INTERVENTION
SUR TOUTE LA ZONE AFRIQUE - OCEAN INDIEN - MOYEN ORIENT**

**L'APAVE accompagne de nombreux
opérateurs de tout secteur d'activité :**

Pétrole et Gaz
Nucléaire
Industrie
Services
Institutions Publiques
et Interétatiques

Bâtiment / Genie Civil
Infrastructures,
Transport,
Travaux Publics
Energie / Mines / Eau

APAVE

ZI avenue Gay Lussac
33370

Artigues-près-Bordeaux
Tél. : + 33 (0)5 56 77 27 42
Fax : + 33 (0)5 56 77 31 93
contact.overseas@apave.com
www.apave-international.com
www.apave.com



Cap-Vert

Chef de l'État : Pedro Pires • Premier ministre : José Maria Neves
• Population : 500 000 • Superficie (km²) : 4 033 • PIB/hab 2009 (USD) : 1 776 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 3 • Inflation 2009 (%) : 1 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 118

La croissance a été ralentie en 2009, la récession mondiale impactant le tourisme (10 % du PIB, et en recul de 13 % en 2009), les flux d'IDE et le BTP. Pour amortir la crise, le gouvernement a adopté une série de mesures contra-cycliques dont un programme d'investissement public élargi, en hausse de 45 %, poursuivi en 2010 (réseau routier, distribution d'électricité, modernisations des ports). En revanche, les transferts de la diaspora – 700 000 Cap-Verdiens résident à l'étranger – qui représentent 12 % du PIB, n'ont que très légèrement baissé. **Le Cap-Vert a retrouvé le chemin de la croissance en 2010** avec une progression estimée à 5,4 % et une inflation contenue à 1,8 %. Le déficit des finances publiques devrait rester élevé (13,5 % du PIB). Les réserves seront sensiblement au même niveau qu'en 2009, à 2,8 mois d'importation.

En novembre, le Cap-Vert a signé avec le FMI un nouveau PSI (Policy Support Instrument), programme de soutien sans financement. Fortement tributaire de l'aide publique et des prêts à des conditions préférentielles, le pays doit faire face au problème posé par sa requalification de la catégorie des PMA à celle des pays à revenu intermédiaire en 2008. Le gouvernement s'est empressé de solliciter les bailleurs de fonds pour obtenir des fonds à des conditions encore concessionnelles, avec succès.

Face aux difficultés de financement, l'UE a octroyé 9 millions d'euros dans le cadre du mécanisme Vulnérabilité Flex (V-Flex) en novembre. La BAD et le FAD ont accordé une aide budgétaire sous la forme d'un prêt de 20 millions d'euros. Enfin, le pays devrait bénéficier prochainement d'un second programme avec le Millenium Challenge Account (MCA) (le premier avait une enveloppe de 110 millions de dollars). Le pays cherche aussi à diversifier ses partenaires – le Portugal restant le premier – et se tourne notamment vers les pays du Sud (Maroc, Inde...).

Côté énergie, deux nouvelles centrales thermiques d'une capacité de 10 MW devraient être opérationnelles en 2011 à Praia. En outre, le pays investit fortement dans les énergies « vertes ». Deux centrales photovoltaïques de 5 MW chacune, situées à Praia et sur l'île de Sal, fonctionnent depuis octobre. Financées par une ligne de crédit de 100 millions d'euros du Portugal, elles devraient générer 4 % de l'électricité totale produite sur l'archipel. La même ligne de crédit finance la construction de quatre parcs éoliens dans les îles de Santiago (10 MW), Sao Vicente (6 MW), Sal (8 MW) et Boa Vista (4 MW). À terme, les énergies renouvelables devraient fournir un quart des besoins en électricité.

Dans le domaine bancaire, la loi relative au secteur offshore est en cours de révision. Elle abolira la distinction entre banque

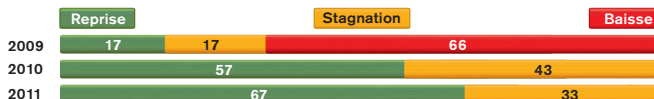
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,99 sur 5 ▲

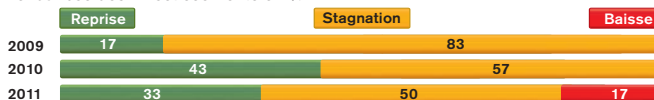
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau routier		Distribution électrique	
Efficacité de l'administration		Délais des procédures judiciaires	
Droit du travail		Financement des importations	
Sécurité des personnes		Niveau de formation de l'encadrement	
Fiabilité des partenaires		Coût de l'électricité	

Bilan des entreprises

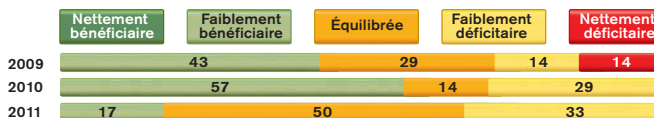
Tendances du chiffre d'affaires en %



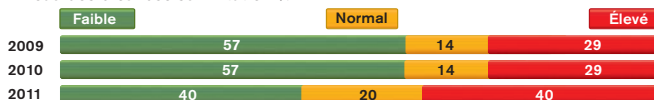
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



offshore et banque onshore mais les avantages accordés aux premières seront maintenus jusqu'en 2017. À noter que le groupe Ecobank s'est installé à Praia en juillet.

Le Cap-Vert fait figure de modèle en Afrique sub-saharienne en matière de gouvernance, de climat des affaires, de développement humain (2^e pays d'Afrique) avec la possibilité d'atteindre les Objectifs du millénaire en 2015. Dans le dernier rapport Doing Business, la Banque mondiale souligne que ce pays, qui a progressé de 8 places, fait partie des 10 du monde qui ont le plus amélioré leur climat des affaires en 2009 : il aurait facilité la création d'entreprises en informatisant son système d'octroi de licences, en facilitant l'enregistrement de propriétés et en abolissant certains droits fiscaux.

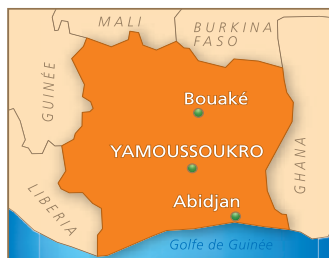


Les systèmes intelligents démarrent avec Thales.

AÉRONAUTIQUE & ESPACE • DÉFENSE • SÉCURITÉ • TRANSPORT

THALES

Smarter. Safer.



Côte d'Ivoire

Population (millions) : 18,9 • Superficie (km²) : 322 463 • PIB/hab 2009 (USD) : 532 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 3,8 • Inflation 2009 (%) : 1 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 149

Attendues depuis cinq ans, les élections présidentielles en Côte d'Ivoire ont plongé le pays à nouveau dans la crise politique et font craindre une reprise d'un conflit intérieur, voire une nouvelle partition du pays. Au moment où nous mettons sous presse, la Côte d'Ivoire a deux présidents et deux Premiers ministres. À l'issue du deuxième tour le 31 octobre, Alassane Ouattara a été déclaré vainqueur avec 54,1 % des voix par la Commission électorale indépendante (CEI), résultat certifié par les Nations unies, mais le Conseil constitutionnel, présenté comme acquis à Laurent Gbagbo, a ensuite annoncé la victoire de ce dernier avec 51 % des voix après avoir invalidé des centaines de votes dans le Nord du pays. L'épreuve de force était ainsi engagée avec une issue incertaine. Alassane Ouattara a, notamment, le soutien de l'Union africaine, de la communauté internationale, et des ex-forces rebelles, toujours armées, tandis que Laurent Gbagbo a, entre autres, celui du Conseil constitutionnel et de l'Armée.

Au plan économique, après une tendance ascendante depuis 2006, le pays devrait voir sa croissance ralentir en 2010 à 3 %. Si les cours des matières premières ont été globalement favorables aux exportations, un contexte politique tendu, des coupures inhabituelles d'électricité et des grèves au premier semestre ont pénalisé la croissance. Le processus d'annulation de dette entamé en 2009 aux Clubs de Paris et de Londres a apporté une marge de manœuvre pour les finances publiques mais ne permet pas d'accroître le faible taux d'investissement (environ 10 % du PIB). Parvenir au point d'achèvement du traitement de la dette extérieure sera déterminant pour la reprise de l'économie.

Les cours du cacao ont été globalement en retrait en 2010, après une très belle performance en 2009, mais demeurent rémunérateurs : les fondamentaux sont haussiers. La production cacaoyère en Côte d'Ivoire s'est établie à 1,2 Mt tonnes en 2009-10, en légère baisse (-0,6 %) par rapport à 2008-09. La Côte d'Ivoire est aussi un important producteur africain de caoutchouc naturel, dont les cours se sont appréciés de 42 % depuis janvier, mais aussi d'huile de palme qui a gagné 30 % depuis le début de l'année. De même pour le coton, dont la production a diminuée de moitié depuis les troubles de 2002 et se situe à 185 000 t en 2009-10.

Les cours élevés de nombreuses matières premières ont favorisé les recettes d'exportation du pays, qui ont représenté 55,8 % du PIB en 2010 contre 49,8 % en 2009. Le pétrole s'est aussi apprécié, mais plus modestement : la production s'établit à environ 50 000 barils par jour. Total a acquis en octobre une participation de 60 % dans le permis CI-100, et devient opérateur aux côtés de Yam's Petroleum (25 %) et de Petroci (15 %).

De façon tout à fait inhabituelle, le pays a connu quatre mois de délestage d'électricité (février-avril), la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) accusant un déficit de production de 150 MW suite à la défaillance d'une turbine fin 2009. Pour faire face à la crise, les exportations ont été suspendues et la CIE a importé de l'électricité du

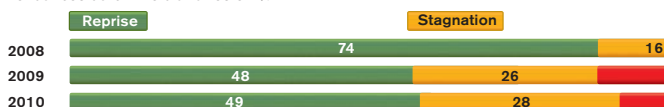
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,72 sur 5 ▼

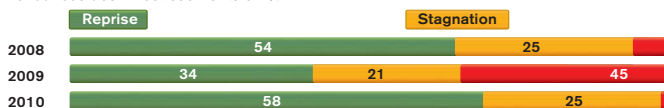
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures portuaires	▲	Fraudes douanières	▲
Infrastructures aéroportuaires	▶	Délais des procédures judiciaires	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Droit foncier	▼
Qualité de l'encadrement	▲	Impact du secteur informel	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Protection de l'environnement	▲

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



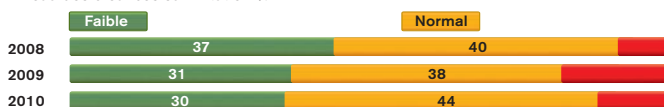
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Ghana ; elle a aussi loué deux centrales qui ont démarré en mai. Des difficultés ont aussi été enregistrées dans le secteur du raffinage. L'État a du apporter en février dernier plus de 335 milliards FCFA, via un consortium bancaire emmené par la Bicici, pour sauver de la faillite la plus importante société du pays, la Société ivoirienne de raffinage (SIR).

Le pays a poursuivi ses réformes financières. La Caisse nationale des caisses d'épargne (CNCE), qui a obtenu son agrément en qualité de banque, a démarré ses opérations en avril ; la Banque de l'habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) a été recapitalisée et l'État est devenu actionnaire majoritaire ; la Banque nationale d'investissement de Côte d'Ivoire (BNI) est en cours de restructuration ; un plan d'assainissement des institutions de microfinance a été élaboré.

Le Port autonome d'Abidjan a lancé en avril son premier grand emprunt obligataire sur le marché de l'Uemoa, de l'ordre de 25 milliards FCFA, destiné à moderniser son équipement et accroître le trafic. En 2009, celui-ci a atteint plus de 24 millions de tonnes (+ 8,8 %).

BIAO-CI



✓ Banque d'affaires

✓ Crédit-bail

✓ Clientèle Entreprises et Particuliers

✓ Bancassurance

✓ Gestion de portefeuille

BIAO-CÔTE D'IVOIRE, votre partenaire

Filiale du groupe NSIA*, la BIAO-CÔTE D'IVOIRE (BIAO-CI) est une banque ivoirienne au capital de 20 milliards de FCFA dont le siège est situé à Abidjan, 8-10 avenue Joseph Anoma, en plein centre du quartier des affaires.

Installée en Côte d'Ivoire depuis 1906 où elle a ouvert sa première agence, la BIAO-CI allie expérience et innovation.

C'est une banque universelle qui intervient dans tous les domaines de l'activité bancaire notamment dans la banque de gros et de détail, la trésorerie et l'intermédiation financière. Ouverte à l'Afrique et au monde, la BIAO-CI opère avec un vaste réseau de correspondants partout en Afrique, en Amérique, en Europe et en Asie.

La BIAO-CI a l'un des plus importants réseaux bancaires en Côte d'Ivoire et un bureau de représentation à Paris depuis Octobre 2008. Certifiée VISA, la BIAO-CI, a un réseau d'agences et de guichets automatiques en perpétuelle croissance.

La BIAO-CI se positionne dès lors comme le partenaire privilégié des particuliers et des entreprises. Elle travaille aussi bien avec les petites, les moyennes et les grandes entreprises (nationales et multinationales) en les conduisant au succès par le financement de leurs projets et activités.

* Le groupe NSIA est le plus grand groupe d'assurance en Afrique de l'ouest et du centre. Il a acquis la BIAO-CI en septembre 2006 dont il détient 70% du capital.

Siège Social :
8-10 avenue Joseph Anoma,
Abidjan Plateau
Tel : (225) 20 20 07 20
Fax : (225) 20 20 07 00
E-mail : info@biao.ci
Site internet : www.biao.ci

Bureau de représentation :
45, Rue Archereau,
75019 Paris
Tel : (33) 1 40 05 69 00
E-mail : infobiao@biao.ci
Site internet : www.biao.ci

➤ INFOLINE 20 32 11 12





Ghana

Chef de l'État : John Atta Mills • Vice-président : John Dramani Mahama • Population (millions) : 23,5 • Superficie (km²) : 238 540 • PIB/hab 2009 (USD) : 347 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 4,1 • Inflation 2009 (%) : 19,3 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 130

Alors que le pays s'apprête à voir couler les premières gouttes de pétrole, la croissance atteindrait au moins 5 % en 2010 mais la situation macroéconomique demeure fragile. Si l'inflation a été réduite de moitié en 2010 (10,8 %) et la monnaie s'est renforcée, le FMI tire la sonnette d'alarme : le déficit budgétaire et les emprunts publics sont plus importants qu'envisagés dans le cadre du programme conclu avec le Fonds. Surtout, au regard de ses révisions à la baisse des revenus pétroliers pour 2011 à 3 % du PIB. Cependant, les indicateurs devraient s'améliorer en 2011 avec une croissance projetée à 10 % pour le FMI, et même plus selon les autorités locales.

Lors de la visite en Chine de John Atta Mills en septembre, deux accords de prêt bilatéraux ont été signés pour un total de 12,87 milliards de dollars. C'est le plus important engagement financier de la Chine en Afrique. Le décaissement des prêts se fera au fur et à mesure de l'acceptation des projets, notamment dans les secteurs du pétrole et du gaz, des infrastructures (route, chemin de fer et barrages), de l'agriculture, la santé et l'éducation.

Le champ du Jubilee, découvert en 2007 avec des réserves estimées à 1,8 milliard de barils, devrait démarrer sa production au plus tard au premier trimestre 2011, avec, au départ 120 000 barils par jour (b/j) et 250 000 b/j en 2013. Il est opéré par la Ghana National Petroleum Corporation (GNPC), Tullow Oil, Anadarko Petroleum et Kosmos. Après Exxon Mobil, le Chinois CNOOC avec la GNPC avaient soumis une offre de 5 milliards de dollars pour les actifs de Kosmos, y compris sa participation de 23,49 % dans le gisement Jubilee, mais Kosmos a décliné l'offre en novembre 2010. Tullow Oil et Kosmos ont annoncé en septembre de nouvelles découvertes dans le champ Owo-1 avec des ressources estimées à 550 millions de barils.

Le Ghana ne se détourne pas pour autant du secteur agricole. Le cacao, avec l'objectif de porter la production à 1 million de tonnes (Mt) en 2012, demeure une priorité. Dans le budget 2011, quelque 140 millions de cedis (97,6 millions de dollars) y sont dédiés pour améliorer la disponibilité des engrais, la lutte contre les maladies et les conditions de travail des planteurs. Un régime de retraite pour les cacoculteurs, avec un capital initial de 9,3 millions de cedis, devrait être mis en place en 2011. En 2009-10, la production de cacao s'est située en dessous des 700 000 t prévues, à 632 000 t, en raison notamment de la contrebande vers la Côte d'Ivoire estimée à environ 100 000 t. Afin d'enrayer ce phénomène, le prix au producteur a été augmenté d'un tiers à 3 200 cedis/t pour 2010-11. Le Cocobod a obtenu auprès d'un consortium bancaire 1,5 milliard de dollars pour financer les achats de cacao de la campagne.

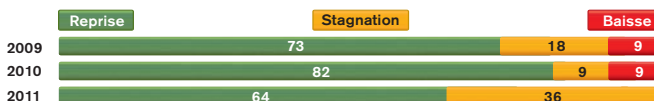
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,66 sur 5 ▼

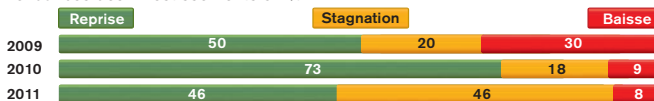
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures aéroportuaires	▼	Réseau ferré	▼
Harcèlement fiscal	▼	Distribution électrique	▲
Qualité du secteur bancaire	▼	Droit foncier	▼
Sécurité des personnes	▲	Niveau de formation de la main-d'œuvre	▼
Coût des télécommunications	▼	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



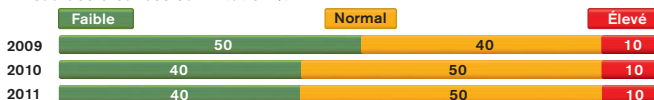
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Dans le secteur agricole, le groupe Siat, qui détient 61 % de Ghana Oil Palm (8 000 ha de palmiers à huile) a déclaré que sa production sera certifiée Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO) début 2011.

Autre pilier de l'économie ghanéenne, les mines, avec l'appréciation des cours, se portent bien. Sur le premier semestre 2010, la production d'or a crû de 4 % à 1,46 million d'onces, celle de diamants de 14 % (201 792 carats), de bauxite de 10 % (301 489 tonnes) et de manganèse de 26 % (563 951 t). Un protocole d'accord a été signé avec le Chinois Bosai Minerals Group, actionnaire de la Ghana Bauxite Company à Awaso, qui pourrait investir 1,2 milliard de dollars pour créer une usine de transformation de la bauxite pour en extraire de l'alumine.



Guinée (Conakry)

Chef de l'État : Alpha Condé • Premier ministre : Jean-Marie Doré
• Population (millions) : 10,1 • Superficie (km²) : 245 857 • PIB/hab 2009 (USD) : 389 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : -0,3 • Inflation 2009 (%) : 4,7 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 156

Le pays peine à sortir d'une transition politique laborieuse et tendue. Après avoir échappé à une tentative d'assassinat de son aide de camp, le capitaine Moussa Dadis Camara, chef de la junte depuis la mort de Lansana Conté, en décembre 2008, a été écarté du pouvoir. Le général Sékouba Konaté lui a succédé en février 2010 et a ouvert la voie à un pouvoir civil. Un gouvernement composé de civils et de militaires et dirigé par Jean-Marie Doré, Premier ministre, a été constitué en février.

Le 27 juin s'est déroulé le premier tour de la première élection présidentielle libre depuis 1958. L'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo (UFCG) est arrivé en tête avec 43,69 % des suffrages, devant l'opposant historique Alpha Condé (RPG) avec 18,25 % des voix. Différé, le second tour a eu lieu le 7 novembre dernier et a été remporté par Alpha Condé. Malgré les appels au calme successifs lancés par les deux rivaux, le pays a été le théâtre de trois jours de violences post-électorales qui se sont propagées hors de la capitale Conakry. Les frontières ont été fermées et l'État d'urgence déclaré. La Cour Suprême a confirmé le 2 décembre la victoire d'Alpha Condé, rejetant les recours déposés par les opposants. L'inquiétude était de mise, compte tenu de l'exacerbation des rivalités ethniques, les observateurs estimant que le rôle de l'armée serait déterminant. Alpha Condé, 72 ans, a prôné un gouvernement d'union nationale et a tendu la main à son adversaire.

À fin 2010, l'économie est à bout de souffle et en manque de financement, après le retrait des bailleurs de fonds (suspension en 2008 de la FRCP du FMI, des aides de l'UE, de la Banque mondiale, de la France...). Selon le FMI, la croissance devrait néanmoins rebondir en 2010 à 3 % (-0,3 % en 2009) mais avec une forte inflation de 15,4 % (4,7 % en 2009). Le déficit public devrait se situer à 5,3 % du PIB et les réserves à 1,1 mois d'importations. Le service de la dette extérieure représentait 175,8 millions de dollars en 2009.

La production de bauxite a chuté de 25,3 % en 2009 (14,77 Mt) mais elle devrait rebondir en 2010. De même, les exportations de la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG), numéro un mondial, devraient croître à 13,3 Mt. La production d'aluminium a baissé de 15,8 % en 2009 (500 400 t) et le premier trimestre 2010 ne montre pas de signes de reprise. En revanche, la production d'or (Anglogold Ashanti, Crew Gold et Semafo) a plus que triplé au premier trimestre 2010 par rapport au premier trimestre 2009 (229 991 onces) et celle de diamants, dont les réserves sont estimées à plus de 25 millions de carats, a progressé de 2,7 % (72 870 carats).

Selon les dernières statistiques fournies par le Port autonome de Conakry, le trafic marchandise a chuté de près de 14 % en 2009. **Mais le potentiel minier du pays reste** et de gros investissements se profilent. De fait, malgré la crise politique et les déclarations des deux candidats sur leur intention de revoir les contrats miniers, de gigantesques contrats se sont conclus en 2010. Ainsi, le géant minier

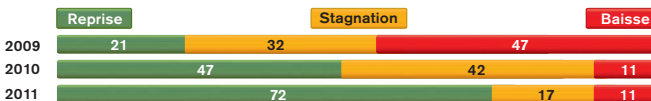
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,94 sur 5 ▶

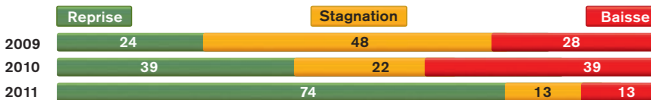
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures aéroportuaires	▲	Réseau ferré	▼
Réseau téléphonique mobile	▲	Réseau téléphonique fixe	▼
Qualité du secteur bancaire	▶	Distribution électrique	▶
Coût du fuel	▲	Fraude fiscale	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Corruption	▼

Bilan des entreprises

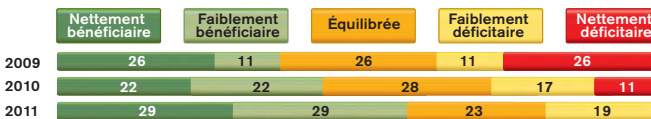
Tendances du chiffre d'affaires en %



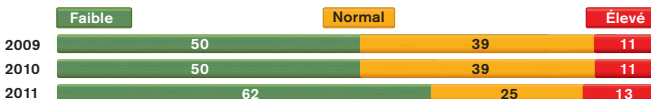
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



anglo-australien Rio Tinto a annoncé en mars un projet de 2,9 milliards de dollars avec le groupe de métaux chinois Chinalco, portant sur le développement commun du minerai de fer de Simandou. Dans le cadre de l'accord, Rio Tinto va transférer sa participation de 95 % dans Simandou vers une nouvelle coentreprise. Chinalco versera ensuite 1,35 milliard de dollars pour une participation de 47 % dans cette entité et de 44,65 % dans le projet en tant que tel.

De son côté, BSGR, contrôlé par l'Israélien Beny Steinmetz, a signé un accord avec le Brésilien Vale pour exploiter aussi le fer du mont Simandou. Vale s'acquittera de 2,5 milliards de dollars pour détenir 51 % de BSGR. Enfin, Anglo Aluminium Corp, en rachetant 100 % du capital social émis par la Société guinéenne de fer et de bauxite (SGFB), a acquis le projet de bauxite de Mamou-Dalaba, comprenant 4 permis sur 1 832 km². Cependant, des conflits se profilent à court terme notamment entre Rio Tinto/Chinalco et BSRG/Vale sur deux blocs de la concession de Simandou.



Libéria

Présidente : Ellen Johnson-Sirleaf • Vice-président : Joseph N. Boakai
• Population (millions) : 3,7 • Superficie (km²) : 111 370 • PIB/hab (USD) 2009 : 160 • Croissance réelle du PIB (%) 2009 : 4,6 • Inflation (%) 2009 : 7,4 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 162

L'économie du Libéria est en pleine reconstruction. Après le ralentissement observé en 2009, essentiellement consécutif à la crise mondiale, le taux de croissance devrait atteindre plus de 6 % en 2010 grâce à une reprise des exportations, notamment du caoutchouc, mais aussi des investissements directs étrangers (IDE).

Les finances, grâce aux annulations de dettes, se redressent. Après l'achèvement de l'initiative PPTE renforcée en juin 2010, les créanciers du Club de Paris ont procédé en septembre à l'annulation de 1,260 milliard de dollars de dettes et se sont engagés, à titre bilatéral, à annuler les 170 millions de dollars restants. Dans la foulée, la BAD a approuvé 237,2 millions de dollars d'allègements, soit environ 16 % de la dette multilatérale du pays. La Banque mondiale et le FMI avaient déjà annulé en juin 4,6 milliards de dollars.

Le retour des investisseurs est sensible. Dans le domaine des mines, ArcelorMittal devrait procéder à son premier embarquement de minerai de fer de la mine de Tokadeh en juillet 2011. Le projet, d'un coût de 1,6 milliard de dollars, comprend la restauration de la ligne de chemin de fer sur le tronçon reliant la mine au port de Buchanan, pour lequel Odebrecht International sera l'opérateur. BHP Billiton, qui détient 4 concessions au Libéria, a signé en juin un accord de 3 milliards de dollars avec le Libéria pour poursuivre l'exploration du minerai à Goe Fantro, Kintoma, St. John River South et Tolo Range. China Union, le Russe Severstal, AmLib Holdings, basé à Jersey, ainsi que l'homme d'affaires israélien Jacob Engel, sont aussi actifs.

L'agriculture attire également les investisseurs. En août 2010, le gouvernement a signé un accord avec l'Indonésien Golden Veroleum, une filiale du fonds Verdant, d'un montant de 1,6 milliard de dollars, pour des plantations de palmiers à huile sur 220 000 ha dans le sud-est du pays avec une concession de vingt-cinq ans. En mai 2009, la firme malaisienne Sime Darby avait conclu un accord pour développer les plantations de palmiers et d'hévéas pour un investissement de 800 millions de dollars.

Dans l'énergie, le Chinois Sinohydro a marqué son intérêt pour construire, en BOT (Build, Transfer, Operate), un projet d'énergie hydraulique sur la rivière Saint-Paul, d'un coût de 4 milliards de dollars. Actuellement, le Libéria ne dispose que d'une capacité de 10 mégawatts et subi de fréquentes coupures d'électricité. Le Brésilien Vale et l'Israélien BSRGR envisagent aussi d'accroître la production électrique du pays pour la porter à 1 000 mégawatts en 2013. Côté infrastructure, le Danois ATM Terminals, filiale de Maersk, a remporté en octobre l'appel d'offres sur la gestion du port de Monrovia pour une durée de vingt-cinq ans. Ce dernier devrait bénéficier d'un investissement de 120 millions de dollars.

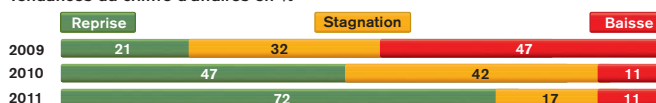
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,27 sur 5

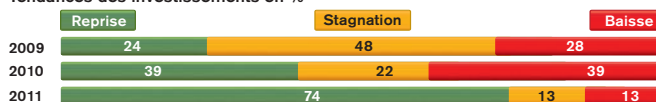
Points forts	Points faibles
Réseau téléphonique mobile	Réseau ferré
Harcèlement fiscal	Réseau téléphonique fixe
Impact du secteur informel	Droit foncier
Sécurité des personnes	Niveau de formation de la main-d'œuvre
Coût de la main-d'œuvre	Coût de l'électricité

Bilan des entreprises

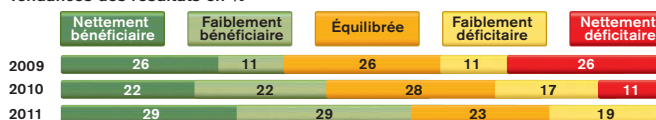
Tendances du chiffre d'affaires en %



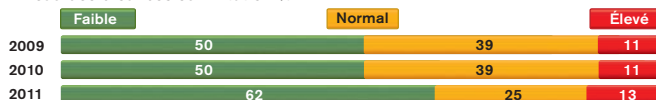
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %

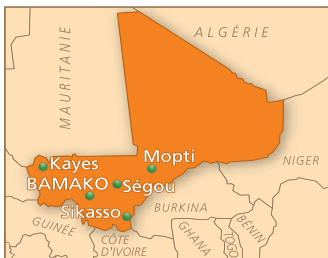


Niveau des créances sur l'État en %



Le Liberia pourrait aussi devenir un pays pétrolier à moyen terme. L'Américain Anadarko Petroleum, opérateur sur trois blocs offshore en consortium avec Tullow Oil, Repsol et Woodside, envisageait de réaliser son premier forage dans le bassin de Venus avant la fin 2010. Chevron, qui détient trois concessions au large des côtes libériennes, devait démarrer l'exploration au quatrième trimestre.

La renaissance économique est indéniable mais de nombreux problèmes subsistent, dont un manque de ressources publiques – les investissements nécessaires dans le réseau routier sont estimés à 1 milliard de dollars – des problèmes de corruption, un taux de chômage de 80 %, des tensions ethniques et des institutions encore fragiles. La présidente Ellen Johnson a annoncé se représenter pour un deuxième mandat en octobre 2011.



Mali

Chef de l'État : Amadou Toumani Touré • Premier ministre : Modibo Sidibé • Population (millions) : 13,4 • Superficie (km²) : 1 241 231 • PIB/hab 2009 (USD) : 320 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 4,4 • Inflation 2009 (%) : 2,2 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 160

Le Mali, peu touché par la crise mondiale, devrait retrouver en 2010 son niveau de croissance de 2008 à 5,1 % grâce aux bonnes campagnes agricoles, à la hausse des cours de l'or et du coton et aux grands travaux. Le taux d'inflation a été contenu en dessous de 1,5 %. Les grands équilibres macroéconomiques sont respectés : déficit budgétaire (hors dons) de 2,9 % du PIB ; déficit commercial réduit à -3,3 % du PIB (-5,2 % en 2009) ; réserves représentant 5 mois d'importations. En revanche, le déficit des paiements courants demeure élevé à -10,3 % du PIB.

Alors qu'un nouveau code minier, avec une fiscalité plus attractive, est en cours d'élaboration, ce secteur reste florissant. Le troisième producteur d'or africain devrait enregistrer un léger recul de sa production (50 t en 2010, -6,9 %) en raison d'un tassement dans certaines mines (Loulo, Syala, Kodieran). Certaines mines sont à maturité et Morila doit fermer en 2012. Néanmoins plusieurs projets prennent le relais : Syama, opérée par Resolute Mining (3 t attendues en 2010), et celle de Kadiéran, opérée par le Malien Wassoulor (3,5 t prévues en 2010). Réouvertes en mai 2009, les mines de Tabakot et Ségala, opérées par le Canadien Avion, montent en puissance avec 3 t en 2010 (1,7 t en 2009). Le Sud-Africain Gold Field prévoit d'ouvrir une nouvelle mine, Komana, d'ici trois ans.

Le pays devrait aussi devenir un producteur de fer avec le démarrage de la production de Tienfala, opérée par l'Indien Sahara Mining (600 000 t par an sur 40 ans). La Canadienne Delta Exploration explore l'uranium à Faléa, tandis que la Britannique Central African Mining & Exploration (Camec) a mis en évidence des réserves de bauxite (420 Mt). Le Canadien Great Quest Metals veut investir dans le phosphate à Timemsi. La prospection d'hydrocarbures est à ses débuts : sur les 29 blocs pétroliers, 15 sont attribués. Les sociétés italienne Eni et algérienne Epix (Sonatrach), opèrent conjointement dans le bassin de Taoudeni et devraient procéder aux premiers forages.

Priorité du gouvernement, l'agriculture bénéficie d'une politique de subvention aux intrants et de la reconduction de l'Initiative riz. Sur 2009-10, la production céréalière est estimée à 6,4 Mt (dont 1,9 Mt de riz), en hausse de 31 % par rapport à 2008-09. Avec les bonnes conditions climatiques, celle de 2010-11 devrait se situer au-dessus. Reprise aussi de la production de coton avec 280 000 t attendues en 2010-11 (+21,7 %). Le processus de privatisation de la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT) est toujours en cours : les sociétés Olam, Géocoton, Louis Dreyfus et Ivoire Coton sont candidates.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,62 sur 5 ▶

Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau Internet	▲	Réseau ferré	▼
Droit du travail	▲	Incitation à l'investissement	▲
Taux d'absentéisme	▲	Fraude fiscale	▼
Sécurité des personnes	▼	Jugements arbitraires	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Corruption	▲

Bilan des entreprises

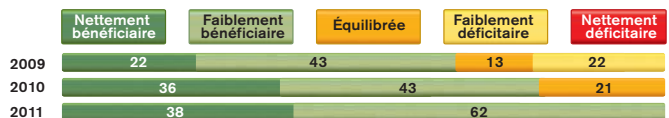
Tendances du chiffre d'affaires en %



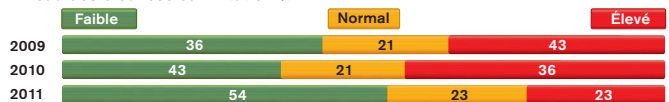
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



En 2010 ont été lancés de nombreux grands travaux : auto-route Bamako-Ségou (180 milliards FCFA), financé à 41,6 % par la Chine et construite par China Road and Bridge Corporation ; barrage de Taoussa (130 milliards FCFA, BID, Boad, BIDD, Babea et des fonds arabes), réalisé par China Gezouba Group (CGGC) ; route Tombouctou-Goma-Coura, (80 milliards FCFA, UE), construite par le Portugais Zagope et le Français Sogea-Satom ; extension et modernisation de l'aéroport de Bamako (MCC, 71,6 millions de dollars).

Au niveau politique devrait être organisé en 2011 un référendum sur la révision de la Constitution, avec notamment la création d'un Sénat. Le point noir est la situation sécuritaire dans le Nord, qui s'est fortement dégradée avec la multiplication des attaques d'Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI).



Niger

Chef de l'État : Salou Djibo • Vice-président : Mahamadou Danda • Population (millions) : 14,7 • Superficie (km²) : 1 267 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 181 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : -1,2 • Inflation 2009 (%) : 1,1 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 167

Le pays a traversé des turbulences politiques. L'entêtement du président Mamadou Tandja, malgré une crise ouverte en août 2009, à se maintenir au pouvoir a conduit à son renversement lors du coup d'État du 18 février 2010. Un Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD), présidé par le chef d'escadron Salou Djibo, dorénavant chef de l'État, a été institué. La junte militaire a affirmé vouloir assainir la situation politique et économique et restaurer la démocratie. Le calendrier de remise du pouvoir aux civils est en bonne voie avec l'adoption en octobre 2010, par référendum, de la nouvelle Constitution instaurant la VII^e République. Des élections présidentielle et législative sont prévues le 31 janvier 2011. La communauté internationale a repris progressivement son aide après sa suspension mi-2009.

L'économie a tourné au ralenti durant la crise politique. Le Niger a été frappé en 2010 par une crise alimentaire aiguë, puis par des inondations en août. La campagne céréalière 2010-11 s'annonce sous de meilleurs auspices avec une croissance de 62 % de la production à 5,6 Mt contre 3,4 Mt en 2009-10. Après une récession en 2009, le Niger devrait atteindre 3,5 % de croissance en 2010 et 5,2 % en 2011, selon le FMI. À terme, la montée en puissance progressive de la production de pétrole, qui doit démarrer en 2012, et de l'uranium, offre des perspectives favorables. Entre 2012 et 2016, les exportations devraient doubler et le PIB minier, tripler.

Avec la crise financière, Areva qui opère la principale mine d'uranium d'Afrique, Imouraren, a retardé la mise en production de la mine à 2013 ou 2014 (au lieu de 2012). Les objectifs de production de 5 000 t par an et le montant de l'investissement, 1,2 milliard d'euros, restent inchangés. La Chine a accordé en avril un prêt bonifié de 95 millions de dollars au pays pour accélérer le projet minier conjoint Somina (300 millions de dollars), dont l'exploitation devait débuter en 2010 avec une production initiale de 700 t par an. Niamey détient 33 % du consortium formé avec la China National Uranium Corporation (SINO-U). Plusieurs autres compagnies opèrent dans l'uranium, mais seuls 10 % des 130 permis octroyés ces cinq dernières années seraient actifs.

Dans l'énergie, le Niger et le Chinois CNPC ont affirmé en octobre que la raffinerie de pétrole de Zinder (capacité : 20 000 barils par jour), prévue par l'accord conclu en 2008 pour produire du pétrole sur

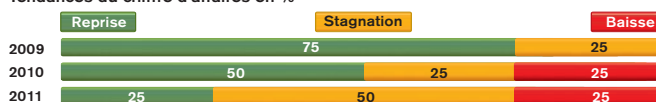
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,62 sur 5

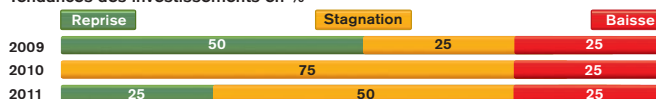
Points forts	Points faibles
Distribution électrique	Réseau ferré
Efficacité de l'administration	Réseau aérien local-régional
Délais des procédures judiciaires	Niveau de formation de la main-d'œuvre
Financement des importations	Taux d'absentéisme
Coût de l'électricité	Protection de l'environnement

Bilan des entreprises

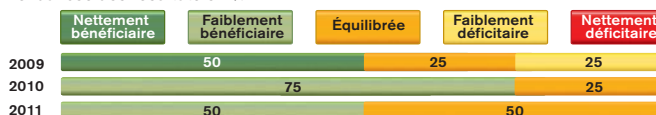
Tendances du chiffre d'affaires en %



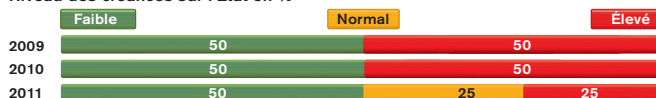
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



le bloc d'Agadem (réserves estimées à 295 millions de barils), sera opérationnelle fin 2011.

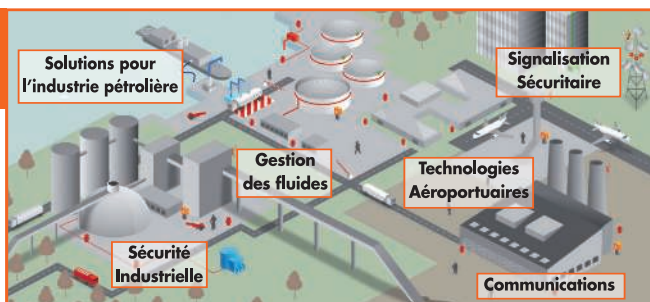
La sécurité reste toutefois un handicap pour certains projets. Si la situation s'est en partie normalisée dans le nord du pays, le Niger fait face à une menace terroriste très élevée d'Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI), concrétisée par plusieurs enlèvements, dont les sept salariés d'Areva et de Vinci à Arlit en septembre.



Intégrateur de solutions industrielles

Votre partenaire pour le Nigéria et l'Afrique de l'Ouest

www.aps-export.com • contact@aps-export.com • +33 (0) 1.71.19.47.30





Nigeria

Chef de l'État : Goodluck Ebele Jonathan • Vice-président : Namadi Sambo • Population (millions) : 149 • Superficie (km²) : 923 768 • PIB/hab 2009 (USD) : 663 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 7 • Inflation 2009 (%) : 12,4 • Classement IDH (sur 169) : 142

Le Nigeria a maintenu en 2010 un fort taux de croissance, 7,4 %, grâce notamment à la reprise de la production pétrolière et au dynamisme d'autres secteurs. Cependant, l'inflation demeure forte (11,9 % en 2010) et les réserves internationales fléchissent, bien qu'elles se maintiennent à un niveau élevé (7,2 mois d'importations contre 9,2 en 2009). Le déficit budgétaire s'élève à 7,9 % du PIB.

Le pays a retrouvé cette année, avec environ 2 millions de barils par jour (b/j), sa première place de producteur africain de pétrole, que l'Angola lui avait ravi en 2009. Mais la reprise des attaques du Mouvement d'émancipation du Delta du Niger (Mend) ces dernières semaines pourrait compromettre ce résultat. Avec les nouveaux projets en offshore profond de Total, Shell et Exxon sur 2011-2014, la production pourrait atteindre plus de 3 millions b/j en 2015. La nouvelle loi pétrolière, qui prévoit notamment de revoir les contrats de partage, en discussion, devrait être entérinée d'ici fin 2010.

La croissance du secteur pétrolier ne doit pas occulter celle des autres secteurs, en particulier de l'agriculture (30 % du PIB), qui devrait croître de 7,5 % en 2010-11. Premier producteur mondial de manioc, premier producteur africain d'igname, le Nigeria a lancé en 2009 un programme de relance agricole de 200 milliards de nairas (1 milliard d'euros) ciblant la construction de pistes rurales et la formation des agriculteurs, la mécanisation, le crédit aux producteurs, la recherche agronomique. Le pays compte sur le secteur privé et les banques pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Le gouverneur de la Central Bank of Nigeria (CBN), Sanusi Lamido Sanusi, a poursuivi en 2010 sa croisade pour rétablir la crédibilité du système financier nigérian. Après avoir administré un traitement de choc aux banques en 2009 (8 sont toujours en attente de repreneurs), le gouverneur a retiré début octobre les licences de 224 institutions de micro-finance (le pays en comptait 820). Le modèle de banque universelle devrait être supprimé, les activités de dépôt de celles d'investissement devant être séparées. En outre, a été promulguée la loi Asset Management Company (Amcon) dont l'objectif est d'absorber les prêts toxiques des banques (15 milliards de dollars).

Dans le secteur à forte croissance des télécommunications (70 millions d'utilisateurs de téléphone mobile), l'opérateur national Nitel et sa filiale mobile N-Tel ont été privatisés, suite à l'appel d'offres lancé en février 2010. New Generation Telecommunication, consor-

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,51 sur 5 ▲

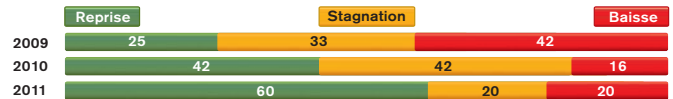
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau aérien local-régional	▲	Réseau ferré	▶
Qualité du secteur bancaire	▲	Distribution électrique	▶
Financement des importations	▲	Fraude douanière	▼
Taux d'absentéisme	▲	Harcèlement fiscal	▼
Coût du transport maritime	▲	Corruption	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



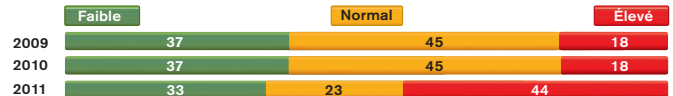
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



tium composé de GiCell Wireless Ltd, China Unicom Ltd et Minerva Group a acquis 75 % de son capital.

2011 devrait être une année à haut risque avec les élections présidentielles, législatives et des gouverneurs des 36 États prévues pour avril. La maladie puis le décès du président Umaru Yar'Adua ont laissé un vide ; le vice-président Goodluck Jonathan a été officiellement nommé au pouvoir en juin 2010.

Votre partenaire RH pour l'Afrique

1 Recruitment

2 Head Hunting

3 HR Services

www.adexen.com
contact@adexen.com
+33(0) 1 71 19 47 32
Paris - Lagos - Luanda



Sénégal

Chef de l'État : Abdoulaye Wade • Premier ministre : Souleymane Ndene N'Diaye • Population (millions) : 10,5 • Superficie (km²) : 197 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 522 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 2,2 • Inflation 2009 (%) : -1,7 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 144

L'économie sénégalaise a retrouvé le chemin de la croissance avec 4 % attendu en 2010 et 4,4 % en 2011, selon le FMI. Le déficit budgétaire devrait atteindre 4,8 % du PIB et celui du solde extérieur courant 8,2 % du PIB. Le Sénégal a bénéficié en juin d'un programme triennal de trois ans au titre de l'Instrument de soutien à la politique économique (ISPE).

La pénurie d'électricité demeure toutefois un problème crucial. Début octobre, les coupures intempestives de courant et le mécontentement croissant de la population ont conduit au limogeage du ministre de l'Énergie, Samuel Sarr, dont le portefeuille a été confié à Karim Wade, déjà en charge de la Coopération internationale, des transports aériens et des infrastructures. La Senelec rencontre des difficultés tant financières qu'opérationnelles avec une sous-capacité chronique de 30 à 50 MW mais qui a atteint à 130 MW en juillet. Plusieurs projets ont été annoncés pour augmenter la capacité mais sans calendrier précis : un contrat avec la société danoise Jacobsen Elektro (80 MW), un contrat avec China Electrics prévoyant la construction d'une centrale électrique de 50 MW et d'une seconde, à énergie solaire, de 300 MW et avec la Corée du Sud, un contrat pour une centrale au charbon de 250 MW. La Chine devrait achever l'année prochaine une centrale à charbon de 250 MW à Saint-Louis.

Dans le domaine minier, un divorce à l'amiable entre Arcelor Mittal et le Sénégal semble se profiler, ce qui remettrait en cause le gigantesque projet d'exploitation des gisements de fer de Falémé (2,2 milliards de dollars). Cependant, plusieurs sociétés effectuent des opérations d'exploration de l'or (Bambuk Minerals, Bassari Ressources, Iamgold, Randgold Resources, SN Mineral Mining, Oromin Explorations). Mineral Deposits est la première à avoir démarré la production à Sabodala en 2009 ; elle prévoit de produire entre 170 000 et 180 000 onces d'or en 2010 et d'étendre ses capacités de traitement à 3,5 millions de tonnes (Mt) de roches par an en 2011 contre 2 Mt actuellement (55 millions de dollars). Rangold Resources a annoncé investir 300 millions de dollars dans son projet à Massawa (3 millions d'onces) avec une entrée en production programmée en 2013.

Le Port autonome de Dakar (PAD) a lancé en avril un deuxième emprunt obligataire d'un montant de 10 milliards FCFA sur le marché de l'Uemoa pour financer l'approfondissement du chenal d'accès et la réhabilitation du wharf pétrolier. Les travaux de la deuxième phase de l'autoroute à péage Dakar-Diamniado (tronçon Pikine-Diamniadio), fruit d'un partenariat public-privé (PPP) entre l'État du Sénégal et le groupe français Eiffage (370 millions d'euros), ont été lancés en février pour une livraison prévue en 2013. Quant au nouvel aéroport Blaise-Diagne à Dakar, il devrait être livré fin 2011.

Le démarrage de la nouvelle compagnie aérienne Sénégal

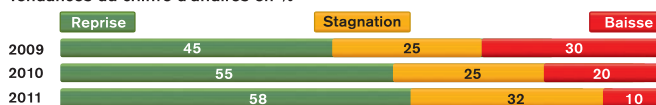
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,68 sur 5 ▼

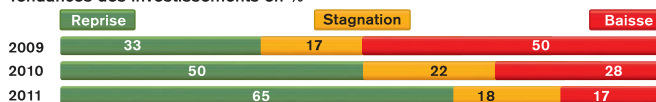
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures portuaires	▲	Réseau ferré	▼
Réseau téléphonique mobile	▶	Distribution électrique	▼
Qualité de l'encadrement	▲	Jugements arbitraires	▼
Sécurité des personnes	▲	Impact du secteur informel	▼
Coût des télécommunications	▲	Corruption	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



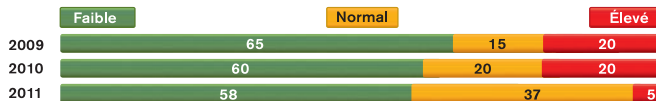
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Airlines du groupe Air Sénégal avec son partenaire Emirates, après plusieurs annonces sans effet, serait éminent.

Le Millenium Challenge Account (MCA, 270 milliards FCFA sur 2010-2015) a été lancé en 2010. Il concentre son action sur les routes (réhabilitation des routes nationales N2 et N6 et des ponts de Ndoum et Kolda) et la gestion des ressources en eau (sécurisation de plus de 36 000 ha de terres aménagées et l'extension de 3 000 ha supplémentaires).

Fin novembre, le président Abdoulaye Wade, 84 ans, a fait entériner sa candidature à la présidentielle de février 2012 par le Parti démocratique sénégalais (PDS), rejetant l'argument d'un troisième mandat inconstitutionnel. En juin, la France a annoncé la fermeture de sa base militaire au Sénégal et le retrait de 900 sur les 1 200 militaires stationnés. Paris ne conservera à Dakar qu'un « pôle opérationnel de coopération à vocation régionale ».



Togo

Chef de l'État : Faure Essozimma Gnassingbé • Premier Ministre : Gilbert Fossoun Hounbo • Population (millions) : 6,6 • Superficie (km²) : 56 785 • PIB/hab 2009 (USD) : 226 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 3,1 • Inflation 2009 (%) : 1,9 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 139

Le chef de l'État sortant, Faure Gnassingbé, a remporté l'élection présidentielle du 4 mars 2010 avec 60,92 % des voix contre 33,94 % à son principal adversaire, Jean-Pierre Favre. Le Premier ministre Gilbert Fossoun Hounbo a été reconduit et un large gouvernement d'ouverture a été formé en mai, avec l'entrée du principal parti d'opposition, l'Union des forces de changement (UFC).

La croissance du Togo, longtemps plombée par la situation politique, demeurera modeste en 2010 (3,3 %) ainsi qu'en 2011. Mais le taux d'inflation est faible, à 2 %. Le pays devait atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE renforcée en décembre 2010, améliorant ainsi significativement sa solvabilité (annulation de 90 % de sa dette extérieure évaluée à 2,2 milliards de dollars).

Secteur prioritaire pour le gouvernement, l'agriculture a été soutenue par la mise à disposition d'intrants et de semences à des prix subventionnés. La production de la campagne 2009-10 a fortement progressé à 1 million de tonnes (Mt) de céréales, dégagant un excédent de 90 000 t et la campagne 2010-11 s'annonce encore excédentaire. Le Togo, qui a ratifié l'Accord international sur le café en 2010, compte aussi relancer la culture du café et du cacao. La production de Robusta a atteint 11 000 t en 2009-10 et la production de coton devrait presque doubler en 2010-11 à environ 50 000 t. Pour le coton, les mesures d'assainissement de la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) – apurement des arriérés, hausse du prix aux producteurs de 20 à 185 FCFA le kilo –, ont joué favorablement.

En mars 2010, le gouvernement a approuvé une stratégie pour le développement à long terme des phosphates, qui comprendra la participation d'un partenaire stratégique dans la Société nouvelle des phosphates du Togo (SNPT). L'objectif est d'atteindre 1,6 Mt en 2011 et jusqu'à 3 Mt en 2013. Depuis deux ans, la production stagne entre 800 et 850 000 t. Selon le FMI, les exportations de phosphate rapporteront près de 30 milliards FCFA au Togo (40 milliards FCFA en 2009).

Le Port autonome de Lomé (PAL) bénéficie d'importants investissements. Une convention a été signée en juillet pour lancer la première phase des travaux d'extension, avec la réalisation de la jetée puis de la darse (10 millions d'euros). Le groupe Bolloré devrait aussi investir 20 milliards FCFA pour la modernisation des installations. En outre, le Fonds pour le climat d'investissement en Afrique (ICF) devrait apporter son appui pour la mise en place du guichet unique. En 2009, le trafic a légèrement augmenté à 7,236 Mt et 260 027 EVP (conteneurs).

Avec l'intense activité d'exploration dans le Golfe de Guinée et les découvertes chez son voisin ghanéen, le Togo se

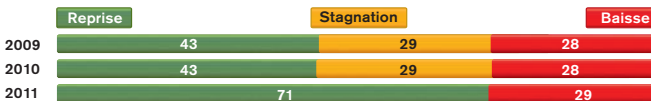
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,52 sur 5 ▲

Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures portuaires	▶	Réseau ferré	▶
Infrastructures aéroportuaires	▲	Incitation à l'investissement	▼
Taux d'absentéisme	▼	Fraude douanière	▶
Fiabilité des partenaires	▲	Protection de l'environnement	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Valorisation sociale des personnes	▼

Bilan des entreprises

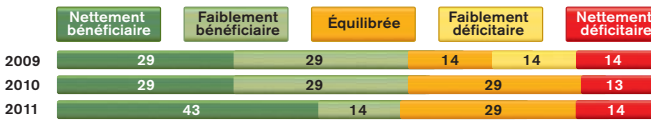
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



met à nouveau à rêver d'un avenir pétrolier. En octobre, le gouvernement a signé avec ENI deux contrats pour l'exploration et la production des blocs 1 et 2 situés dans le Bassin du Dahomey. Le dossier de candidature du Togo a été admis à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) en octobre dernier.

À noter que la nouvelle centrale électrique de 100 MW à Lomé, financée et construite par la société américaine CoutourGlobal (200 millions de dollars) est entrée en production et devrait mettre fin aux délestages. La société devrait engager la réhabilitation d'une ancienne centrale sur le même site tandis que la BEI a accordé au Togo un prêt de 3 millions d'euros pour réhabiliter et moderniser l'interconnexion électrique entre le Togo et le Bénin.

Cameroun



Chef de l'État : Paul Biya • Premier ministre : Philémon Yang • Population (millions) : 18,2 • Superficie (km²) : 465 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 676 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 2 • Inflation 2009 (%) : 3 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 131

La croissance économique est restée molle, avec 2,6 % en 2010 après 2 % en 2009 (2,9 % prévue en 2011) en raison d'une production pétrolière déclinante : elle est passée de 80 000 barils par jour (b/j) en 2008 à 66 000 b/j actuellement, voire 50 000, avec l'arrivée à maturité de plusieurs champs. Le pétrole ne représente plus que 40 % des recettes d'exportation (50 % en 2009), 6 % du PIB et 20 % du budget de l'État. Toutefois, de nouveaux champs entreraient en production en 2012.

Le pays traverse donc une phase difficile et délicate à l'approche des élections présidentielles de 2011. Le gouvernement a maintenu son contrôle des prix (d'où un taux d'inflation officiel de 3 % après 5,3 % en 2008), et ses investissements. Il a réduit la fiscalité forestière, a régularisé ses arriérés de TVA au secteur cotonnier et a subventionné les intrants agricoles. Des exemptions fiscales à 19 entreprises ont été abrogées. Mais les dépenses publiques et la gestion financière se sont détériorées, créant un risque systémique dans le secteur bancaire.

Toutefois, les investissements restent dynamiques. Les projets énergétiques foisonnent : 6 000 milliards FCFA sont prévus pour produire 3 000 MW d'ici 2020 (contre 1 000 MW actuellement), la moitié devant découler de la construction du barrage de Lom Pangar (qui devait démarrer fin 2010), et des unités hydroélectriques de Nachtigal et Song Mbengue en aval du barrage. Par ailleurs, le Chinois Sino-hydro a commencé en mars la construction de la station hydroélectrique de Memve'ele (200 MW pour 556 millions d'euros). Celle de la centrale électrique au gaz de Kribi a été lancée en mai. La centrale de Djamba au fuel lourd fonctionnerait.

Dans les hydrocarbures, le Britannique Sterling Energy a identifié 4 nouveaux prospects dans le bloc Ntem près de Kribi tandis que le Chinois Yan Chang Logone a signé un accord de partage de production (62 millions de dollars) pour explorer les blocs onshore de Zina et Makary. Le Malaisien Petronas, avec Noble Energy, explorent le bloc de Tilapia, tandis que Total et le Suisse Glencore sont dans l'offshore dans le bassin de Rio del Rey. Le champ de Dissoni de Total entrerait en production (15 000 b/j) en 2011. Bowleven a des résultats positifs sur son puits IE-3. Le Cameroun a également des réserves de 500 milliards m³ de gaz et GDF Suez Global LNG a signé un protocole d'accord pour développer des projets de GNL. La décision finale serait prise en 2013. Victoria Oil & Gas devait démarrer en décembre sa production à Logbaba.

Dans le secteur minier et l'industrie lourde, les problèmes d'approvisionnement électrique auraient obligé Alucam et la joint-venture Rio Tinto-Alcan à retarder leur projet de raffinerie d'aluminium de 1 Mt à Kribi. Cameroon Alumona (joint-venture entre l'Américain Hydromines, Dubai Aluminium et l'Indien Hindalco), a découvert un gisement de 550 Mt de bauxite, avec 200 autres millions à la clé. Le Canadien Geovic devait démarrer son exploitation de Nkamouna, qui donnerait 4 200 t de cobalt par an et 2 100 t de nickel. Quant au minerai de fer, l'Australien Sundance prospecte à Mbalam et Legend Mining a pris 90 % du capi-

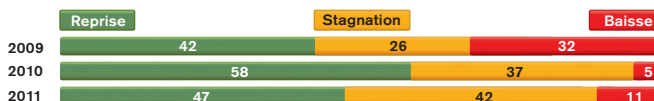
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,49 sur 5 ▶

Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau téléphonique mobile	▲	Réseau aérien local-régional	▲
Qualité du secteur bancaire	▲	Fraude fiscale	▲
Qualité du personnel d'encadrement	▲	Jugements arbitraires	▼
Taux d'absentéisme	▲	Impact du secteur informel	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Corruption	▲

Bilan des entreprises

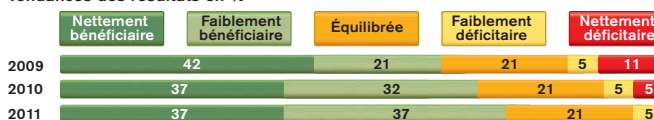
Tendances du chiffre d'affaires en %



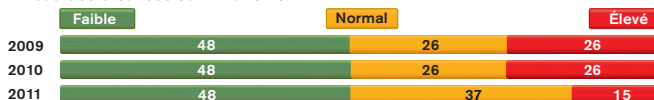
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %

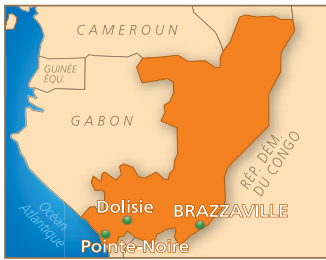


Niveau des créances sur l'État en %



tal de Camina. Aura Mining s'intéresse à l'or de Kambele et le Coréen C&K commencerait son exploitation diamantifère.

Dans l'agro-industrie, les exportations de café auraient progressé de 55 % entre décembre 2009 et septembre 2010 (41 103 t) tandis que le gouvernement lançait la première des 5 unités de transformation et de lavage. Le numéro cinq mondial a produit 69 702 t de cacao sur les trois premiers mois de la campagne 2010-2011, qui a démarré en août 2010, soit une hausse de 26 % sur la même période en 2009. Quant au sucre, le Cameroun a décidé en octobre d'importer 25 000 t du Brésil et 8 000 t du Congo afin de répondre à la demande (200 000 t). La production de la Sosucam aurait atteint 120 000 t en 2009. Après que les prix au détail du sucre ont grimpé de 40 % en janvier, le gouvernement a relevé à 35 000 t par mois les importations de sucre exemptes de droit.



République du Congo

Chef de l'État : Denis Sassou Nguesso • Population (millions) : 4 • Superficie (km²) : 342 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 1 241 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 7,5 • Inflation 2009 (%) : 4,3 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 126

La République du Congo (Brazzaville) devrait connaître une croissance à deux chiffres en 2010, à 10,6 % après une excellente année 2009 (7,5 %). L'économie se porte bien et les perspectives sont favorables d'autant plus que la stabilisation de la situation politique se confirme. L'inflation est contenue, le solde budgétaire représente près de 25 % du PIB, les recettes publiques sont en forte hausse représentant près de 45 % du PIB en 2010 (30 % en 2009), les réserves s'élèvent à 11,6 mois d'importations. Le pays a en outre bénéficié en janvier 2010, du point d'achèvement de l'Initiative PPTe renforcée, lui permettant d'obtenir une annulation de 981 millions de dollars de dette auprès du Club de Paris et du Brésil, qui se sont aussi engagés à un allègement additionnel de 100 % sur une base bilatérale pour 1,4 milliard de dollars. Ainsi la presque totalité de la dette publique (2,523 milliards de dollars) sera effacée. Le budget 2011 est arrêté à 3 000 milliards FCFA, en hausse de 6,3 %, dont 567 milliards FCFA aux infrastructures de base et 133,5 milliards FCFA aux secteurs sociaux.

État pétrolier « mature », la mise en production en 2011 de nouveaux champs pétroliers par Total (champ offshore Moho Bilondo, 90 000 barils par jour (b/j), Murphy (champ Azurite, 40 000 b/j), ENI (sables bitumineux près de Pointe-Noire) et TEP-Congo devrait booster la production de pétrole à un record de 348 00 b/j, avec des recettes prévues de 2 223 milliards FCFA.

La relance de l'agriculture est une priorité : le gouvernement a prévu d'y injecter 40 milliards FCFA par an pendant quatre ans. Le premier module d'un village agricole expérimental à Nkouo, développé avec les Israéliens et spécialisé sur l'élevage avicole, a été inauguré en octobre dernier. La négociation sur le plus grand accord de location de terre (105 ans pour produire du maïs, du soja, des poulets et du lait) entre l'Afrique du Sud et le Congo a été engagée en 2009.

Au plan forestier, le pays, qui exporte 250 millions de dollars par an de bois dont la moitié vers l'Union européenne, est le premier du Bassin du Congo à avoir signé avec Bruxelles, en mai 2010, l'accord volontaire de partenariat sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (FLEGT/Forest Law Enforcement Governance and Trade). Il doit permettre aux Européens de s'assurer que les bois et produits dérivés du bois importés du Congo sont légaux.

En matière d'énergie, le barrage hydroélectrique d'Imboulou, dont la construction a démarré en 2003, a été provisoirement

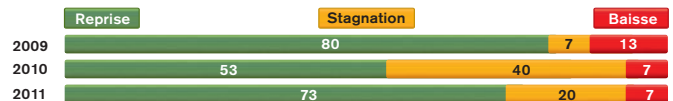
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,11 sur 5 ▲

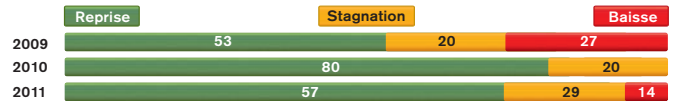
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures portuaires	▲	Distribution électrique	▲
Réseau téléphonique mobile	▶	Harcèlement fiscal	▼
Taux d'absentéisme	▼	Jugements arbitraires	▼
Sécurité des personnes	▼	Impact du secteur informel	▼
Fiabilité des partenaires	▲	Niveau de formation de la main-d'œuvre	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



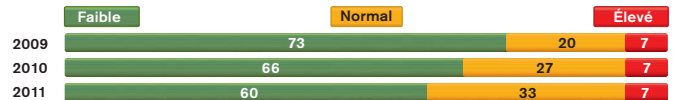
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



réceptionné en novembre. D'une puissance installée de 120 MW, il a nécessité un investissement de 340 millions de dollars financé par la Chine et construit par China National Machinery & Equipment Import & Export Corporation (CMEC). En octobre, le Congo et le Cameroun ont signé un protocole pour la construction d'un barrage sur la rivière Tcha, dans la région de la Sangha, avec la construction d'une centrale hydroélectrique de 600 MW. La Chine doit financer ce barrage avec un prêt de 700 millions de dollars.

Dans les télécommunications, le groupe saoudien Bintel a décroché la quatrième licence de téléphonie mobile. Il opérera, sous le nom d'Equateur Telecom Congo, aux côtés de Bharti Airtel, MTN et Warid Congo.

Gabon



Chef de l'État : Ali Bongo • Premier ministre : Paul Biyoghe Mba • Population (millions) : 1,3 • Superficie (km²) : 258 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 4 039 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : -1,4 • Inflation 2009 (%) : 2,1 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 93

Un programme d'investissements publics ambitieux et la relance des secteurs minier et forestier devaient porter la croissance économique du Gabon en 2010 à 5,7 % selon le FMI, et à 5,6 % en 2011. Elle avait été négative en 2009, à -1,4 %, en raison de la baisse des cours et de la demande de pétrole, de manganèse et de bois. L'inflation demeure faible, à 3 % en 2010 (2,3 % prévue en 2011). Les investissements totaux sont passés de 22,9 à 26,1 % du PIB et devraient se stabiliser en 2011. Les dépenses publiques sont en baisse à 23,4 % du PIB (24,9 % en 2009). Le déficit primaire hors pétrole se creuserait sous l'effet de la hausse des investissements publics et la baisse des recettes non pétrolières. La dette publique a fortement chuté ces trois dernières années, à 26,1 % du PIB en 2009, la dette extérieure publique étant de 10,9 %. En 2010, les exportations ont représenté 61,4 % du PIB contre 59,1 % en 2009. Les réserves en devises atteignent 5,5 mois d'importations. **L'économie est fragile car très dépendante du pétrole et du manganèse** (90 % des exportations, 45 % du PIB), ce à quoi le gouvernement veut s'attaquer moyennant un programme d'investissement très important, qui inquiète le FMI, mais que celui-ci a toutefois salué. Ali Bongo, qui a succédé à son père en juin 2009, veut moderniser et diversifier l'économie avec des premières mesures de lutte contre la corruption, le gel de salaires de patrons d'entreprises publiques et le dégraissage de la fonction publique. Il entend diversifier ses partenaires à l'international. En février, Paris et Libreville ont conclu un nouvel accord de défense qui ne prévoit plus d'intervention automatique, mais la France conserve à Libreville sa seule base militaire en Afrique de l'Ouest.

Dans le secteur pétrolier (250 000 barils par jour, 50 % du PIB), le gouvernement élabore un nouveau cadre législatif (non rétroactif), affirmant la propriété de l'État sur les ressources. Il prévoit la création d'une entreprise étatique qui participerait aux activités et la « gabonisation » du personnel en limitant à 10 % les salariés étrangers et en réservant les postes à responsabilité aux Gabonais.

Après avoir remis à deux reprises, en mai et en octobre, des appels d'offres d'exploration, le gouvernement a élargi son offre par rapport aux 42 blocs dans l'offshore profond et ultraprofond initialement envisagés, et entamerait des négociations au premier trimestre 2011. En novembre, il a approuvé les prises de participation de Total Gabon (71 000 b/j fin 2009) dans trois permis d'exploration onshore : 50 % dans Mutamba-Iroru aux côtés de Vaalco, 30 % dans le DE7 auprès de Perenco et 20 % dans Nziembou avec Perenco et Tullow. Maurel et Prom (10 720 b/j) a mis en production au premier trimestre 2010 les gisements d'Onal et Omko.

Dans le manganèse, Eramet devait investir 200 millions d'euros et recruter un millier de personnes pour redémarrer son projet d'usine interrompu en 2009 suite au décès d'Omar Bongo. Elle produirait 20 000 t de manganèse et 65 000 t de silico-manganèse par an. La

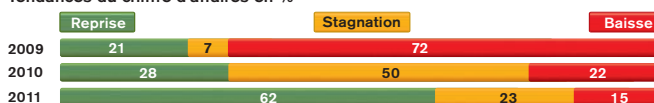
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,35 sur 5 ▼

Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures aéroportuaires	▲	Réseau routier	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Réseau Internet	▼
Sécurité des personnes	▲	Procédures douanières	▼
Coût de l'électricité	▲	Délais des procédures judiciaires	▼
Protection de l'environnement	▲	Coût du transport aérien	▶

Bilan des entreprises

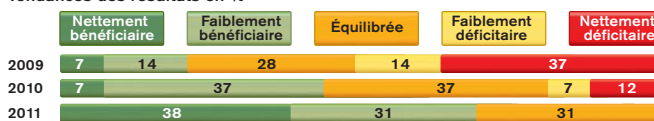
Tendances du chiffre d'affaires en %



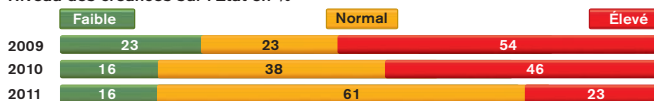
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



participation de l'État dans la Comilog, filiale d'Eramet, a été portée de 25,4 à 35,4 % en octobre. Ce même mois a été signé un accord entre le gouvernement et le Chinois CITIC Dameng pour exploiter le manganèse de M'Bemele (800 000 t par an et jusqu'à 1 Mt). La production nationale de manganèse a été de 2,2 Mt en 2009 mais avait atteint jusqu'à 3,1 Mt.

Enfin, se prépare un bouleversement dans la filière bois avec l'interdiction, le 15 mai, d'exporter des grumes. Le gouvernement entend mettre en place un observatoire de régulation des prix et le retour au domaine public de 890 000 ha détenus par des opérateurs qui ne se sont pas acquittés de leur taxe de superficie. Le défi consiste à transformer sur place les 3 millions de m³ de grumes récoltées annuellement, dont 1,4 million déjà transformées sur place et 1,7 million exportées. Le Chinois Shengyang a racheté (87,3 millions de dollars) le groupe forestier français GEB, numéro trois de la filière au Gabon avec 1,47 million d'ha.



Guinée équatoriale

Chef de l'État : Teodoro Obiang Nguema Mbasogo • Premier ministre : Ignacio Milam Tang • Population : 520 000 • Superficie (km²) : 28 051 • PIB/hab 2009 (USD) : 4 704 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 5,3 • Inflation 2009 (%) : 7,2 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 117

La baisse structurelle de la production pétrolière mais aussi des cours internationaux a obligé la Guinée équatoriale à mettre un tour de vis à son économie après une politique de forts investissements, notamment dans les secteurs non pétroliers, qui ont atteint 46,7 % du PIB en 2009 (25,9 % en 2008 et 26,1 % en 2010). En parallèle, les dépenses publiques ont été ramenées à 27,1 % du PIB en 2010 (49 % du PIB en 2009). L'investissement public – à 90 % dans les infrastructures – a été particulièrement élevé en 2009 avec des dépenses record de près de 3,8 milliards de dollars. Elles seraient de 3 milliards de dollars en 2010, notamment en vue de la préparation de la réunion des chefs d'État de l'Union africaine en juin 2011 et de la Coupe d'Afrique des Nations en 2012.

La croissance économique a ralenti en 2010, à 0,9 % (après 5,3 % en 2009), mais devrait se redresser à 2,1 % en 2011. L'inflation a atteint 8 % en 2010, après 7,2 % en 2009. Mais le solde budgétaire redeviendrait positif, à +3,4 % du PIB (-8 % en 2009), tandis que la part des recettes publiques (hors dons) dans le PIB baisserait à 30,5 % en 2010 et 29,6 % en 2011 (41 % en 2009). Le FMI anticipe des déficits structurels dès 2011, sous l'effet des importants investissements publics et de ressources pétrolières et gazières en baisse. La dette publique, inexistante en 2008, a grimpé à 5,1 % du PIB en 2009. Les réserves en devises sont néanmoins confortables avec 8,5 mois d'importations en 2010 (7,6 en 2009).

Ce pays vit toujours à l'heure des hydrocarbures. Après le pic de 2008, la production d'hydrocarbures en 2009 aura été de 163 millions de barils (Mb) équivalent pétrole et serait en légère baisse, à 160 Mb en 2010, avec l'arrivée à maturité de champs opérés notamment par Exxon Mobil, Amerada Hess et Marathon Oil. Diminution partiellement compensée par l'augmentation de la production de méthanol et des autres gaz (5,4 Mt en 2009 après 4,7 Mt en 2008) qui ont représenté 21 % de la valeur totale des exportations d'hydrocarbures. En septembre, le gouvernement a déclaré renoncer à construire une deuxième unité de gaz méthane ; il s'orienterait plutôt vers la construction d'une deuxième usine de GNL (coût estimé à 800 millions de dollars). Suite à d'importants investissements de l'entreprise parapublique Sonagas en partenariat avec l'Allemand E. ON Ruhgas, l'Espagnol Union Fenosa et le Portugais Galp Endergia, le pays estime à 4,5 trillions de pieds cubiques ses réserves en gaz, soit trois fois le volume avancé jusqu'alors.

La production pétrolière devrait repartir d'ici deux ans avec 110 000 barils par jour (b/j) supplémentaires provenant notamment de la mise en production offshore des champs Aseng et Alen par l'Américain Noble Energy. Cinq nouvelles concessions pétrolières ont été signées en septembre, dont une avec le Russe Gazprom Neft qui a deux concessions en partage de production avec des réserves estimées à 110 Mt de pétrole, et une avec le Suisse Glencore. La conception du projet de la raffinerie de Mbini

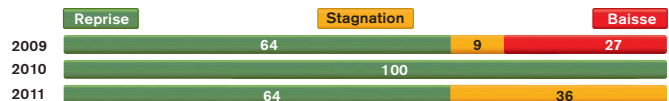
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,98 sur 5 ▶

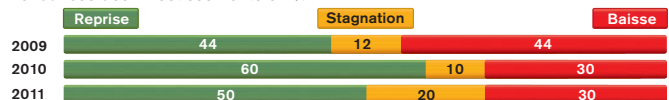
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau routier	▲	Efficacité de l'administration	▲
Infrastructures portuaires	▲	Fraude douanière	▶
Niveau de fiscalité	▲	Qualité de la main-d'œuvre	▶
Sécurité des personnes	▲	Corruption	▶
Coût du fuel	▼	Coût des télécommunications	▲

Bilan des entreprises

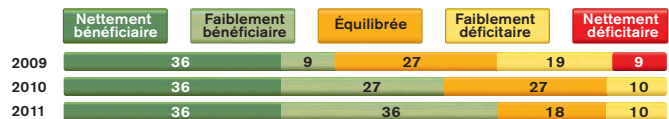
Tendances du chiffre d'affaires en %



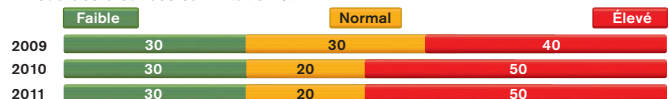
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



(20 000 b/j) a été confiée à l'Américain KBR. À noter que la Guinée équatoriale s'est engagée en mai à livrer 2 Mb de brut par an à la raffinerie de Tema au Ghana.

La construction par le Chinois Sinohydro de la centrale hydro-électrique de Djibloho, lancée en 2008, devrait être achevée en 2011. Avec pour objectif la diversification de l'économie, des négociations ont été lancées en novembre avec la Chine pour créer un consortium agricole qui relancera notamment la cacao-culture.

Suite aux élections présidentielles du 29 novembre 2009, le général de Brigade Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a reconduit, le 12 janvier 2010, Ignacio Milam Tang dans sa fonction de Premier ministre. Malheureusement, le pays pâtit encore d'une réputation de corruption : en avril, il a été suspendu de l'Initiative de transparence dans les industries extractives. En août, quatre anciens militaires accusés d'un coup d'État manqué en février 2009 ont été exécutés.



République Centrafricaine

Chef de l'État : François Bozize Yangouvonda • Premier Ministre : Faustin Archange Touadera • Population (millions) : 4,4 • Superficie (km²) : 622 980 • PIB/hab 2009 (USD) : 221 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 1,7 • Inflation 2009 (%) : 3,5 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 159

Le pays assainit sa situation économique et financière. Grâce à une mobilisation des recettes intérieures, à une exécution prudente du budget et à une réduction des arriérés intérieurs, la République Centrafricaine aurait accéléré sa croissance économique avec 3,3 % en 2010 (1,7 % seulement en 2009), selon le FMI. Elle serait de 4 % en 2011, selon ses prévisions. Le niveau d'investissement total est relativement constant au fil des ans, à 10-11 % du PIB, atteignant 11,9 % en 2010 voire 12,7 % en 2011. L'inflation est très faible, de l'ordre de 1,4 % en 2010. Après avoir été positif en 2009, à 1,1 % du PIB, le solde budgétaire global serait déficitaire de -0,7 % du PIB, voire de -6,4 % si on exclut les dons. Les dépenses publiques représentaient en 2010, 17 % du PIB et les réserves en devises 4,7 mois d'importations en 2010 (5,3 en 2009).

La dette publique ne représentait plus que 26,9 % du PIB en 2009 (79,6 % l'année précédente) après que le pays ait atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en juin 2009. Dans ce cadre, en mai 2010, trois accords relatifs à l'annulation de 5,14 millions d'euros de sa dette à l'égard de la France et des autres membres du Club de Paris étaient signés. En août, le FMI a approuvé la sixième revue des résultats obtenus par la République centrafricaine dans le cadre d'un programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), ouvrant la voie au décaissement de 13,1 millions de dollars, ce qui porte le total des décaissements au titre du programme à environ 104,9 millions de dollars. Les autorités entendaient rembourser un montant d'arriérés intérieurs d'environ 2 % du PIB (donnant la priorité aux arriérés de salaire et aux impayés envers les PME) qui devait être partiellement financé par un concours de 8 millions d'euros de l'UE.

Concernant la dette intérieure, l'administration fiscale a été restructurée et l'assiette intérieure élargie. Pour clarifier les relations financières et améliorer les prestations de service aux administrations et les pratiques de facturation entre les entreprises publiques et l'État, ce dernier a enregistré toutes les dettes existantes à l'égard des entreprises publiques, recensant les dettes croisées entre ces entreprises et les administrations locales et centrales, pour établir un échéancier d'apurement des dettes croisées. Les autorités ont également réglé toutes les factures adressées par les entreprises de service public aux administrations publiques de novembre 2008 à août 2009.

L'année 2010 s'est présentée sous de meilleurs auspices que 2009 avec la hausse des cours mondiaux du coton, du café, du bois et des diamants. En 2009, la production de café avait quasiment doublé à 3 874,8 t, tandis que les productions de coton graine et de bois se sont contractées respectivement de 14,2 % (2 878 t), et de 35,2 % (408 725 m³), selon la BEAC. Dans l'industrie, 2009 a aussi été mitigée : le BTP a enregistré une progression de 6 % de son chiffre d'affaires (2 257 millions FCFA), la

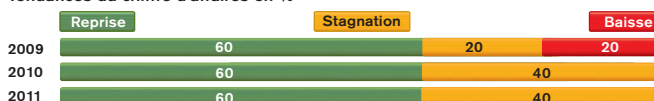
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,1 sur 5 ▶

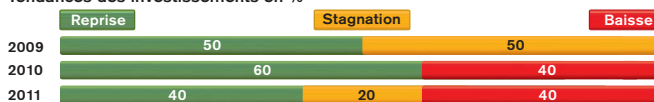
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Droit foncier	▲	Réseau aérien local-régional	▲
Droit du travail	▼	Distribution électrique	▲
Qualité de la main-d'œuvre	▲	Fraude fiscale	▼
Protection de l'environnement	▲	Coût du fuel	▼
Facilités de crédit aux entreprises	▼	Valorisation sociale des personnes	▲

Bilan des entreprises

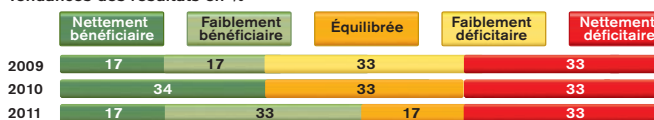
Tendances du chiffre d'affaires en %



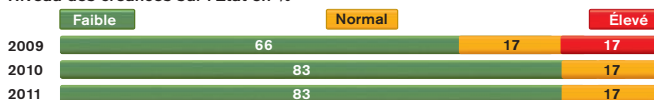
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



production d'huile de palme a repris et la production d'électricité a augmenté de 8,2 % à 136 619 MWh. En revanche, la production de diamant brut a reculé de 17,7 %, à 310 468 carats et celle de sucre a régressé de 28,5 % à 13 775 t.

Dans les services, la téléphonie mobile a enregistré une hausse de 32,6 % de son chiffre d'affaires en 2009, qui s'est établi à 25 829 millions FCFA. Mais, crise oblige, le volume de marchandises affrétées par voies routière, aérienne et fluviale a reculé de respectivement 20,6 %, 44,9 % et 10 % tandis que le chiffre d'affaires du secteur hôtelier régressait de 17,9 %, à 1 783 millions FCFA.

La persistance de l'insécurité dans le nord-est et le report pour la deuxième fois des élections présidentielle et législative, initialement prévues en avril 2010, sont des facteurs de risques pour la stabilité du pays.



RD Congo

Chef de l'État : Joseph Kabila • Premier ministre : Adolphe Muzito • Population (millions) : 64,9 • Superficie (km²) : 2 345 409 • PIB/hab 2009 (USD) : 100 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 2,8 • Inflation 2009 (%) : 39,2 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 168

Après la tourmente de 2009, la République démocratique du Congo (RDC) a pris un ensemble de mesure pour stabiliser son économie, dans le cadre d'une Facilité de crédit élargie (FCE) du FMI approuvée en décembre 2009. La dépréciation du franc congolais a été stoppée et il s'est stabilisé à 900 pour 1 dollar, le taux d'inflation passerait de 46 % en 2009 à moins de 15 % en 2010, les dépenses publiques ont été réduites et les recettes sont en hausse grâce à la reprise des exportations.

La RDC a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE renforcée : elle a bénéficié, en novembre 2010, d'une annulation de 7,35 milliards de dollars de dettes par le Club de Paris et le Brésil, soit près de la moitié de sa dette extérieure (13,70 milliards en 2009). Les créanciers s'inquiètent néanmoins du climat des affaires et ont encouragé le pays à lutter contre la corruption. La RDC est remontée de quatre places dans le classement Doing Business 2010 de la Banque mondiale mais à la 179^e position (sur 183).

De récents contentieux, portés devant la justice internationale, ont trait notamment au retrait des concessions minières au Canadien First Quantum Minerals, au Katanga, suite au réexamen des contrats, et à l'attribution de l'exploitation du pétrole des blocs

1 et 2 du Graben Albertine du Lac Albert, obtenue en juin par les sociétés Caprikat et Foxwhelp Ltd, que conteste l'Anglo-Irlandais Tullow Oil.

Mais l'évolution favorable du marché mondial des minerais a assuré la reprise de la croissance, attendue à 5,4 % en 2010 et 7 % en 2011. La production de cuivre est en hausse avec 400 000 t estimées en 2010 (309 610 t en 2009) et celle de cobalt a progressé de 20 % (67 000 t). Avec principalement la mine de Tenke Fungurume, exploitée par l'Américain Freeport McMoran Copper & Gold, la RDC compte doubler sa production de cuivre et cobalt dans les deux ans. Randgold Resources développe dans le nord-est du pays la mine d'or de Kibali et les premières onces sont attendues en juillet 2013.

Se tournant vers l'Asie pour financer ses besoins en infrastructures, la RDC a obtenu un prêt de 42 millions de dollars de l'Inde pour construire une usine hydroélectrique à Kakobola dans la province de Bandundu et d'une annulation de dette de 263 millions de dollars. Un accord de prêt avec la Chine, conclu en 2008, avait été ramené, sous la pression du FMI, de 9 à 6 milliards de dollars.

Des élections présidentielles et législatives se dérouleront en novembre 2011.

MAUREL & PROM

Imaginer - Rechercher - Découvrir - Développer

www.maureletprom.fr



Tchad

Chef de l'État : Idriss Deby Itno • Premier ministre : Emmanuel Nadingar • Population (millions) : 11,1 • Superficie (km²) : 1 284 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 275 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : -1,6 • Inflation 2009 (%) : 10,1 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 163

Le Tchad devait connaître une embellie en 2010 avec une croissance de 4,3 % et de 3,9 % en 2011, après une récession en 2009 de l'ordre de -1,6 %, liée à baisse des cours du pétrole, au déclin structurel de la production d'hydrocarbures et à l'effondrement de la production agricole suite à une mauvaise pluviométrie, selon le FMI. L'inflation redescendrait à 6 % sur l'année, voire 3 % en 2011.

L'exécution du budget de l'État s'est soldée par un déficit de 21,2 milliards FCFA à fin mars 2010, en nette amélioration par rapport au déficit de 159 milliards enregistré un an plus tôt. Les recettes budgétaires se sont établies à 182,9 milliards FCFA (108,9 milliards l'année précédente), en hausse de 68 %, grâce essentiellement à l'amélioration des recettes pétrolières. Celles-ci ont bénéficié de la reprise des encaissements par le Trésor public de l'impôt sur les sociétés dû par Exxon/Chevron et Petronas et, dans une moindre mesure, à l'appréciation des cours mondiaux du brut.

Les investissements pétroliers ont porté notamment sur l'intensification des travaux de construction de la raffinerie de Djermaya et la pose du pipeline sous le fleuve Chari, devant la relier au champ pétrolier de Rônier de Bongor. Les investissements sur le bassin de Doba (225 000 barils par jour prévus) ont aussi connu une certaine reprise de la part du consortium Exxon-Petronas-Chevron.

La croissance hors pétrole est stimulée par le rebond de l'agriculture, notamment la montée en flèche des cours internationaux du coton conjuguée à une production en forte hausse : elle est estimée à 65 000 t de coton graine pour la campagne 2010-11, contre 35 000 t seulement en 2009-10. Toutefois, les problèmes de gestion de la Cotontchad persistent. Quant au sucre, si la production a été stable, à moins de 40 000 t, le pays a dû importer les deux tiers de sa consommation à des cours internationaux records.

Le BTP a bénéficié notamment de la construction du siège de la CNPS à N'Djaména, de la cimenterie de Baoré à Pala ainsi que des travaux de construction du pont à double voie de Nguéli, reliant N'Djaména à la ville frontalière camerounaise de Kousséri, lancés en décembre 2009. Les industries manufacturières se sont bien tenues grâce à la vitalité des brasseries et à l'extension des capacités de production de la fabrique de cigarettes et de l'usine d'assemblage de tracteurs. En revanche, la vétusté de son outil de production et le manque de graines de coton ont provoqué la suspension de l'activité de l'huilerie-savonnerie, en principe jusqu'en 2011.

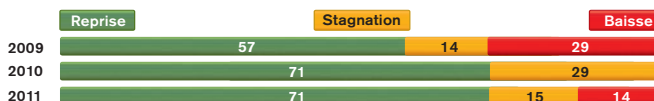
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,16 sur 5 ▶

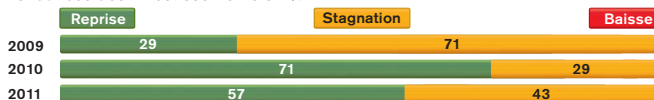
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau téléphonique mobile	▶	Distribution électrique	▶
Qualité du secteur bancaire	▼	Jugements arbitraires	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Droit foncier	▼
Qualité du personnel d'encadrement	▼	Impact du secteur informel	▲
Protection de l'environnement	▲	Corruption	▶

Bilan des entreprises

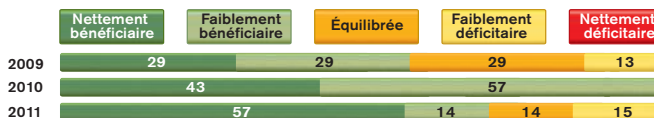
Tendances du chiffre d'affaires en %



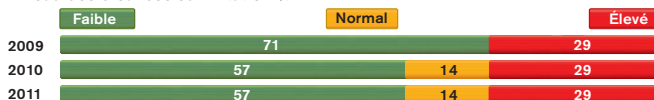
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Le Tchad et le Soudan, qui s'accusaient de soutenir leurs rébellions respectives, se sont réconciliés cette année, ce qui a contribué à améliorer la situation sécuritaire et à inciter un certain nombre de rebelles tchadiens à négocier leur retour à N'Djaména. Mais les prises d'otages se sont poursuivies en 2010. Accédant aux requêtes du gouvernement tchadien, le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé fin mai de retirer d'ici la fin de l'année la Mission des Nations unies déployée au Tchad et en Centrafrique (Minurcat).

La Commission électorale nationale indépendante a annoncé le 25 septembre le report des élections législatives (initialement prévues le 28 novembre) au 20 février 2011. Elles seraient suivies, le 27 mars 2011, par les élections locales et par le premier tour de la présidentielle le 8 mai.

Pascal Guasp, comme un poisson dans l'eau !

**Signe particulier :
exportateur avec l'aide d'UBIFRANCE**

- PME de 50 personnes
- 8M de CA en 2008,
dont 25% à l'export

C'est en 2000 que Pascal Guasp se jette à l'eau en rachetant la PME jurassienne L'Eau Pure, spécialisée dans le traitement des eaux. Très vite, cet homme, passionné de voyages, donne à son entreprise une dimension internationale. Avec l'aide d'UBIFRANCE, il structure son offre à l'export et les contrats à l'international s'enchaînent : le Maghreb lui offre un terrain propice, puis c'est au Chili – qu'il découvre lors d'une mission collective organisée par UBIFRANCE – qu'il exporte son savoir-faire. C'est d'ailleurs sa société qui installe la station d'épuration la plus australe au monde, au Cap Horn ! Depuis, le succès de L'Eau Pure suit son cours sur presque tous les continents. En moins de 10 ans, le montant des contrats signés à l'international a été multiplié par 10. Amérique du Sud, Asie, notamment au Vietnam, et maintenant des projets sur le sous-continent Indien...

Pascal Guasp espère réaliser dans les prochaines années la moitié de son chiffre d'affaires à l'international. De quoi mettre l'eau à la bouche !

Encore Eau - © Olivier Borst

L'Export, il est urgent de s'y mettre !

En 2009, UBIFRANCE a accompagné près de 20 000 entreprises françaises à l'international.

Vous aussi, pour vous faire conseiller sur les marchés étrangers, être accompagnés dans vos projets export, dynamiser votre promotion, rencontrer des partenaires ou trouver des V.I.E, faites appel à l'expertise d'UBIFRANCE. Bénéficiez du soutien de l'État et de l'Équipe de France de l'Export pour faire décoller vos ventes à l'international.


UBIFRANCE
ET LES
MISSIONS ÉCONOMIQUES

facilitateur d'export

www.ubifrance.fr

 **N°Azur 0 810 817 817**

COUT D'UN APPEL LOCAL



Afrique du Sud

Chef de l'État : Jacob Zuma • Population (millions) : 49 • Superficie (km²) : 1 219 912 • PIB/hab 2009 (USD) : 3 691 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : -3 • Inflation 2009 (%) : 7,1 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 110

L'économie sud-africaine a rebondi cette année : sa croissance serait, selon le FMI, de 3 % après une chute de -3 % en 2009, année de crise. Elle atteindrait 3,5 % en 2011 et 4,1 % en 2012. Des taux qui demeurent largement en deçà des 6 % nécessaires pour lutter contre le chômage qui touche 25 % de la population active. Depuis la fin de 2008, plus d'un million d'emplois ont été perdus. La crise, mais aussi des niveaux de salaires jugés élevés alors que la main-d'œuvre est peu qualifiée expliqueraient ce chômage quasi structurel. Un dossier sur lequel l'ANC au pouvoir a peu de marges de manœuvre étant donné ses liens historiques avec les syndicats. Aussi le gouvernement a-t-il mis de côté 6 milliards de rands sur 2011-12 à 2013-14 pour aider à la création d'emplois pour les jeunes.

La reprise économique sud-africaine – jugée « durable » par le FMI – n'est donc pas tirée par la consommation intérieure qui demeure léthargique, mais par des cours mondiaux de métaux et minerais qui ont retrouvé des pics historiques, ainsi que par des secteurs à forte teneur capitalistique comme les mines, la finance et le secteur manufacturier. La reprise aurait pu être plus soutenue avec un rand moins élevé. La monnaie nationale a gagné 28 % face au dollar entre début 2009 et début novembre 2010. Le débat va bon train, le puissant syndicat Cosatu plaçant pour un taux de change fixe de 10 rands* pour un dollar contre environ 7 actuellement. S'agissant des taux d'intérêts, la Reserve Bank a réduit de 60 points de base ses taux depuis décembre 2008, entraînant le coût du crédit à son plus faible niveau en trois décennies. L'inflation serait de 4,4 % cette année selon le National Treasury (5,6 % selon le FMI) et devrait se maintenir sous la barre des 6 % ces trois prochaines années. En revanche, la Reserve Bank a souligné qu'elle augmenterait ses réserves de change en temps voulu.

Le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts de redressement en lançant d'importants programmes d'investissements publics en 2009, ce qui a d'ailleurs contribué à accroître son endettement net. Ce dernier est passé de 673 milliards de rands (environ 67 millions d'euros) fin 2009-10 à 825 milliards durant cet exercice et pourrait atteindre 1 300 milliards de rands d'ici 2013-14. Toutefois, une gestion budgétaire efficace a permis de ramener le déficit de 6,7 % du PIB en 2009-10 à 5,3 % cet exercice. L'objectif est de le réduire à 3,2 % d'ici 2014 (la masse salariale représente 40 % des dépenses totales). Le gouvernement a bénéficié de recettes fiscales accrues liées à la reprise économique et aux bonnes performances à l'exportation. Pour l'instant, les hausses d'impôts ne sont pas d'actualité, mais le gouvernement ne les exclut pas et l'ANC étudie la possibilité de taxer les entrées de capitaux à court terme.

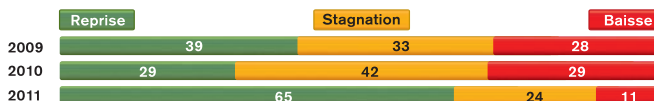
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,15 sur 5 ▶

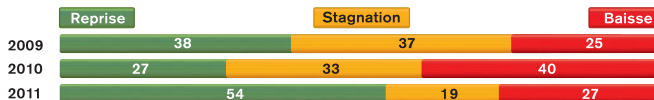
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures aéroportuaires	▲	Réseau ferré	▼
Fraude douanière	▲	Incitation à l'investissement	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Délais des procédures judiciaires	▼
Droit du travail	▲	Niveau de formation de la main-d'œuvre	▲
Coût du transport maritime	▲	Sécurité des personnes	▲

Bilan des entreprises

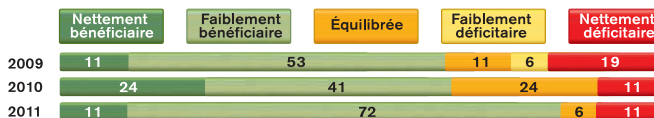
Tendances du chiffre d'affaires en %



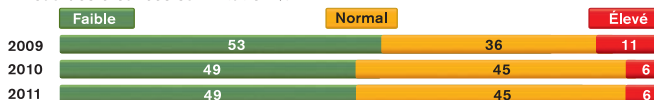
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Si le programme d'investissements publics dans les infrastructures a été révisé à la baisse (de 845 milliards à 811 milliards de rands ces trois prochaines années), il demeure massif. **Dans les transports, Transnet**, société publique en charge des transports, a décidé d'investir plus de 100 milliards de rands ces cinq prochaines années dans les ports, les chemins de fer et de nouveaux pipelines. Elle les financera par des émissions obligataires en Europe et aux États-Unis. Ceci s'ajoute aux 74 milliards de rands déjà investis entre 2004 et 2009. Transnet Freight Rail étudie notamment la possibilité de renforcer son fret de minerais de fer, de charbon et de fuel. À noter que China Railway, en partenariat avec la première banque sud-africaine Standard Bank (détenue à 20 % par Industrial and Commercial Bank of China), développe des projets sur l'en-

semble de l'Afrique. Le ministère des Transports lance un train de banlieue entre les villes de Tshwane et Moloto et étudie la construction de trois lignes à grande vitesse ainsi que des investissements importants pour le renouvellement de matériels roulants. De son côté, la South African National Road Agency (Sanral) investit 20,2 milliards de rands pour la réfection d'autoroutes.

Dans l'énergie, Eskom n'est pas en reste. L'entreprise publique d'électricité a un programme d'investissements de 550 milliards de rands destiné à accroître de 12 300 W la production électrique nationale entre 2010 et 2017. À noter que le plan national de gestion intégrée des ressources (Integrated Resources Plan - IRP 2010) prévu sur vingt ans prévoit un mix énergétique avec 48 % de charbon (93 % aujourd'hui), 16 % d'énergies renouvelables et 14 % de nucléaire. Dans le secteur de l'eau, l'entreprise publique Rand Water consacre 1,5 à 2 milliards de rands par an jusqu'en 2030 pour faire face à l'évolution de la demande (+2 % par an estimés cette prochaine décennie). Le pays aurait un déficit de 6 % en approvisionnement en eau d'ici à 2013 et de 11 % en 2019.

Dans le secteur des travaux publics, l'Afrique du Sud veut s'ériger en modèle de l'écoconstruction : le ministère des Travaux publics consacre 75 millions de rands sur 2010-11 pour rénover quelque 108 000 bâtiments de son parc. Reste à savoir si ces fonds publics seront utilisés à bon escient et atteindront leurs objectifs. Le National Treasury, lui-même, a tiré la sonnette d'alarme début novembre quant à la mauvaise utilisation des finances publiques par l'administration décriée comme étant souvent incompétente, inefficace, voire corrompue.

Côté secteurs productifs, les cours mondiaux des métaux et minerais ont été au zénith en 2010 et la production sud-africaine a globalement augmenté de 12,1 % entre septembre 2009 et septembre 2010, selon Statistics South Africa (SSA). Les métaux du groupe du platine (MGP) et le charbon (50 % sont exportés en Inde et en Chine) ont enregistré la plus forte progression de production au troisième trimestre, tandis que l'or (-4 % en volume entre septembre 2009 et 2010) et le minerai de fer régresaient. Anglo Platinum, numéro un mondial, avait pour objectif une production de 2,5 millions d'onces cette année. Impala Platinum, numéro deux mondial, a connu grèves et éboulements ce qui a impacté sa production qui devrait être égale à 2009, à 867 000 onces.

L'ensemble des revenus miniers a progressé de 27,5 % entre août 2009 et 2010, tirés par l'or, les MGP et le minerai de fer, rattrapant ainsi largement ce qu'ils avaient perdu (-19,7 %) pendant la crise.

Mais le secteur a été pénalisé au plan intérieur par des goulots d'étranglement dans les transports et par les incertitudes réglementaires. L'année a en effet été jalonnée par des affaires liées au monde politique, notamment au neveu du président Jacob Zuma, quant à l'octroi de licences d'exploitation et une nouvelle réglementation a dû être émise. À noter que la perception de royalties sur les activités minières a repris le 1^{er} mars après avoir été suspendue en 2009 du fait de la crise.

Certaines filières agricoles ont été gravement touchées. La production sucrière continue à régresser et ne serait que de 1,96 million de tonnes (Mt) en 2010-11 en raison de la sécheresse dans la région productrice du KwaZulu Natal ; la campagne dernière, elle, était déjà tombée au plus bas en quinze ans à 2,18 Mt. La production de blé a aussi baissé : les cultivateurs, découragés par la faiblesse des cours (-31 % entre juillet 2008 et juillet 2010 sur le South African Futures Exchange, avant la remontée liée à la sécheresse en Russie), des importations à faible prix et les maladies, ont réduit de 11 % leur emblavements à 57 000 ha. Le pays importerait 1,3 Mt cette campagne. En revanche, la récolte de maïs est la meilleure depuis 1982, à 13,04 Mt, selon le Crop Estimates Committee : la consommation nationale est de 10,6 Mt. Pour la première fois en cinq ans, le pays a exporté vers le Japon.

Dans les autres secteurs, notons la construction (145 millions d'euros) d'une cimenterie par un trio sino-sud-africain, Women Investment Portfolio, Continental Cement et Jidong Development ; l'accord entre les sociétés aéronautiques sud-africaines Aerosud et Cobham Omnipless et, d'autre part, Spirit Aerosystems et Rockwell, sous-traitants d'Airbus, pour fabriquer des pièces et sous-systèmes pour l'A350 ; le lancement par la banque Absa, via Oberthur Technologies, de la technologie du paiement à double interface, notamment dans les transports publics.

* Au 15 novembre 2010,
1 rand sud-africain (ZAR) = 0,104787 euro ;
1 euro = 9,54318 ZAR.

Les retombées de la Coupe du monde

La Coupe du monde de football a rapporté 38 milliards de rands et le gouvernement a dépensé 33,7 milliards de rands, dont 11,7 milliards pour les 10 stades, 11,2 milliards pour le réseau ferroviaire, 1,3 milliard pour la sécurité et 1,5 milliard pour les NTIC, selon le ministre des Finances. Si on inclut les dépenses des villes et provinces hôtes, le coût total est de 40 milliards de rands environ. Les dépenses des centaines de milliers de visiteurs auraient boosté le PIB de 0,4.



Angola

Chef de l'État : José Eduardo dos Santos • Premier ministre : Fernando da Piedade Dias dos Santos • Population (millions) : 16,5 • Superficie (km²) : 1 246 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 1 405 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 0,7 • Inflation 2009 (%) : 13,7 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 146

L'année 2010 aura été décevante pour l'Angola. La croissance prévue à 5,9 % (en juillet, la Banque mondiale l'avait même estimée à 8,5 %) ne serait que de 2,5 %, selon le FMI. Cette sévère révision résulterait surtout de l'aveu du gouvernement d'une dette beaucoup plus importante que prévue (6,8 milliards de dollars), à l'égard d'entreprises portugaises et brésiliennes du BTP. Avec la crise et la chute des cours du pétrole, il aurait interrompu ses remboursements en 2009 lorsque ses recettes publiques ont chuté de 50 % à 30 % du PIB. Le Brésilien Camargo Correia a fermé et Odebrecht licencié. Volant au secours de ses sociétés, Lisbonne a octroyé 650 millions de dollars à Luanda en mars 2010 afin qu'elle solde sa créance le mois suivant. Mais la facture, de 1,28 milliard de dollars, n'a été payée qu'en août.

Pourtant, la remontée des cours du baril avait boosté de 30 % les réserves du pays sur les 5 premiers mois de 2010, à 15,64 milliards de dollars, stabilisant le kwanza aux alentours de 92 pour un dollar. En novembre 2009, le FMI avait approuvé un prêt de 1,3 milliard de dollars tandis que la Chine octroyait trois lignes de crédit de 10 milliards de dollars (contre pétrole). Le stock de la dette angolaise s'élève à 32,5 milliards de dollars, soit 38,2 % du PIB. Le gouvernement a annoncé en septembre 2010 une vaste réforme fiscale et la création d'un fonds souverain afin de lisser sur plusieurs années l'utilisation des recettes pétrolières. En attendant, l'inflation atteint 13,3 % selon le FMI, et le relèvement de 50 % du prix du carburant en septembre, qui amorce de la fin de la politique de subvention (4,8 milliards de dollars par an), affecte le pouvoir d'achat de la population : Luanda est déjà la ville la plus chère au monde.

Une nouvelle Constitution a été approuvée début janvier, un nouveau gouvernement nommé le 8 février et remanié deux fois, les 16 mars et 4 octobre 2010, avec notamment le départ du puissant ministre de l'Économie, Manuel Nunes Junior. Les élections de 2012 agitent déjà les esprits. L'étiquette d'un des pays les plus corrompus au monde est tenace malgré l'adoption en juin et juillet d'une batterie de mesures anticorruption.

Ce contexte ne semble pas freiner les investissements étrangers : 1,8 milliard de dollars en 2009 (après 1,2 milliard en 2008) et sans doute autant en 2010 (hors secteur pétrolier), selon l'Agence nationale d'investissements. Un fonds de 18 milliards de dollars lancé en septembre 2010 est dédié aux barrages et centrales électriques : le pays ne produit que 790 MW sur un potentiel de 18 000 MW. Le projet hydroélectrique de Baynes (1,1 milliard de dollars, 400 MW), commun à la Namibie et à l'Angola, serait enfin sur les rails. La compagnie aérienne TAAG a été restructurée et des investisseurs recherchés pour réhabiliter trois usines textiles. La production de sucre redémarrerait fin

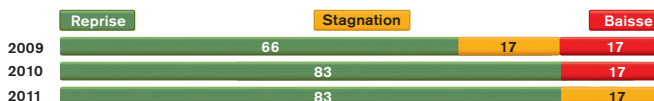
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,09 sur 5 ▾

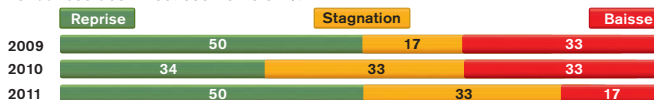
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau téléphonique mobile	▲	Réseau ferré	▶
Niveau de fiscalité	▲	Distribution électrique	▼
Impact du secteur informel	▶	Efficacité de l'administration	▼
Coût du fuel	▲	Délais des procédures judiciaires	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



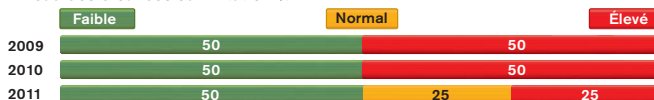
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



2011 avec le projet Biocom (partenariat Odebrecht-Sonangol-Damer), avec pour perspective les biocarburants. L'agriculture est une des priorités gouvernementales : début mai, le gouvernement a décidé de bonifier les taux d'intérêt du crédit agricole. **Premier fournisseur de la Chine au premier semestre**, l'Angola poursuit le développement de son secteur extractif. La production pétrolière (90 % des exportations, 80 % des revenus) serait de 1,9 million de barils par jour (Mb/j) – quota Opep de 1,52 Mb/j – contre 1,82 Mb/j en 2009, générant 16,6 milliards de dollars en 2010 (15,7 milliards 2009). La libéralisation est d'actualité. L'entreprise publique Sonagol lancerait la construction de la raffinerie (8 milliards de dollars, 200 000 b/j) de Lobito. La production diamantifère aurait été de 9 millions de carats en 2010, année où le gouvernement a planché sur une nouvelle fiscalité minière.



Botswana

Chef de l'État : Ian Khama • Vice-président : Mompoti Merafhe • Population (millions) : 1,9 • Superficie (km²) : 567 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 4 396 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : - 4.9 • Inflation 2009 (%) : 8,1 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 98

Une bonne gestion de la crise a permis au Botswana de redresser la barre en 2010, avec une croissance de 7 % selon le FMI après que l'économie s'est contractée de 4,9 % en 2009. Face à la chute de sa production de diamant (32,3 et 17,7 millions de carats en 2008 et 2009) liée à la crise mondiale, le premier producteur mondial avait alors assoupli ses politiques fiscales et monétaires pour donner un élan au secteur non minier.

2010 est l'année du rééquilibrage avec la redynamisation des activités diamantifères (23,2 millions de carats prévus) et la hausse des cours mondiaux, tandis que les secteurs non miniers s'essouffent (+6,2 %, en 2009 et 4,8 % attendus pour 2010) au fur et à mesure que les incitations fiscales pour palier la crise prennent fin. La consommation intérieure devrait demeurer faible malgré la hausse de 10 % des salaires des fonctionnaires en milieu d'année. Elle est pénalisée par une inflation qui serait, certes en baisse, mais atteindrait encore 6,7 % en 2010 selon le FMI liée à une augmentation de la TVA et des prix administrés, notamment des transports et de l'électricité (+30 %).

La situation budgétaire et financière demeure fragile. Mi-novembre 2010, un doute subsistait encore quant au montant des recettes douanières découlant de la Southern African Customs Union (Sacu) qui reviendrait au Botswana, recettes éminemment liées à la santé économique de l'Afrique du Sud voisine. Face à la crise, l'endettement extérieur du pays (secteurs public et privé) est passé de 3,2 % du PIB en 2008 à 15,4 % en 2009 et 15,9 % cette année. Un emprunt obligataire national sur quinze ans a été lancé en mars.

Le gouvernement est appelé par la Banque mondiale à réduire de 25 % son secteur public et ce d'autant plus que son secteur diamantifère, qui représente encore 33 % de son PIB, est sur le déclin à moyen ou long terme. Le Botswana a dû aussi revoir son programme d'investissements sur six ans, qui s'élevait à quelque 36 milliards de dollars. Toutefois, il a dû donner son feu vert au projet de rénovation de la centrale thermique au charbon (600 MW), Morupule B (1,7 milliard de dollars) car en 2012, l'Afrique du Sud cessera de lui vendre de l'énergie. Or, 80 % de la demande énergétique nationale est couverte actuellement par des importations, notamment de ce pays.

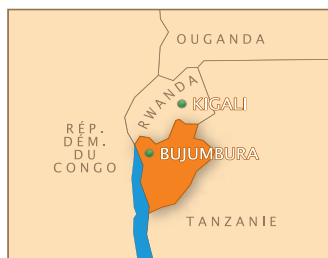


Une société innovante et un partenaire privilégié des

Décisionnaires en Ressources Humaines

pour l'accompagnement de la mobilité géographique de leurs salariés

- 20 ans d'expérience
- 30 experts
- 60 consultants
- 300 partenaires
- 400 destinations



Burundi

Chef de l'État : Pierre Nkurunziza • Premier vice-président : Térence Sinunguruzza • Population (millions) : 8,5 • Superficie (km²) : 26 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 140 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 3,5 • Inflation 2009 (%) : 4,5 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 166

La crise a fortement ralenti l'économie burundaise, impactant les transferts privés et les IDE en 2009. Mais elle a contribué à la forte réduction de l'inflation, de 24,4 % en 2008 à 10,7 % en 2009 selon le FMI. Elle serait de 7,2 % en 2010 et 8,4 % en 2011. Le prix du carburant a augmenté à trois reprises en 2010. Après un taux de croissance de 4,5 % en 2008, la progression du PIB s'est ralentie avec 3,5 % en 2009. Il devrait rebondir à 3,8 % en 2010 et à 4,8 % en 2011. Les performances fiscales ont été plutôt bonnes en 2009, derniers chiffres disponibles, avec des recettes supérieures de 0,6 % du PIB par rapport aux prévisions. Grâce à l'aide internationale (PPTE, initiatives multilatérales d'allègement de la dette et allocation de DTS), les réserves en devises atteignaient 6,5 mois d'importation fin 2009.

L'actualité politique a été très dense en 2010 dans ce pays qui sort de dix ans de conflit. Une série d'élections cantonales, présidentielle, législative puis sénatoriale étaient prévues du 24 mai au 8 septembre. Le processus a relativement mal commencé : l'opposition a contesté la victoire (64 % des voix) du CNDD-FDD (au pouvoir, à dominante hutu) aux cantonales, et a décidé de boycotter les autres élections. Les observateurs de l'Union européenne ont pourtant trouvé que la consultation s'était bien déroulée. Le processus électoral s'est poursuivi en l'absence des petits partis d'opposition.

Le président sortant Pierre Nkurunziza, seul en lice, a donc été réélu. Les élections parlementaires ont été largement remportées par le CNDD-FDD. Le président Nkurunziza a été investi le 26 août et le 30 août, il nommait son nouveau gouvernement, composé de 21 ministres issus de trois partis politiques qui avaient participé aux élections. Si le processus de normalisation avance, l'atmosphère demeure très tendue dans ce pays considéré comme le plus corrompu d'Afrique de l'Est selon les classements de Transparency International. En septembre, une série de meurtres, à quelques kilomètres de Bujumbura, a fait frémir à nouveau la population.

Après cette période électorale, la vie économique a repris un cours normal. La Banque mondiale a accordé 43 millions de dollars pour soutenir l'agriculture, l'économie burundaise continuant d'être dominée par le café et le thé. La campagne caféière 2009-10 (avril à mars) a été désastreuse : 175 000 sacs de 60 kg ont été exportés contre 350 000 en moyenne les cinq campagnes précédentes. 2010-11 s'annonce meilleure : d'avril à octobre 2010, les exportations auraient déjà atteint 145 000 sacs, selon l'Organisation internationale du café (OIC). La filière thé se porte aussi bien, avec 6 540 t vendues aux enchères hebdomadaires de Mombassa (Kenya), de janvier à octobre 2010 (+16,3 % par rapport à la même période de 2009), générant des revenus de 16,2 millions de dollars (+20,9 %). L'objectif 2010 est d'atteindre 24 millions de dollars (+50 %).

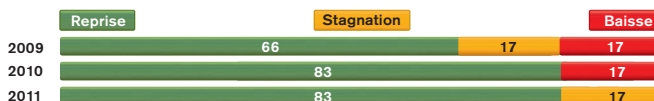
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,36 sur 5

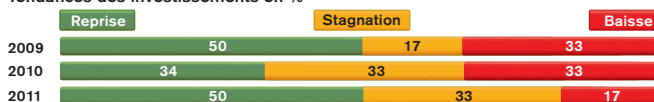
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau routier		Distribution électrique	
Réseau téléphonique mobile		Procédures douanières	
Facilités de crédit aux entreprises		Jugements arbitraires	
Sécurité des personnes		Droit foncier	
Coût de la main-d'œuvre		Qualité du personnel d'encadrement	

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



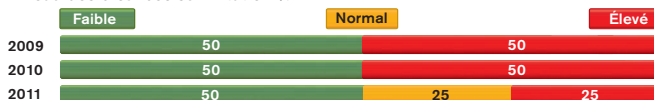
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Mais depuis l'été 2010, le Burundi connaît une crise énergétique sans précédent. En novembre, la RD Congo, le Burundi et le Rwanda, tous trois actionnaires de la Société internationale de l'énergie des Grands Lacs (Sinelac), devaient donner leur feu vert à la construction des centrales de Ruzizi 3 et de Ruzizi 4 (capacité 45 MW) et d'une centrale thermique à gaz méthane sur le lac Kivu (capacité 200 MW). À noter que le ministre de l'Énergie et des Mines, Samuel Ndayiragije, a été limogé pour avoir unilatéralement remis la dette de la Sinelac envers le Burundi, soit un manque à gagner de 37 millions de dollars pour le Trésor burundais. Dans les autres secteurs, le Complexe textile du Burundi (Cotebu) a été placé sous gérance de l'entreprise mauricienne Afri-textile pour une durée de trente ans, moyennant une dotation de 10 millions de dollars.



Djibouti

Chef de l'État : Ismail Omar Guelleh • Premier Ministre : Dileita Mohamed Dileita • Population : 833 000 • Superficie (km²) : 23 200 • PIB/hab 2009 (USD) : nc • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 5 • Inflation 2009 (%) : 2 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 147

La croissance économique de Djibouti atteindrait 4,5 % en 2010, selon le FMI, comme l'inflation. Les dérapages fiscaux de 2009 ont pu être évités en 2010 mais les comptes publics restent grevés par la hausse des dépenses d'investissement. Fin 2009, le déficit des comptes courants s'élevait à 20 % du PIB, le déficit fiscal à 4,5 % et les réserves en devises représentaient 3,1 mois d'importation. Le recours aux emprunts a fait grimper la dette extérieure à 63 % du PIB. Les objectifs sur 2011 sont une croissance de 5,5 % et une inflation de 3,5 %.

En novembre 2010, un accord de consolidation des dettes auprès de l'AFD et de la Coface a été signé entre la France et Djibouti portant sur 3,7 millions d'euros. Il s'inscrit dans le cadre de l'accord de restructuration conclu le 16 octobre avec le Club de Paris.

Côté politique, le Parlement a amendé la Constitution : le nombre de mandats présidentiels n'est plus limité (le président Ismail Omar Guelleh pourrait ainsi briguer en 2011 un troisième mandat) et sa durée est passée de six à cinq ans. Un Sénat a été institué et la peine de mort a été abolie. Par ailleurs, le différend frontalier avec l'Érythrée a donné lieu à une médiation qatarie : les troupes érythréennes se sont retirées de la zone contestée, tandis que des observateurs du Qatar s'y sont déployés.

Le port de Djibouti demeure très dynamique en parallèle avec la montée en puissance du port de Doraleh (financé par Dubai Ports World). La lutte antipiraterie maritime s'intensifie. Selon les chiffres 2009, derniers disponibles, la croissance du port de Djibouti a été de 25,33 % grâce, notamment, au bond des importations éthiopiennes et somaliennes. Confortant son rôle de hub, Djibouti a signé un accord avec le Programme alimentaire mondial qui y établira sa base logistique régionale.

Les Chinois seraient, en 2011 et 2012, les investisseurs étrangers les plus importants : ils développent le hub de Djibouti, électrifient le chemin de fer entre Djibouti et Addis-Abeba et développent l'énergie géothermique.

À noter encore cette année la cession par le Crédit agricole de sa filiale, Banque Indosuez Mer Rouge à Bank of Africa. Le pays a reçu livraison de trois nouveaux chalutiers fabriqués en Turquie afin de redynamiser la pêche locale (baisse de production de 12,5 % en 2009). Enfin, la connexion en février 2010 de Djibouti au câble sous-marin de télécommunications Eassy devrait améliorer les liaisons télécoms. Enfin, des investissements émiratis sont annoncés afin de faire de Djibouti une destination touristique de luxe.

25€

+5€
de frais de port

Atlas des risques pays du MOCI

2^{ème} édition

Les nouveautés de cette édition

- **Trois nouveaux pays** sont venus rejoindre les 100 autres de l'édition 2009, à savoir **Cuba, le Turkménistan et la Guinée-Équatoriale**. Le lecteur en quête des meilleures pratiques pour négocier des contrats tout en maîtrisant ses risques financiers bénéficiera d'une actualisation de toutes les autres fiches pays. Au total, ce ne sont pas moins de 103 pays qui ont été passés en revue dans cette nouvelle édition.
- Chaque fiche pays est complétée d'une **rubrique logistique** issue des informations contenues dans la banque de données « Doing Business 2010 » de la Banque mondiale.
- Associée à cette édition, la Douane française a fourni un éclairage inédit et précieux sur deux aspects du commerce international d'aujourd'hui : **les réglementations sécuritaires et les règles sur l'origine des produits**.
- Retrouvez également **pour chaque pays un conseil du credit manager Moci** complété par les avis d'expert de nos partenaires : Euler Hermes Sfac, Société Générale et Geos.



Pour tout renseignement

Tél : +33 8 11 02 12 12 - e.mail : abonnement@lemoci.com



Ethiopie

Chef de l'État : Girma Wolde Giorgis • Premier ministre : Meles Zenawi • Population (millions) : 83,1 • Superficie (km²) : 1 100 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 202 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 9,9 • Inflation 2009 (%) : 36,4 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 157

Au plan politique, c'est la stabilité : Meles Zenawi a été reconduit comme Premier ministre d'Éthiopie, un poste qu'il détient depuis dix-neuf ans ; son parti, Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front (EPRDF), a obtenu 545 sur les 547 sièges au Parlement. Sous sa houlette, le pays connaît un taux de croissance de 10 % en moyenne depuis sept ans et atteindrait encore 8 % en 2009-10 et 8,5 % en 2010-11, selon le FMI. Suite à la dévaluation de 16,5 % du birr* le 1^{er} septembre, la compétitivité s'est accrue et l'inflation a été maîtrisée : de 36,4 % en 2009, elle est descendue à 2,8 % en 2010 mais devrait revenir à 9 % en 2011. Les exportations sont dynamiques, les flux des donateurs importants et les réserves en devises s'élevaient à 2,1 mois d'importation fin 2009-10.

La réforme fiscale et la forte croissance économique ont permis au gouvernement d'accroître ses recettes et de moins recourir aux financements locaux. En septembre 2010, 296 millions de dollars ont été empruntés par le secteur public pour financer des infrastructures dans l'hydroélectricité et 70 millions de dollars étaient programmés pour des investissements productifs et dans le transport.

Le budget 2010-11, approuvé en juillet, est le plus important jamais connu, en hausse de 20 % à 77,2 milliards de birrs (soit 4,68 milliards de dollars), dont 70 % est destiné à la réduction de la pauvreté et aux infrastructures : les routes se voient attri-

buer 15,5 % des dépenses, l'agriculture 10 %. Côté recettes, près de 46,6 % sont attendus de l'aide extérieure.

Le pays entend générer 10 000 MW d'énergie hydroélectrique d'ici cinq ans contre 2 000 MW actuellement, via la construction d'importants barrages qui suscitent des controverses majeures. Trois ont été construits cette année, portant leur nombre à 7. Deux autres sont en cours, dont le très important Gibe III (1,4 milliard d'euros, 2 000 MW générés).

L'exploration pétrolière et gazière (4 trillions m³ estimés de réserve) va bon train dans la région de l'Ogaden malgré les menaces du Front de libération national (ONLF). L'Égyptien Ascom a trouvé deux filons aurifères. Les exportations d'or d'Éthiopie ont triplé en un an, à 300 millions de dollars en 2009-10 ; 86 entreprises explorent le pays pour de l'or, des métaux, des gemmes.

L'agriculture est également en forme. En 2009-10, les recettes caféières ont atteint 528 millions de dollars (+40 %), générant un quart des recettes en devises du pays. Les exportations de graines de sésame ont atteint 129 millions de dollars (+30 %). Le pays diversifie ses exportations avec des produits en cuir (56,5 millions de dollars), des légumes (32 millions) et des fleurs (158 millions, +20,9 %).

* Au 14 décembre 2010, 1 euro = 22,2923 birrs éthiopiens.

Les Incoterms® cci 2010 sont arrivés !

Offre Exceptionnelle

20 €

+ 5 €
de frais de port

Afin d'être le premier à détenir cet ouvrage indispensable, profitez de cette offre exceptionnelle d'achat en avant-première!

Pour tout renseignement
Tél : +33 8 11 02 12 12

e.mail : abonnement@lemoci.com



Des fiches détaillées Incoterms par Incoterms

L'intégration avec les formalités douanières ainsi que les modes de paiement particuliers

L'impact de ces nouveautés sur les problèmes d'assurance et de transport des marchandises

Comment choisir l'Incoterms et le négociier avec son client



Kenya

Chef de l'État : Mwai Kibaki • Premier ministre : Raila Odinga • Population (millions) : 36,6 • Superficie (km²) : 569 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 485 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 2,4 • Inflation 2009 (%) : 9,3 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 128

Le retour à la paix politique permet un rebond économique. Après les violences post-électorales (1 500 morts) de début 2008, une sécheresse et la crise financière mondiale, la croissance au Kenya qui était de 7 % en 2007 est tombée à 2,4 % en 2009. Mais elle devrait se redresser à 4,1 % en 2010 et voguer vers les 5,8 % en 2011, selon le FMI. Une nouvelle Constitution a été adoptée le 4 août, tendant à rogner les vastes prérogatives du chef de l'État et consolider les libertés individuelles : elle est jugée indispensable pour panser les plaies des divisions ethniques qui minent la vie politique, mais aussi pour booster l'économie. Fin octobre, le gouvernement avait déjà alloué 3,5 milliards de shillings kenyans (KES)* pour mettre en œuvre les nouvelles dispositions constitutionnelles.

L'impact du vote n'a pas tardé : la confiance des consommateurs a fait un bond au troisième trimestre 2010. Une façon aussi de rassurer les touristes, troisième source de devises derrière l'horticulture et le thé : suite aux violences en 2008, les recettes touristiques avaient chuté de 19,4 %. Au premier semestre 2010, le nombre de touristes avait déjà atteint 483 000, dépassant les 477 000 du premier semestre 2007, année record ; 2009 a totalisé 953 000 touristes, générant 62,46 milliards KES de recettes. Pourtant, aucun navire de croisière n'aurait accosté entre les mois de janvier à mai, par crainte des attaques de pirates au large des côtes.

Une situation macroéconomique maîtrisée

L'inflation qui atteignait 16,2 % en 2008 est redescendue à 9,3 % en 2009 et ne serait que de 4,1 % cette année pour se stabiliser à 5 % en 2011. Le ratio dette extérieure/PIB est passé de 22,4 % en juin 2009 à 21,4 % en mai 2010, tandis que celui de la dette intérieure augmentait à 25,7 % contre 21,7 %. Les réserves en devises atteignaient, fin mai, 4 mois d'importation. La balance des paiements est passée d'un déficit de 497 millions de dollars en mai 2009 à un excédent de 317 millions un an plus tard, cette amélioration témoignant d'un faible déficit du compte courant.

Boostées par les investissements publics, les dépenses budgétaires pour 2010-11 s'élèvent à près d'un trillion de shillings, ce qui porte le déficit budgétaire de 6,8 % du PIB (hors dettes extérieure et intérieure), soit au-delà des prévisions. Mais le gouvernement entend poursuivre ses efforts de réhabilitation du réseau routier, du port de Mombassa, du secteur de l'énergie et des transports. À cette fin, il a augmenté ses dépenses de 20 %, à 182 milliards KES. Toutefois, les mesures de relance économique de 2009, de l'ordre de 20 milliards KES, sont lentes à se mettre en œuvre.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,78 sur 5 ▲

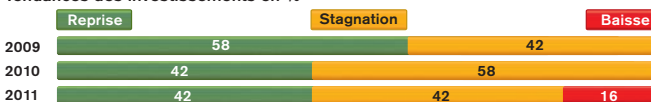
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau aérien local-régional	▲	Réseau ferré	▼
Harcèlement fiscal	▲	Délais des procédures judiciaires	▼
Qualité du secteur bancaire	▲	Sécurité des personnes	▼
Qualité de la main-d'œuvre	▲	Coût de l'électricité	▼
Taux d'absentéisme	▶	Valorisation sociale des personnes	▼

Bilan des entreprises

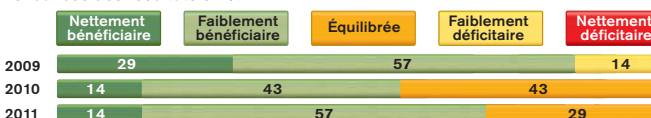
Tendances du chiffre d'affaires en %



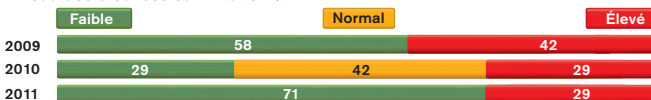
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Pour financer ce déficit, le ministre des Finances, Uhuru Kenyatta, s'est engagé à procéder à une réforme fiscale (objectif : des recettes qui représenteraient 22 à 24 % du PIB), à recourir au marché obligataire et à des fonds concessionnels étrangers. Mi-novembre, le gouvernement a signé un programme avec le FMI avec à la clé une facilité élargie de crédit de 500 millions de dollars. La Banque centrale a réduit à six reprises, depuis décembre 2008, son taux d'escompte de 9 % à 6 % en juillet, ce qui lui laisse une marge de manœuvre en cas de pression inflationniste : la sécheresse menace en effet pour 2011. Toutefois, les banques commerciales continuent à prêter à des taux d'environ 14 %.

La lutte contre la corruption semble porter ses fruits : le Kenya remonte dans le baromètre 2010 de Transparency Inter-

Kenya

national, de la 147^e à la 128^e place. En juillet, un nouveau directeur de la Commission anticorruption, l'avocat Patrick Lumumba, a été nommé. De nombreuses affaires ont été portées devant les tribunaux, des démissions et mises à pied de responsables politiques sont intervenues et un plan de communication lancé.

Un réel dynamisme économique

De façon globale, l'agriculture (25 % du PIB) a enregistré de bons résultats en 2010, mais les prévisionnistes craignent l'impact du phénomène climatique La Niña début 2011. La dévaluation de la monnaie nationale face à la livre britannique a contribué à soutenir les recettes des exportations horticoles (23,3 milliards KES) sur les cinq premiers mois de l'année (71,6 milliards sur l'ensemble de 2009), alors que les volumes étaient en baisse de 5 %, à 109 179 t, selon la Banque centrale. La production de thé – leader mondial du thé noir – a atteint 260 000 t de janvier à août en hausse de 44,4 % par rapport à la même période en 2009, générant 65 milliards KES de recettes (+51 %). Voulant conquérir de nouveaux marchés, le Kenya a lancé sa « Mark of Origin ».

Sur la campagne 2009-10 (octobre-septembre), les recettes caféières ont fait un bond de 50 % (16 milliards KES), bien que la production n'ait été que de 40 000 t (-23 %). À noter qu'une loi oblige les coopératives à verser 80 % de leurs revenus aux planteurs. Des « gouteurs » sont formés afin d'améliorer la qualité, déjà une des plus belles au monde, et deux nouvelles variétés résistantes aux maladies ont été découvertes à la Coffee Research Foundation. La marque « Mont Kenya » pour son café AA a été lancée.

La flambée des cours mondiaux et une bonne météo ont été favorables à la filière sucre dont la production augmenterait de 10 à 15 % en 2010 par rapport aux records de 548 207 t en 2009, mais très en deçà des besoins nationaux (6,3 Mt en 2009-10). L'attribution aux enchères des licences d'importation de sucre a été supprimée début 2010, pour se conformer aux règles du Comesa qui veut totalement libéraliser le marché du sucre d'ici 2012. Le pays demeure très tributaire des importations de céréales : 700 000 t de blé seraient importées sur la campagne 2010-11 (juillet-juin) selon l'USDA, dont au moins 200 000 t des États-Unis.

Le BTP a bénéficié du boom de l'immobilier (+14,1 % en 2009) et des projets routiers. Au deuxième trimestre 2010, le bâtiment et l'immobilier ont contribué à 11 % du PIB : 35 000 nouveaux logements sont construits par an. Le groupe russe Renaissance a lancé fin octobre un projet immobilier de plusieurs milliards de dollars qui serait opérationnel d'ici 2012.

Côte infrastructures, le port de Mombasa étant totalement saturé, les appels d'offre pour la construction du nouveau port de Lamu ont été lancés en septembre. Il fait partie d'un vaste projet de 22 milliards de dollars tendant à lier le Kenya au sud Sou-

dan et à l'Éthiopie, comprenant un pipeline, des routes, chemins de fer et aéroport. Le chemin de fer marchandises entre Mombassa et Kampala, via Nairobi, serait opérationnel d'ici trois ans.

Si le Kenya n'a pas encore de réserves prouvées de pétrole, la prospection foisonne : 38 blocs sur 4 bassins sédimentaires onshore et offshore existent et 31 puits ont déjà été forés, dont 19 ont révélé la présence d'hydrocarbures. Sont déjà présents l'Américain Anadarko Petroleum, le Chinois CNOOC (il pourrait se retirer de sa deuxième licence), les Canadiens Africa Oil, Vanoil et Lion Petroleum, East Africa Oil Exploration (basé à Dubai), les Australiens Origin Energy et Pancontinental Oil & Gas ainsi que Flow Energy, les Britanniques ENRC et Centric Energy, sans oublier Sohi Gas, basé à Maurice. La première phase du pipeline de 325 km (14,2 milliards KES), reliant Nairobi à Eldor, attribuée à China Petroleum Pipeline Engineering, serait opérationnelle en juin 2011. Quant à la distribution, la fusion de Total Kenya avec Chevron l'année dernière s'avère payante : ses ventes ont progressé de 73 % sur les neuf premiers mois 2010.

Dans les mines, après des années de controverses, le junior australien Base Resources démarrera en 2013 son exploitation de titane (400 000 à 450 000 t de produits raffinés par an sur onze voire treize ans), avec à la clé la production de 330 000 t d'ilménite par an (10 % de l'offre mondiale), 80 000 t de rutile (14 %) et 40 000 t de zircon. Le Kenyan Devki Steel Mills, qui produit déjà 250 000 t d'acier, construira une nouvelle aciérie dotée d'une capacité de transformation d'un million de tonnes, à partir de fer local et importé.

Dans l'énergie, un projet éolien colossal au nord-ouest du pays (560 millions d'euros, 350 éoliennes d'une capacité de 850 K chacune, fournies par le Danois Vestas Wind Systems) a été signé en janvier 2010 avec Kenya Power and Lighting : il engage ce dernier sur vingt ans à acheter toute l'électricité éolienne générée par Lake Turkana Wind Power (LTWP, filiale du Néerlandais K&P) au prix fixe de 7,22 centimes d'euro par kWh. Les premiers 50 MW devraient être connectés au réseau national en juin 2011. L'agence kényane Ketraco construira la ligne aérienne (428 km) à haute tension reliant ce site au réseau national.

Kenya Electricity Generating Company (KenGen), qui produit actuellement 80 % de l'électricité, essentiellement hydroélectrique donc très tributaire des pluies, a de son côté plusieurs projets d'ici 2013 : 3 géothermiques (total de 282,5 MW prévus), 3 hydrauliques (61 MW), un diesel (120 MW), un éolien (14 MW) et le projet charbon de Mombasa. D'autres projets gérés par d'autres producteurs comprennent : 6 diesels (551 MW), 1 cogénération (26 MW), 1 charbon (19), 1 éolien (410 MW), 1 géothermique (75 MW) et 1 hydraulique (225), d'ici à l'horizon 2015. KenGen recherchera un partenaire pour produire de l'énergie nucléaire d'ici 2022.

* Au 26 novembre 2010, 1 USD = 80,75 KES.



Madagascar

Chef de l'État : Andry Rajoelina • Premier ministre : Eugène Mangalaza • Population (millions) : 19,2 • Superficie (km²) : 582 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 241 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : -3,7 • Inflation 2009 (%) : 9 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 135

L'année 2010 a encore été une année de blocages politiques, laissant Madagascar isolée. La Grande Ile est en crise ouverte depuis qu'Andry Rajoelina a renversé le président Marc Ravalomanana en mars 2009. Depuis, la communauté internationale pousse les deux rivaux à négocier un partage du pouvoir, en vain. Fin mai, Andry Rajoelina procédait à un remaniement de son gouvernement de transition, nommant dix nouveaux ministres dont cinq militaires. L'opposition l'a jugé très en deçà du gouvernement « neutre » qu'il avait annoncé.

Le 13 août, Andry Rajoelina signait l'Accord politique d'Ivato avec une centaine de petits partis et fixait le calendrier électoral : référendum constitutionnel le 19 novembre 2010 ; élections législatives le 16 mars 2011 ; scrutin présidentiel le 4 mai. Mais les trois grandes mouvances de l'opposition l'ont rejeté et ont boycotté le référendum. S'en est suivie une Conférence nationale en septembre à laquelle n'a pas participé une partie de l'opposition. La nouvelle Constitution abaisse de 40 à 35 ans l'âge minimal pour exercer la fonction de président (Andry Rajoelina a 36 ans), impose aux candidats d'avoir résidé à Madagascar au moins six mois avant (Marc Ravalomanana vit en Afrique du Sud) et ne fixe aucune limite à la durée du gouvernement de transition. Si la consultation référendaire s'est globalement déroulée dans le calme, une tentative de coup d'État militaire a cependant eu lieu.

Le manque de consensus et de transparence a conduit l'UE a refusé une mission d'observation, tant pour le référendum que pour les élections communales prévues le 20 décembre ; elle avait déjà, en juin, prolongé de douze mois la suspension de son aide au développement (de l'ordre de 600 millions d'euros). L'Union africaine a imposé des sanctions au président ainsi qu'à une centaine de ses proches alliés et fin septembre, le FMI déclarait ne pas remplacer son représentant qui quittait son poste.

L'économie résiste tant bien que mal. Après une récession en 2010 (-2 %), il y aurait un rebond de + 2,8 % en 2011, selon le FMI. L'inflation a été, somme toute, maîtrisée, à 9 % (8,8 % prévus sur 2011). Le gouvernement a rencontré des difficultés à financer ses dépenses car le marché domestique obligatoire local ne suit pas, malgré une hausse de trois points des taux d'intérêts. L'austérité a donc été instaurée : seulement 11 % des dépenses prévues entre janvier et mars 2010 ont été engagées ; les salaires des fonctionnaires et le service de la dette ont été payés, mais quasiment toutes les autres dépenses ont été suspendues. Fin mars, les retards de paiements s'élevaient à quelque 20 millions de dollars. Le gouvernement, privé d'aide internationale, veut recourir aux marchés financiers internationaux.

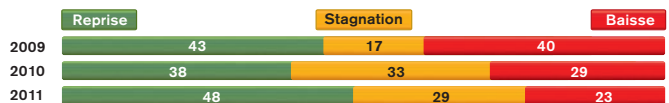
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,5 sur 5 ▼

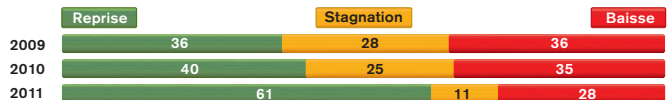
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau téléphonique mobile	▼	Incitation à l'investissement	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Délais des procédures judiciaires	▲
Droit du travail	▲	Droit foncier	▲
Fiabilité des partenaires	▲	Impact du secteur informel	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Valorisation sociale des personnes	▼

Bilan des entreprises

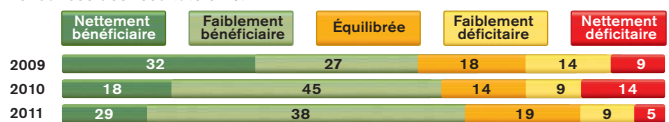
Tendances du chiffre d'affaires en %



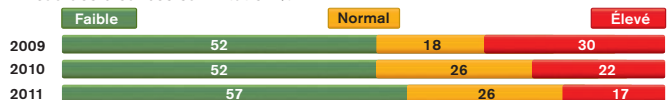
Tendances des investissements en %



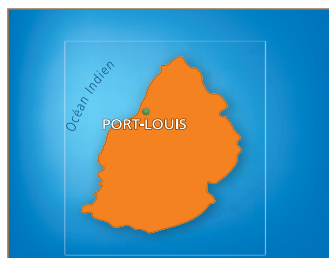
Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Les activités urbaines, les marchés extérieurs (tourisme, textiles avec la fin de l'Agoa), les secteurs liés aux financements publics (BTP) sont les plus touchés par ce contexte. Les secteurs épargnés sont l'agriculture grâce aux bonnes conditions climatiques, le secteur alimentaire et le commerce informel. La filière vanille est en déroute avec des prix et des volumes en forte baisse (-40 %), mais les mines sont en pleine expansion. Le Canadien Sherritt, le Japonais Sumitomo, Korea Resources et le Canadien SNC-Lavalin développent conjointement la mine d'Ambatovy, qui produirait 60 000 t de nickel et 5 600 t de cobalt annuellement durant vingt-sept ans. Rio Tinto exploite depuis 2009 un gisement d'ilménite et d'autres entreprises prospectent l'or, le chrome, le platine et l'uranium. Total et Exxon Mobile sont dans l'offshore.



Maurice

Chef de l'État : Sir Anerood Jugnauth • Premier ministre : Navinchandra Ramgoolam • Population (millions) : 1,3 • Superficie (km²) : 2 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 4 923 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 2,5 • Inflation 2009 (%) : 2,5 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 72

Après une nette reprise au second semestre 2009, stimulée par un rebond de la demande intérieure, c'est une bonne performance à l'export qui a tiré l'économie mauricienne au premier semestre 2010, notamment le tourisme et le textile, selon Bank of Mauritius. Le FMI estime à 3,6 % la croissance en 2010 (2,5 % en 2009) et à 4,1 % en 2011. L'inflation demeure très faible, à 2,5 %. Les 340 millions de dollars de mesures de soutien à l'économie décidés fin 2008 et une politique monétaire souple auront permis à l'île de résister relativement bien à la crise. Le ratio dette/PIB serait de 50,4 % fin 2010.

Début mars, l'Union européenne a signé son plus important accord avec Maurice, soit 93 millions d'euros en soutien au programme économique décennal lancé en juin 2006, à décaisser en 2010 et 2011. Dans ce cadre, les autorités doivent s'atteler à la réforme du secteur sucre, la gouvernance (le pays est passé du 61^e rang de l'IDH en 2009 au 72^e en 2010), la stabilité macroéconomique et une stratégie énergétique de long terme. En octobre, le gouvernement a annoncé un paquet fiscal de 12 milliards de roupies* axé prioritairement sur les secteurs textile, sucre et tourisme. À noter que dans le budget 2010-11 présenté fin novembre, le gouvernement a notamment annoncé une nouvelle taxe sur le revenu, la taxe sur la solidarité, qui est de 10 % sur les dividendes et revenus supérieurs à 2 millions de roupies. Une bourse des devises et des matières premières a été inaugurée à la mi-octobre.

Les arrivées de touristes (7,4 % du PIB en 2009) ont progressé de 6,2 % de janvier à septembre 2010 par rapport aux neufs mois de 2009, notamment grâce aux Indiens et Chinois qui ont compensé l'affaiblissement de la fréquentation européenne. De janvier à août, les recettes touristiques ont atteint 25,3 milliards de roupies (852 millions de dollars), en progression de 9,4 % sur la même période en 2009. Le secteur textile (6,5 % du PIB, 11 % des emplois) est encore morose mais résiste : sa croissance serait de 1 % cette année (après -4 % en 2009). Les recettes d'exportation seraient stables à 24 milliards de roupies (792 millions de dollars).

Depuis octobre 2009, le secteur sucrier ne bénéficie plus de prix garantis sur le marché européen et la filière accuse le coup. La production ne serait que de 450 000 t cette année (-3,8 %) : en moyenne, les superficies se contractent de 2 200 ha par an. Pour amortir le choc, la Banque européenne d'investissement a accordé un prêt de 15 millions d'euros en février 2010 à Omnicane (après 13 millions d'euros en 2009 à Fuel Sugar Milling) qui produirait près de 180 000 t de sucre raffiné en 2011 (+ 80 %) grâce à sa nouvelle raffinerie ; elle se diversifie aussi dans la production d'éthanol. Le sucre ne représente plus que 3 % du PIB mais est toujours un des plus importants

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,75 sur 5

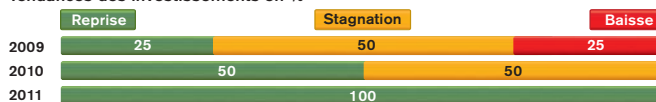
Points forts	Points faibles
Réseau aérien local et régional	Délais des procédures judiciaires
Incitation à l'investissement	Droit foncier
Harcèlement fiscal	Taux d'absentéisme
Fiabilité des partenaires	Coût des télécommunications
Coût de la main-d'œuvre	Protection de l'environnement

Bilan des entreprises

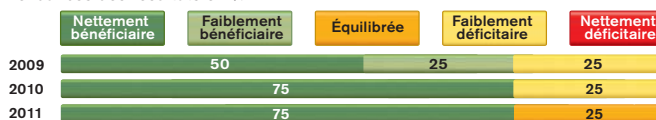
Tendances du chiffre d'affaires en %



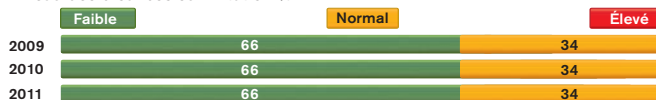
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



employeurs. La moitié des terres de l'île est plantée en canne et les autorités veulent atteindre une certaine sécurité alimentaire. D'où leur recherche d'investisseurs mauriciens pour s'implanter au Mozambique où le gouvernement tient 23 500 ha à leur disposition. À cette fin, la société mauricienne Regional Development Co. a ouvert un bureau au Mozambique.

2010 a été aussi l'année de la continuité politique. Navin Ramgoolam, leader du Parti travailliste, allié du MSM de Pravind Jugnauth, auparavant dans l'opposition, et au PMSD de Xavier-Luc Duval, est sorti vainqueur des élections générales du 5 mai. Il a été reconduit comme Premier ministre pour un deuxième mandat consécutif de cinq ans.

* Au 3 décembre 2010, 1 euro = 39,7881 roupies (MUR).



Mozambique

Chef de l'État : Armando Guebuza • Population (millions) : 21 • Superficie (km²) : 786 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 395 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 6,3 • Inflation 2009 (%) : 3,3 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 165

La croissance au Mozambique excéderait 7 %, estimait fin octobre 2010 le FMI, et caracolait à 8 % les années suivantes grâce à la reprise mondiale, l'accroissement des flux privés de capitaux ainsi que la poursuite de la politique d'investissements publics. En juin 2009, 176 millions de dollars avaient été accordés à travers la Facilité des chocs extérieurs (ESF) du FMI, dont la dernière tranche (21 millions de dollars) a été décaissée en 2010. Le déficit des comptes courants (après dons) est de 13 % du PIB et les réserves internationales excèdent cinq mois d'importations. Toutefois, dans ce contexte, le metical, la monnaie nationale, a connu une forte dépréciation, notamment à l'égard du rand (-33 % de janvier à septembre) alors que l'Afrique du Sud est le premier partenaire commercial du pays. Un certain nombre de prix, gelés en 2009 pour cause de crise et d'élection, se sont envolés : l'inflation atteindrait 10 % en 2010. L'annonce d'une hausse de 30 % du prix du pain a même déclenché de très violentes émeutes début septembre 2010. **Toutefois, les programmes d'investissements sont maintenus.** Le feu vert a été donné au projet de barrage hydroélectrique de Mphanda Nkuwa (1 500 MW, 2 milliards de dollars), en aval de Cahora Bassa. Y sont associés Electricidade de Moçambique (EDM, 20 %), Energia Capital (40 %) et le Brésilien Camargo Correia (40 %). De son côté, la Banque européenne d'investissement a accordé 45 millions d'euros pour qu'EDM étende sa couverture nationale, la Banque mondiale s'engageant pour 240 millions de dollars. Bruxelles et le Brésil ont aussi signé un accord pour développer les biocarburants et bioélectricités. **L'activité pétrolière demeure intense.** Le quatrième appel d'offres de prospection et exploration pétrolière a été bouclé en juin 2010 tandis que le Sud-Africain Sasol a décidé d'augmenter sa capacité de production de gaz à Pande/Temane, essentiellement exporté vers l'Afrique du Sud. De son côté, Oilmoz a poursuivi ses pourparlers avec des investisseurs européens pour financer une raffinerie de pétrole (350 000 b/j projetés). Côté distribution, le Kenyan KenolKobil doit ouvrir un réseau de stations-services.

Dans le secteur du charbon, Nippon Steel a repris la participation de Nippon Steel Trading dans sa mine mozambicaine et, avec l'Australien Talbot et le Sud-Coréen Posco, ils exploiteront d'ici 2012 une mine qui produirait 5 millions de tonnes (Mt) par an. L'Australien Riversdale prévoit de démarrer fin 2011 sa propre production à Benga. Suite au retrait de BHP Billiton du projet de Chibuto Sands en 2009, le gouvernement a annoncé vouloir attirer des investisseurs dans ces sables lourds et devait lancer un appel d'offres international.

Enfin, la construction d'un nouveau port (500 millions de dollars) en eaux plus profondes que Maputo, dans le district de

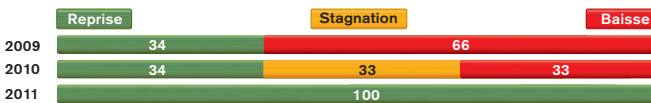
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,75 sur 5 ▲

Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Infrastructures aéroportuaires	▲	Réseau ferré	▶
Harcèlement fiscal	▲	Délais des procédures judiciaires	▼
Financement des importations	▲	Qualité de la main-d'œuvre	▼
Coût de l'électricité	▲	Taux d'absentéisme	▼
Valorisation sociale des personnes	▲	Coût du transport routier	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



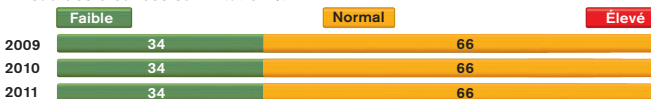
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Matuine, a été approuvée. À noter que la Chine projette d'investir 13 milliards de dollars dans des projets industriels, touristiques, miniers et énergétiques au Mozambique ces cinq prochaines années, dont un « China Town » à Maputo et un fonds d'investissements de 2 milliards de dollars pour soutenir ses entreprises au Mozambique.

L'agriculture est une des priorités du programme quinquennal 2010-2014 : d'importants déficits subsistent, notamment en maïs, riz et blé. Cependant, la production céréalière a augmenté de 22 % entre 2008 et 2010 (2,8 Mt en 2010), dont 2,1 Mt de maïs et 22 000 t de blé (7 000 t en 2008). Sont en hausse les productions de manioc (9,7 Mt cette année), de haricots (264 000 t), d'arachide (158 000 t). En revanche, la riziculture est décevante (258 000 t en 2010). Avec le Soudan et le Ghana, le Mozambique serait un des principaux pays d'investissements étrangers en terres agricoles en Afrique.



Namibie

Chef de l'État : Hifikepunye Pohamba • Premier ministre : Nahas Angula
• Population (millions) : 2 • Superficie (km²) : 823 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 2789 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : -1,6% • Inflation 2009 (%) : 9,1% • Classement IDH 2010 (sur 169) : 105

L'économie namibienne progresserait de 4,4 % en 2010, grâce au secteur minier, à la relance du tourisme et à un paquet fiscal très favorable au BTP et aux services. L'inflation devrait baisser à 6,5 % contre 9,1 % en 2009, mais les taux d'intérêt demeurent élevés (7 % en août). Les réserves en devises ont atteint 23 semaines d'importations au second trimestre et les flux d'investissements internationaux ont continué à enregistrer une balance positive. Toutefois, le déficit fiscal se creuse et atteindrait 8,2 % du PIB en 2011-12.

La production diamantifère a doublé sur les 8 premiers mois de 2010 par rapport à la même période l'année précédente, à 1,1 million de carats, générant des ventes de 3 milliards de dollars namibiens * (+ 21,6 %). Namdeb a annoncé investir 1 milliard de dollars namibiens sur dix ans dans le secteur. Quatrième producteur mondial d'uranium, la Namibie bénéficie d'un marché mondial porteur et d'une concurrence ouverte, au plan national, entre le Russe Rosatom et l'Anglo-Australien Rio Tinto. De son côté, l'Australien Extract Resources ouvrira en 2012 une nouvelle mine qui, deux ans après, serait la seconde au monde. **Les contrats de prospection pétrolière vont bon train** avec des estimations de gisements de 166 milliards de barils, tandis que dans le cuivre, Weatherly International a sécurisé 7 millions de dollars namibiens pour rouvrir les mines d'Otjihase et de Matchless. Le Japonais Oil, Gas and Metals a également signé

un contrat d'exploration et de développement de terres et métaux rares, tandis qu'Areva démarrerait en 2011 sa mine à ciel ouvert de Trekkopje. Quant au gisement gazier de Kudu (1,2 milliard de dollars namibiens), le consortium Gazprom-Namcor-Tullow Oil attend toujours un accord commercial avec l'électricien sud-africain Eskom. Le projet éolien (150 millions de dollars namibiens) entre Namibian United Africa, le Japonais Sojitz et le Coréen Midland Power devrait accroître de 5 % la capacité électrique du pays d'ici 2013. Parallèlement, le projet frontalier hydroélectrique namibo-angolais Baynes (1,1 milliard de dollars namibiens, 400 MW) est lancé ; il devrait être achevé en 2017. **Côté infrastructures**, ces dix prochaines années, 1 milliard de dollars namibiens seront investis pour relier le port de Walvis Bay aux mines de la sous région à travers les corridors de Trans-Kalahari, Trans-Caprivi, Trans-Cunene et Trans-Oranje. Parallèlement, Walvis Bay consacrerait 2 milliards de dollars namibiens pour améliorer d'ici 2014 ses terminaux à conteneurs, tandis que la ligne ferroviaire Trans-Kalahari connectera dans cinq ans la mine de charbon au Botswana à Walvis Bay. **L'agriculture et l'élevage ont aussi réalisé de belles performances**, mais 50 % des besoins en céréales et en produits horticoles continuent d'être importés.

* Au 14 décembre 2010, 1 euro = 9,1476 dollars namibiens.



LE MOCI

**vosre GPS Business vous aide à préparer
vosre programme de prospection 2010**

Commandez dès maintenant

**L' Annuaire MOCI des avocats à l'international,
pour trouver conseil, recours et assistance
dans plus de 50 pays sur cinq continents.**

Pour tout renseignement Tél : 0811 02 12 12 - e.mail : abonnement@lemoci.com



Ouganda

Chef de l'État : Yoweri Museveni • Vice-président : Gilbert Balibaseka Bukunya • Population (millions) : 30,9 • Superficie (km²) : 241 040 • PIB/hab 2009 (USD) : 366 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 7,2 • Inflation 2009 (%) : 14,2 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 143

Après avoir ignoré la crise mondiale en 2009, avec une croissance de 7,2 %, l'Ouganda enregistrerait encore un très honorable 5,8 % en 2010, selon le FMI (6,4 % selon le ministère des Finances). L'inflation serait de 9,4 % en 2010 et de 5,5 % en 2011. À fin juin, les réserves en devises couvraient 4,9 mois d'importations. Le déficit structurel du commerce extérieur s'est aggravé (245,25 millions de dollars de juillet à septembre 2009-10) malgré une forte hausse des exportations. Le déficit budgétaire est prévu en hausse sur 2010-11, la Banque centrale soulignant devoir recourir au marché local pour le financer, ce qui devrait faire grimper les taux d'intérêt.

Les bailleurs de fonds (800 millions de dollars d'aide par an, soit 30 % des ressources budgétaires) ont encore exercé une formidable pression afin que le gouvernement s'attaque réellement à la corruption et ce, avant que le pétrole ne commence à couler, fin 2011, et avant la tenue des élections présidentielle et parlementaire, en février et mars 2011. La Constitution révisée, le président Museveni briguera un quatrième mandat.

Le pétrole du rift Albertin (2 milliards de barils de réserve) est au cœur de la problématique actuelle avec comme acteur principal le Britannique Tullow Oil. En juillet, ce dernier a racheté à Heritage Oil ses droits sur deux blocs, avec pour stratégie de s'associer à terme à Total et au Chinois CNOOC pour l'exploitation ; les premiers barils sortiraient fin 2011 (200 000 barils par jour d'ici 2015). Un pipeline pour l'export est prévu d'ici 2014. Début novembre, on s'acheminait vers un accord entre le gouvernement ougandais et Tullow sur un litige fiscal lié à la plus-value tirée de la cession des droits de Heritage, qui bloquait la suite. Suite à ce dossier, la fiscalité minière a été amendée début octobre : dorénavant, les sociétés pétrolières paieront des taxes sur la vente de leurs droits d'exploration. D'ici deux à cinq ans, le gouvernement construirait une raffinerie de 200 000 b/j : Total, CNOOC et l'Indien Essar s'y intéressent mais un appel d'offres serait lancé début 2011, tout comme pour de nouvelles licences d'exploration.

Côté agricole, avec une météo plus clémente qu'en 2009, année de sécheresse, l'agriculture connaît une embellie avec des hausses attendues sur la campagne 2010-2011 : la production caféière serait de 3,1 millions de sacs de 60 kg (+14,8 %) ; le cacao progresserait de 20 % ; la récolte de maïs augmenterait de 11 % (2 Mt). La production de sucre sur les neuf premiers mois de 2010 a été de 222 953 t (+3,7 %), loin de l'objectif annuel de 318 000 t. À noter que le gouvernement entend vendre ses 49 % dans Kinyara Sugar Works.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,01 sur 5 ▶

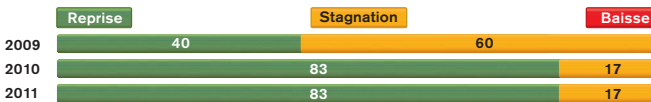
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau aérien local-régional	▲	Distribution électrique	▲
Efficacité de l'administration	▲	Niveau de fiscalité	▼
Qualité du secteur bancaire	▶	Droit foncier	▼
Droit du travail	▲	Corruption	▼
Sécurité des personnes	▲	Coût du transport routier	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Dans l'énergie, après le retrait de la société norvégienne Norpak Power, Kampala a lancé début septembre un appel d'offres pour construire en 2011 une centrale hydroélectrique (900 millions de dollars) de 600 à 700 MW dans le cadre du projet de barrage de Karuma. En parallèle se construit la centrale de Bulagali. La construction en 2010 de trois petites stations hydroélectriques, générant 33 MW, porte la production nationale à 413 MW. Le Japon, très actif dans les infrastructures, a accordé 99,3 millions de dollars pour construire un nouveau pont au-dessus du barrage d'Owen Falls, en direction du port de Mombassa, et Kenya Railways a émis un appel d'offres pour relier Mombassa et Kampala. Enfin, la mise en place du réseau national de fibre optique, confiée au Chinois Huawei Technologies, serait en cours.



Tanzanie

Chef de l'État : Jakaya Kikwete • Premier ministre : Mizengo Kayanza Peter Pinda • Population (millions) : 36,8 • Superficie (km²) : 945 087 • PIB/hab 2009 (USD) : 460 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 6 • Inflation 2009 (%) : 12,1 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 148

L'année 2010 s'est achevée sur fond de discordes politiques. Le président sortant Jakaya Kikwete a été réélu le 31 octobre avec 61 % des suffrages exprimés mais 43 % seulement de participation : sa lutte contre la corruption aurait été jugée inefficace. Parallèlement, le parti au pouvoir, Chama Cha Mapinduzi (CCM), a remporté 168 des 239 sièges de députés : pour la première fois, une femme, Anne Makinda, préside l'Assemblée nationale. Des résultats violemment contestés par l'opposition qui réclame une réforme du système électoral.

Au plan économique, les résultats sont bons. La croissance serait de 6,5 % en 2010, selon le FMI. La sécheresse en 2009 n'est qu'un mauvais souvenir : les productions agricoles et d'électricité rebondissent. Le taux d'inflation redescendrait à 7,2 % en 2010, voire 5 % d'ici juin 2011. La balance des paiements affichait un déficit de 25,7 millions de dollars sur les neuf premiers mois de 2010, mais les réserves sont demeurées fortes, à 5,1 mois d'importations.

Ce rebond se ressent dans les crédits bancaires alloués sur les neuf premiers mois de 2010 : +62,1 % au secteur manufacturier, +48 % dans le BTP, +37,8 % à l'hôtellerie et la restauration. **Sur la même période, les exportations ont crû de 25,5 %** (552,77 millions de dollars), grâce à l'augmentation de 59,2 % des ventes d'or (1 481,7 millions pour 36,8 t), des biens manufacturés (808,1 millions) et du tourisme (1 270 millions), selon la Bank of Tanzania.

Au plan agricole, avec le retour des pluies et une bonne politique d'intrants, le pays a dégagé un excédent alimentaire de 1,4 Mt à octobre 2010, ce qui lui a permis de lever l'interdiction émise en janvier 2009 d'exporter des produits alimentaires. Le gouvernement tanzanien est assez ouvert à l'allocation de terres aux étrangers et se félicite du projet signé en août avec la Korea Rural Community (KRC), qui cultivera 15 000 ha en partenariat avec l'organisme étatique tanzanien Rufiji Basin Development Authority (Rubada). Le projet de bioéthanol (200 à 300 millions de dollars) du Suédois Sekab a été retardé du fait de la crise. La production de sucre augmenterait de 20 % en 2010-11, à 317 000 t, avec pour objectif 500 000 t d'ici cinq ans. Quant au café, la récolte du quatrième producteur africain serait de 55 000 t en 2010-2011 (juin-avril) en hausse de 52,8 %.

Le secteur minier reste dynamique. Le pays est le troisième producteur d'or en Afrique avec des opérateurs majeurs comme Barrick Gold, Resolute Mining, AngloGold Ashanti. La mine de Buzwagi, qui a commencé à produire en juin 2009, est prometteuse. Côté uranium, Uranex a relevé de 53 % en juin les estimations de réserve de sa mine de Manyoni, à 29 millions de livres de U308. Dans le nickel, African Eagle lève des fonds pour son projet de Dutwa (845 000 t). Au plan pétrolier et gazier, 17 socié-

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,46 sur 5 ▲

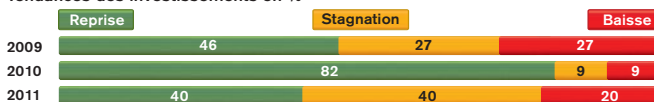
Points forts	Var/2009	Points faibles	Var/2009
Réseau téléphonique mobile	▶	Distribution électrique	▼
Tarifs douaniers	▲	Harcèlement fiscal	▼
Sécurité des personnes	▲	Droit foncier	▶
Coût du transport routier	▲	Niveau de formation de la main-d'œuvre	▲
Protection de l'environnement	▲	Corruption	▶

Bilan des entreprises

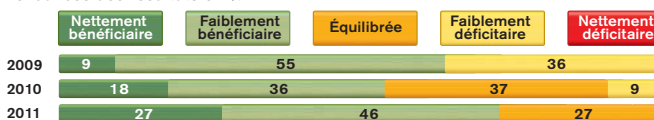
Tendances du chiffre d'affaires en %



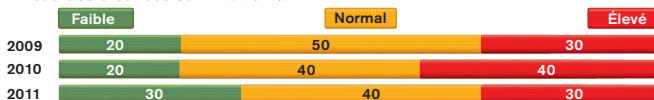
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



tés font de l'exploration onshore et offshore, et la quatrième émission de licences dans l'offshore très profond sera lancée aux États-Unis en avril. Des découvertes de gaz naturel ont été faites. **En avril, une nouvelle loi minière,** très controversée, a durci l'accès aux investisseurs étrangers : hausse des taux de royalties, prise de participation étatique obligatoire, cotation des entreprises minières à la Bourse de Dar es Salaam. En outre, il ne devrait plus être accordé à des entreprises étrangères des licences d'exploitation de gemmes. La Banque mondiale a accordé en août un financement de 150 millions de dollars pour améliorer la desserte en électricité des régions minières et les États-Unis financent la construction et la réhabilitation de 24 stations en Tanzanie et Zanzibar. La demande énergétique avoisine les 900 MW, mais le pays n'en produit que 800 MW.



Zambie

Chef de l'État : Rupiah Banda • Vice-président : George Kunda • Population (millions) : 11,7 • Superficie (km²) : 743 000 • PIB/hab 2009 (USD) : 436 • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 4,3 • Inflation 2009 (%) : 13,4 • Classement IDH 2010 (sur 169) : 150

La performance de la Zambie en 2010 se matérialise par une croissance de 6,6 %, selon le FMI, contre 4,3 % en 2009. L'inflation serait contenue à 8,2 %, grâce notamment à la fermeté du kwacha mais le FMI craint une hausse à court terme : en juillet, le prix de l'électricité a augmenté de 25 %. Les recettes fiscales sont en hausse, grâce notamment au secteur minier, et constituent 15,9 % du PIB. Les réserves en devises devraient s'établir fin 2010 à 1,9 milliard de dollars. Les bailleurs ont été au rendez-vous avec une aide budgétaire de 215 millions de dollars. Le déficit des comptes courants n'est que de 2 % mais pourrait atteindre 4 % du PIB en 2011 avec la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures et d'énergie.

D'ores et déjà, la capacité de la centrale hydroélectrique Kariba North Bank a été portée à 720 MW sur financement notamment de l'Export and Import Bank of China (315 millions de dollars). La levée de fonds pour financer le projet d'interconnexion Zambie-Tanzanie-Kenya (780 millions de dollars) a démarré. Ces projets ont pour objectif de diversifier la base économique du pays jusque-là très dépendante des mines (11 % du PIB). À cette fin, la Zambie empruntera 2 milliards de dollars sur les marchés internationaux entre 2011 et 2013 et son ratio dette/PIB grimpera à 14,9 % en 2013 contre 9,1 %

actuellement. Les dépenses publiques d'investissements représentent 22,5 % du PIB.

Mines, agriculture et tourisme ont contribué à la croissance. La production de cuivre du numéro un africain s'est hissée à 625 844 t sur les neuf premiers mois de 2010 contre 517 512 t sur la même période en 2009 ; la production de cobalt a atteint 6 362 t sur les trois premiers trimestres contre 3 983 t sur la même période en 2009. En 2012, 45 000 t supplémentaires de cuivre par an proviendraient du nouveau projet du Brésilien Vale et du Sud-Africain African Rainbow Minerals lancé en octobre. Equinox Minerals exportera d'ici deux à trois ans de l'uranium de sa mine de Lumwana tandis que l'Indonésien Nava Bharat consacre 108 millions de dollars à moderniser la mine de charbon de Maamba. Des licences d'exploration en pétrole et gaz ont été accordées à 7 entreprises.

La Zambie est devenue exportatrice nette de maïs, notamment vers la Namibie et l'Angola, avec une récolte record (2,7 Mt en 2009-10), ce qui aide à juguler l'inflation, mais coûte cher en stockage et en soutien des prix aux producteurs. La filière sucre, qui suscite les convoitises d'investisseurs indiens, notamment sur le bloc agricole de Nansanga, développe sa production d'électricité à partir de la biomasse issue de la canne.

Réf. n° 1879 - 10 €

POUR AVOIR L' INFORMATION UTILE, CRÉDIBLE ET VÉRIFIÉE SUR LE COMMERCE MONDIAL

LE MOCI,
VOTRE GPS
BUSINESS

Réf. n°1878 - 25 €

Réf. n°1877 - 10 €

Réf. n°1876 - 25 €

Réf. n°1875 - 10 €

Réf. n°1874 - 10 €

www.lemoci.com - tél. 0811 02 12 12

(Prix d'un appel local depuis un poste fixe)

2 fois par mois, toute l'actualité du commerce international décryptée par la première rédaction économique spécialisée de France.



Zimbabwe

Chef de l'État : Robert Mugabe • Premier ministre : Morgan Tsvangirai
• Population (millions) : 13,2 • Superficie (km²) : 387 000 • PIB/hab 2009 : nc • Croissance réelle du PIB 2009 (%) : 5,7% • Inflation 2009 (%) : 6,5 % • Classement IDH 2010 (sur 169) : 169

« *L'économie zimbabwéenne achève sa deuxième année de croissance dynamique après une décennie de déclin*, a constaté le FMI début novembre. *Le budget est excédentaire, la gouvernance de la Reserve Bank s'améliore et le gouvernement travaille à renforcer le climat des investissements.* » La croissance du PIB serait de 5,9 % selon le FMI en 2010, avec une inflation de 4,7 %, loin des 500 milliards de dollars en décembre 2008*! Mais la route économique, politique et sociale demeure très sinueuse : un référendum sur une nouvelle Constitution et des élections générales pourraient se tenir l'année prochaine. La dette publique, y compris les intérêts cumulés, atteint 6,2 milliards de dollars.

Néanmoins, le système bancaire s'assainit avec la restructuration de la Reserve Bank. Le gouvernement lancerait une émission obligataire de 50 millions de dollars auprès de la diaspora. Il a par ailleurs promis des investissements de 1 milliard de dollars, notamment dans les infrastructures. À noter que le Chinois Sinohydro a engagé en mai 400 millions de dollars pour développer le barrage hydroélectrique de Kariba.

La production aurifère excéderait 8 tonnes cette année, près du double de 2009, mais loin des records d'antan (27 t en 1999). Le secteur diamantifère a été agité par le bras de fer international autour de la commercialisation ou non de 4,5 millions de carats de Marange qui ne répond pas aux règles du processus interna-

tional de certification de Kimberley. Parallèlement, Rio Tinto a investi 300 millions de dollars pour multiplier par six sa production. **La production de graines oléagineuses progresserait de 3,2 %** (à 255 000 t), le coton de 28 % en 2009-10 (265 000 t) et le tabac a doublé, à 119 000 t. Mais la production sucrière a baissé de 13 % (259 00 t). À noter que le dossier sur la saisine des terres demeure ouvert.

Le gouvernement a approuvé un programme de privatisation comprenant Grain Marketing Board, National Railways of Zimbabwe, TelOne et NetOne, AgriBank, Zimbabwe Iron and Steel Company (Zisco), National Oil, l'entreprise d'électricité Zesa, Air Zimbabwe et Cold Storage (viande). Premier en lice, début novembre, un accord était conclu avec l'Indien Essar pour la reprise de 54 % de Zisco.

Le gouvernement est revenu sur sa décision d'obliger les entreprises étrangères à transférer 51 % de leur capital à des Zimbabwéens et fin mai, le président a exclu toute mesure d'expropriation de mines, annonçant même une révision du code de propriété. Toutefois, l'Acte d'indigénisation passé en 2008 demeure une épée de Damoclès.

* En 2009, le pays a abandonné le dollar zimbabwéen au profit du dollar américain.

Foires & salons France monde 2011

Les 3700 salons et foires à ne pas rater en France et dans le monde en 2011 sont dans ce numéro spécial !

Pour la première fois, une édition unique qui présente, la sélection des principaux rendez-vous professionnels internationaux dans l'Hexagone et celle à l'étranger ainsi que les 349 stands collectifs qui doivent se tenir sous la bannière France en 2011 prévus ce jour.

Avec ce numéro vous avez tout en main pour faire votre propre sélection.

A vos agendas !

25€
+ 5€ de frais de port



Pour tout renseignement

Tél : +33 8 11 02 12 12 - e.mail : abonnement@lemoci.com

↑
(Une passion au service de l'Afrique)
↓



NELSON CAMEROUN

Distributeur automobile et de véhicules industriels sur le continent, nous proposons à notre clientèle locale une gamme significative et variée de véhicules, à usage privé ou professionnel, à la vente ou à la location. Présent dans 21 pays d'Afrique subsaharienne, Tractafrik Motors s'engage avec des marques prestigieuses et à fort développement. Notre croissance passe par un important recrutement de nouveaux collaborateurs dans nos différents métiers de la vente et des services. Une façon d'affirmer notre indéfectible passion pour l'Afrique et de confirmer notre engagement client. Tractafrik, c'est depuis toujours, un professionnalisme sans faille.

Tractafrik
motors



www.tractafrik.com

W o r l d C l a s s S e r v i c e s i n A f r i c a .

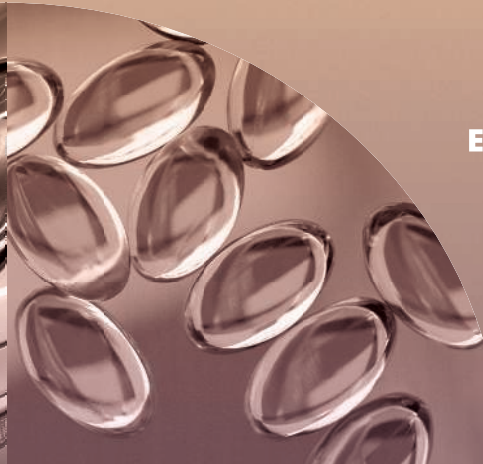
CFAO

LEADER DE LA DISTRIBUTION SPÉCIALISÉE EN AFRIQUE ET EN OUTRE-MER

Automotive



Eurapharma



Industries



Technologies



Avec plus de **10 000 collaborateurs**, le Groupe CFAO dispose d'un **ancrage unique** en **Afrique et dans les collectivités d'outre-mer** :

- **un savoir-faire reconnu** sur ses métiers
- **le partenaire de confiance** des plus grandes marques internationales
- **un esprit entrepreneurial** au service du développement responsable

www.cfaogroup.com

valeur d'expérience, valeur d'avenir


CFAO